

Document du

Fonds International de Développement Agricole

RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR

**PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU MENABE ET DU MELAKY
(AD2M)**

Prêt FIDA n° 689-MG, Don FIDA n° 849-MG, Don UE COFIN-EC-12-MG

Rapport de revue à mi-parcours

Rapport principal

Date: 14 – 26 septembre 2012

Rapport No. 2861-MG

Division Afrique de l'Est et Australe
Département de la gestion des programmes

TABLE DES MATIERES

ÉQUIVALENCE MONÉTAIRE ET UNITÉS	III
CARTE DES OPERATIONS DU FIDA DANS LE PAYS	V
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	VI
CADRE LOGIQUE REVISE DU PROJET	VII
INTRODUCTION	1
I. VUE RETROSPECTIVE DU PROJET.....	2
A. RAPPEL DES OBJECTIFS ET DU DESIGN DU PROJET	2
B. ANTECEDENTS ET EVOLUTION DU PROJET	3
II. APPRECIATION DE L'EXECUTION DU PROJET.....	4
A. SYNTHÈSE DES CONSTATS ET REALISATIONS PHYSIQUES DU PROJET	4
1. Composante 1. Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière (GLSF)	4
2. Composante 2. Appui à la mise en valeur durable de la base productive	6
3. Composante 3. Gestion du Projet et suivi évaluation.....	9
B. SYNTHÈSE DE LA REVUE	12
C. LEÇONS TIRÉES.....	13
III. NOUVELLES ORIENTATIONS ET PROPOSITIONS	14
A. OBJECTIFS STRATEGIQUES DE MISE EN ŒUVRE	14
B. ORIENTATIONS POUR LES COMPOSANTES DU PROJET	15
1. Composante 1. Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière (GLSF)	15
2. Composante 2. Appui à la mise en valeur durable de la base productive	17
3. Composante 3. Gestion du Projet et suivi évaluation.....	21
C. COUTS ET FINANCEMENT.....	23
1. Budget disponible.....	23
2. Coûts du Projet	23
3. Plan de financement du Projet	23
D. BENEFICES DU PROJET	24
E. RISQUES ET DURABILITE.....	24
APPENDICES	26
APPENDICE 1: HISTORIQUE DU PROJET AD2M	27
APPENDICE 2: ORGANIGRAMME DU PROJET AD2M.....	28
APPENDICE 3: TABLEAU DES REALISATIONS PHYSIQUES AU 30 JUIN 2012.....	29
APPENDICE 4: TABLEAU D'APPRECIATION DES REALISATIONS	32
APPENDICE 5: DEPENSES DU PROJET REALISEES JUSQU'AU 31 AOÛT 2012.....	37
Dépenses par composante au 31 août 2012 en '000 USD	37
Dépenses des comptes du FIDA par catégorie de décaissement au 31 août 2012 en '000 USD	38
APPENDICE 6: TABLEAUX DE SYNTHÈSE DES COUTS	39
APPENDICE 7: TABLEAUX DETAILLES DES QUANTITES ET COUTS PAR COMPOSANTE ('000 USD).....	42

APPENDICE 8: TABLEAUX DETAILLES DE FINANCEMENT ET TYPE DE MARCHES PAR COMPOSANTE	49
ANNEXES	53
ANNEXE 1: AIDE MEMOIRE DE LA MISSION DE RMP	54
ANNEXE 2: CALENDRIER DE LA MISSION	62
ANNEXE 3: LISTE DES PRINCIPALES REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES CONSULTEES.....	65

DOCUMENTS DE TRAVAIL

- DT 1: Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière
- DT 2: Aménagement du milieu rural
- DT 3: Mise en valeur agricole
- DT 4: Suivi-évaluation et gestion des savoirs
- DT 5: Exécution financière du Projet

ÉQUIVALENCE MONÉTAIRE ET UNITÉS

1 USD	=	2 000 MGA
1 000 MGA	=	0,5 USD
Poids et mesures	=	Système métrique
Année fiscale	=	1 ^{er} janvier au 31 décembre

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

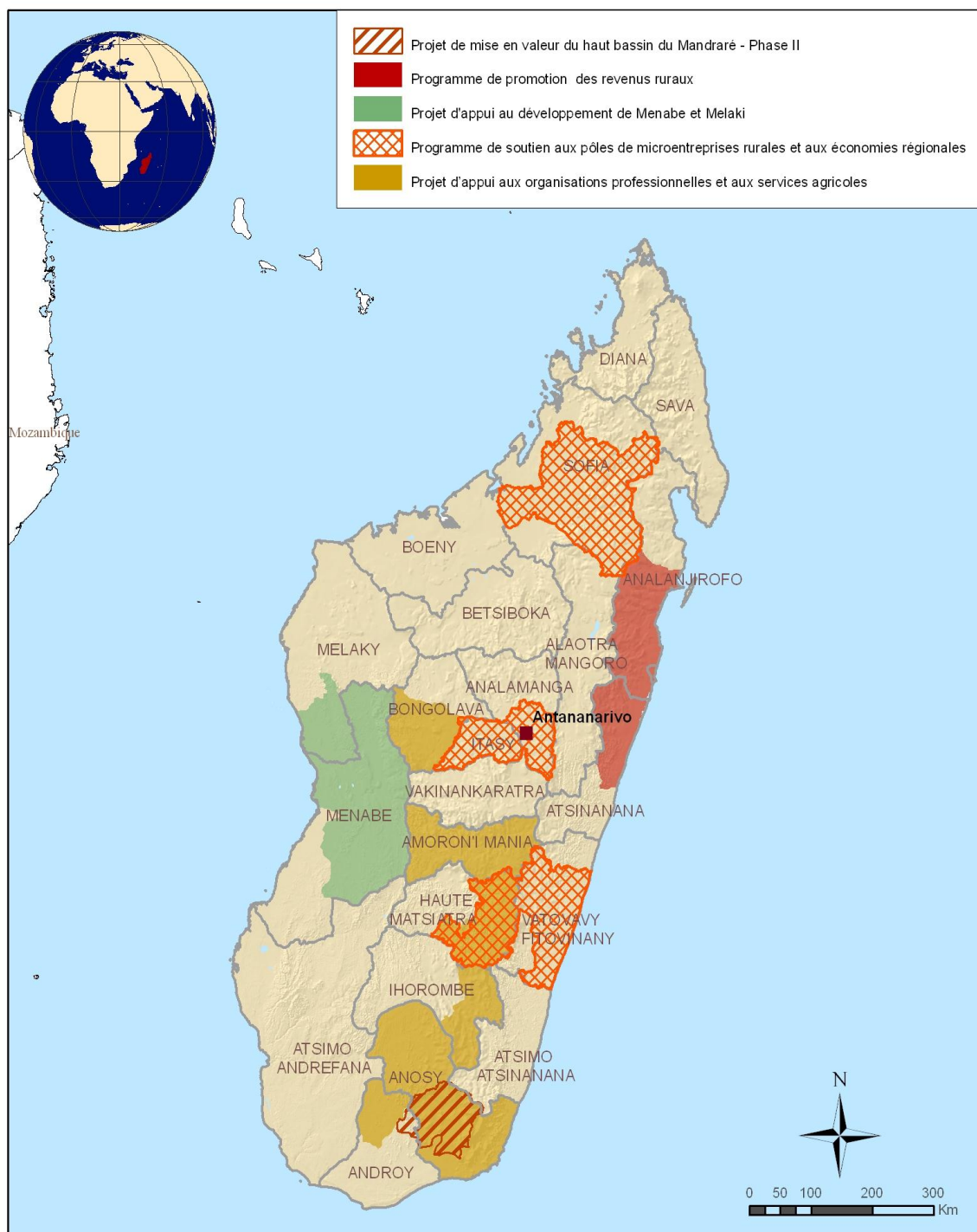
ACORDS	Appui aux communes et organisations rurales pour le développement du Sud
ACSA	Agent communautaire de santé animale
AD2M	Appui au développement du Menabe et du Melaky
AEL	Association d'éleveurs
AFID	Alphabétisation fonctionnelle intensive pour le développement
AG	Assemblée générale
AGF	Agent de guichets fonciers
AHA	Aménagement hydro-agricole
AMED	Analyse des moyens d'existence durable
APD	Avant-projet détaillé
AUE	Association des usagers de l'eau
AUP	Association des usagers de piste
AV	Alphabétiseur villageois
CAP-FIDA	Cellule d'appui aux projets FIDA
CECAM	Caisse d'épargne et de crédit agricole mutuel
CEP	Champ école paysan (<i>Farmer Field School - FFS, en anglais</i>)
CIR	Cellule infrastructure rurale
CMS	Centre de multiplication de semences
CNP	Comite national de pilotage
COSOP	Country Opportunities and Strategic Options Program (Programme stratégique par pays du FIDA)
CP	Coordonnateur de projet
CPA	Chargé de production animale
CPV	Chargé de production végétale
CR	Commune rurale
CRIF	Centre de ressource et d'information foncière
CRL	Commission de reconnaissance locale (des droits du sol)
CROS	Comite régional d'orientation et de suivi
CSA	Centre de services agricoles
DRF	Demande de retrait de fonds
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIER MADA	Foire internationale de l'économie rurale à Madagascar
FKT	Fokontany (collectivité territoriale de base)
FOFIFA	Foibe Fikarohana Fambolena (Institut malgache de recherche agronomique appliquée)
FORMAPROD	Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la production agricole
FRDA	Fonds régional de développement agricole
GCV	Grenier communautaire villageois
GdM	Gouvernement de Madagascar
GDS	Groupement de défense sanitaire
GF	Guichet foncier
GLSF	Gouvernance locale et à la sécurisation foncière

IC	Intercoopération (suisse)
IMF	Institution de microfinance
MCA	Millenium Challenge Account
MGA	Malagasy ariary (monnaie malgache)
MinAgri	Ministère de l'agriculture
MIT	Moyen intermédiaire de transport
MP	Microprojet
MVA	Mise en valeur agricole
OFN	Observatoire du foncier national
ONG	Organisation non gouvernementale
ONGT	Organisation non gouvernementale de terrain
ONN	Office national de nutrition
OP	Organisation de producteurs
OTIV	Ombona tahiry ifampisamborana vola (IMF)
PARECAM	Programme d'appui à la résilience aux crises alimentaires à Madagascar
PCD	Plan communal de développement
PLOF	Plan local d'occupation foncière
PNF	Programme national foncier
PTBA	Programme de travail et de budget annuel
PTF	Partenaire technique et financier
RI	Revue intermédiaire
RMME	Rizière à mauvaise maîtrise d'eau
RMP	Revue à mi-parcours
RPE	Rapport de pré-évaluation
RPI	Ressources propres internes
RSE	Responsable du suivi-évaluation
SCV	Semis direct sous couverture végétale
SE	Suivi-évaluation
SO	Socio-organisateur
SRA	Système de riziculture améliorée
SRI	Système de riziculture intensive
SSE	Système de suivi-évaluation
TA	Technicien agricole
UGP	Unité de gestion du Projet
USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique
VMS	Vétérinaire mandataire sanitaire
VV	Vaccinateur villageois

Carte des opérations du FIDA dans le pays

Madagascar

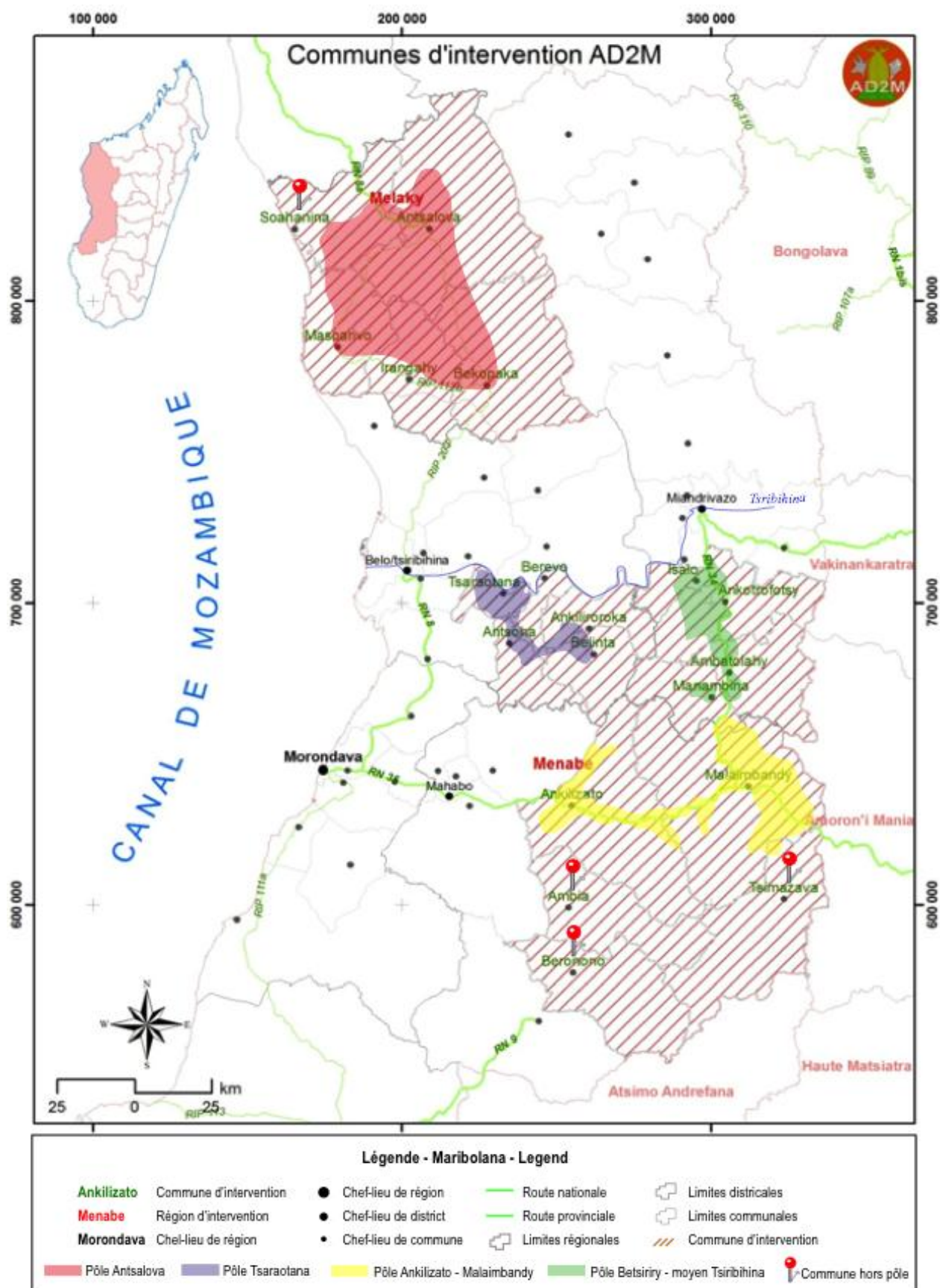
Activités en cours financées par le FIDA



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte compilée par le FIDA

Carte de la zone du Projet



Cadre logique révisé du Projet

Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs ¹ cibles	Sources / moyens de vérification	Conditions de réalisation
Objectif général				
Améliorer l'accès des ruraux pauvres à la gestion des ressources en terre et en eau permettant la sécurisation durable de leurs revenus et l'amélioration de leur base productive	• Nombre de ménages bénéficiaires touchés directement par le Projet, parmi les 40 000 ménages de sa zone d'intervention	16 000	• Situation de référence	• Stabilité sociopolitique dans le pays,
	• Revenu annuel moyen des ménages, parti de 1 308 000 MGA en début du Projet	ND	• Etudes socio-économiques	• Stabilité économique,
	• Pourcentage ² des ménages dont le revenu annuel a augmenté d'au moins 20%	ND	• Enquêtes anthropométriques	• Stabilité économique,
	• Pourcentage de ménages dont l'accumulation de biens (habitat de meilleure qualité, équipements ménagers, moyens de transport, et moyens de production) a évolué positivement.	70%	• Enquêtes périodiques de revenus	
	• Production agricole additionnelle	82 360 t	• Bulletin ROR	
	• Pourcentage des ménages ayant un droit foncier sécurisé	10% ³	• Rapports d'activités	
Objectifs spécifiques	• Nombre de ménages bénéficiant d'extension de parcelles cultivées dont irriguées	8 000	• Statistique agricole	
		6 000	• Rapport PNF	
			• Rapport d'évaluation de la réforme foncière	
	• Système d'information sur les GF en place	17 450	• Rapport d'évaluation de la réforme foncière	Volonté politique de poursuivre la politique de sécurisation foncière locale
	• Nombre de certificats fonciers délivrés	ND	• Rapport d'activités PNF	
	• Superficie sécurisée			
1. Développer des actions opérationnelles de gouvernance locale de renforcement des capacités des OP et de sécurisation foncière	• Coût moyen ⁴ d'un certificat			
	• Délai moyen de délivrance d'un certificat			
	• Rendement moyen atteint sur les principales cultures.			
	– Riz	3,8 t/ha	• Rapport de sondage rendement	• Absence de cataclysme naturel.
2. Améliorer de manière durable la base productive des populations concernées	– Haricot, arachide, lentille	1,1 t/ha	• Enquêtes.	• Sécurité
	– Oignon	15 t/ha	• Rapports d'activités	

¹ Celles de la RI et à défaut, complétées par celles du RPE.

² Tous les pourcentages de ménages se réfèrent par rapport à l'objectif de 16 000 ménages bénéficiaires directs du Projet.

³ Objectif PNF.

⁴ Coût payé par les bénéficiaires.

		<ul style="list-style-type: none"> Taux d'adoption des techniques améliorées vulgarisées (par rapport aux superficies) Superficies supplémentaires cultivées⁵ durant la durée du Projet dont: <ul style="list-style-type: none"> irriguées améliorées par des mesures de restauration du sol Nombre de nouvelle filière développée⁶ Réduction du taux de mortalité bovine Réduction du taux de mortalité aviaire⁶ Nombre de membres actifs / clients des IMF Encours de crédit (millier MGA) Encours d'épargnes (millier MGA) Taux de recouvrement des crédits à 90 jours Nombres de matériels agricoles produits localement Tonnage de semences produites localement 	60% 10 100 ha 7 000 ha 135 ha 1 ND ND 1 800 653 400 15 840 95 ND ND	<ul style="list-style-type: none"> Rapport CECAM; 	rurale (vol de bétails).
Résultats					
Composante 1. Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière					
Exploitants agricoles et non agricoles structurés	OS2	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de groupements/OP constitué dont AUE Membre de groupement/OP formés Nombre d'OP faitières renforcées 	460 45 2 150 2	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	
Capacité de planification des communes et régions renforcées	OS2	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de PCD élaborés Nombre de PCD mis à jour tous les 3 ans Nombre CNI délivrées PRD mis à jour 	19 19 ND 2	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	
Petits producteurs alphabétisés	OS2	Petits producteurs néo alphabétisés	12 250	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	
MP "coup de pouce" mis en œuvre	OS2	<ul style="list-style-type: none"> MP coup de pouce réalisé Ménages vulnérables bénéficiaires 	360 2 700	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités 	
Administration foncière de proximité (GF/CRIF) fonctionnelle et opérationnelle	OS1	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de GF en place Nombre de communes couvertes par un PLOF Nombre de CRL mis en place Nombre AGF recrutés et formés 	14 14	<ul style="list-style-type: none"> Rapport PNF 	<ul style="list-style-type: none"> PLOF disponible Mobilisation cofinancement t MCA
Appui au PNF et OF réalisé	OS1	<ul style="list-style-type: none"> Observatoire du foncier mis en place Etudes de capitalisation réalisées 	ND ND	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'activités Rapport PNF et OF 	

⁵ Mesurées en termes d'intensité culturale

⁶ Déclaratif

Composante 2. Appui à la mise en valeur durable de la base productive						
Aménagements hydro-agricoles réalisés et fonctionnels	OS2	<ul style="list-style-type: none"> • Superficie de périmètres hydro-agricoles dont <ul style="list-style-type: none"> – Nouvel aménagement de PI – Réhabilitation de PI – Epanchage de crues⁷ 	5 650 3 300 2 350 ND	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'activités • Mobilisation prêt additionnel 		
Pistes rurales et autres voies de transport aménagées et en service	OS2	<ul style="list-style-type: none"> • Longueur de pistes rurales aménagées • Nombre d'ouvrages de franchissement, hors pistes aménagés, réalisés • Embarcadères et points d'accostage maritime construits • Canots métalliques mis à disposition 	71 30 5 ND	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'activités • Mobilisation prêt additionnel 		
Productions intensifiées et diversifiées	OS2	<ul style="list-style-type: none"> • Sites de démonstration agro-écologiques aménagés et mis en production • Jeunes plants reboisés dont <ul style="list-style-type: none"> – Plants fruitiers – Plants à usages multiples • Nombre de CEP réalisés • Nombre de paysans apprenants à travers CEP • Nombre de spéculations touchées • Nombre de couloirs de vaccination mis en place • Nombre de têtes aviaires déparasités et vaccinés • Nombre de bovins traités/vaccinés • Nombre d'innovations testées et validées en RD 	19 270 000 216 000 54 000 590 14 750 ND 41 276 300 20 000 4	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'activités • Mobilisation prêt additionnel 		
Services privés d'approvisionnement en facteurs de production accessibles aux producteurs	OS2	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de points de vente d'intrants, matériels agricoles et produits phytosanitaires et vétérinaires fonctionnels. • Nombre central d'achat mis en place • Nombre d'ateliers de maintenance et de fabrication de petits matériels/outillages agricoles mis en place • Nombre de paysans semenciers installés et formés 	19 4 6 6	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'activités • Rapport VMS • Mobilisation des opérateurs privés 		
Commercialisation et transformation promues	OS2	<ul style="list-style-type: none"> • Capacités de stockage et de groupage de lot installées • Unité de transformation installée • Nombre de contrats commerciaux conclus 	200 t 4 4	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'activités 		
Services financiers de proximité opérationnels	OS2	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de guichets IMF ouverts • % de famille ayant accédé aux services financiers • Capacité de stockage GCV mis en place 	5 200 t	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'activités • Adhésion des IMF 		

⁷ Objectif quantitatif inclus dans celui des nouveaux aménagements.

Ressources					
<u>Dispositif opérationnel</u>	<u>Résumé du budget</u>				
	Prêt initial auprès du FIDA (million USD) Don FIDA (million USD) Don MCA (million USD) non mobilisé Don ONG (million USD) non mobilisé Don ONG (million USD) non mobilisé Prêt additionnel auprès du FIDA (million USD)	13,12 0,365 (4,67) (1,62) (0,442) 5,17	•	Accords de financement	
Equipe d'unité de gestion de Projet Equipes ONGT (4)			•		
Matériels roulants, équipements informatiques et de bureau					
	Don PARECAM - Union européenne (million USD)	4,27			
	Fonds de contrepartie du GdM (million USD)	2,68			
	Contribution des bénéficiaires (million USD)	0,527			

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU MENABE ET DU MELAKY (AD2M)

Prêt FIDA n° 689-MG, Don FIDA n° 849-MG, Don UE COFIN-EC-12-MG

RAPPORT DE REVUE A MI-PARCOURS DU PROJET

INTRODUCTION

1. Conformément aux dispositions de l'article IV section 4.03 de l'Accord de prêt FIDA N° 689-MG, signé entre le Gouvernement de Madagascar (GdM) et le Fonds international de développement agricole (FIDA), une mission de revue à mi-parcours (RMP) du Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M) a été menée à Madagascar entre le 14 et le 26 septembre 2012.

2. La revue du Projet est un exercice commun entre le Gouvernement et le FIDA, avec comme objectif principal: (i) d'apprécier le niveau des réalisations par rapport aux objectifs du Projet, d'analyser le design, la stratégie de mise en œuvre, les difficultés rencontrées et l'efficacité de l'organisation et de la gestion du Projet; (ii) de recommander les orientations qui s'avèrent nécessaires pour résoudre les difficultés et atteindre les objectifs fixés.

3. La Mission⁸ s'est appuyée sur: (i) les rapports techniques et administratifs du Projet, en particulier le rapport d'auto-évaluation du Projet⁹; (ii) les présentations des activités et résultats faites par l'équipe de Projet; (iii) les entretiens avec l'équipe du Projet; (iv) ainsi que les visites de terrain effectuées dans les quatre districts d'intervention du Projet (voir programme de la Mission en annexe 2). Elle a eu des entretiens avec des bénéficiaires des différents types d'appui du Projet, en particulier des associations de producteurs, des groupements de producteurs de semences, d'usagers d'infrastructures (périmètres irrigués, pistes, couloirs de vaccination) ou de défense sanitaire, les participants aux champs écoles paysans, aux cours d'alphabétisation et des bénéficiaires de microprojets "coup de pouce" pour les plus vulnérables. Elle s'est entretenue également avec les directeurs régionaux du développement rural (DRDR) du Menabe et du Melaky, des autorités locales, en particulier le Chef de région et le Secrétaire général de la région Melaky, le Chef du district d'Antsalova et les maires de nombreuses communes d'intervention, des vétérinaires mandataires sanitaires (VMS), les responsables du Programme national foncier (PNF), des agents de guichets fonciers (AGF), les responsables de l'institution financière CECAM et les 4 ONG de terrain (ONGT)¹⁰.

4. Les principaux constats et propositions de la Mission ont été présentés et discutés avec l'équipe du Projet à Morondava le 23 septembre puis consignés dans un aide-mémoire présenté et validé (voir annexe 1) lors d'une séance de restitution tenue à Antananarivo le 25 septembre dans la salle de réunion du Ministère de l'agriculture (MinAgri), sous la présidence de M. Philibert RAKOTOSON, Secrétaire général du MinAgri.

5. La revue à mi-parcours a analysé les résultats et utilisé les leçons de 4 années d'exécution active (2008-2012) pour en tirer les lignes directrices du chemin qui reste à parcourir pour une atteinte au plus près des résultats, effets, et impacts escomptés. Le présent rapport, après avoir rappeler les objectifs, le design et les antécédents du Projet, détaille les principaux constats et appréciations de l'exécution du Projet, avant de proposer les recommandations pour la dernière phase du Projet.

⁸ La mission était composée pour le compte du GdM par: M. Philibert RAKOTOSON, Secrétaire général du MinAgri, M^{me} Micheline RAOELISON, Directeur de la coopération agricole. Participaient pour le compte du FIDA, MM: Norman MESSER, chargé de programme (CPM); Jean PAYEN, ingénieur GR et chef de mission; Jean Charles HEYD, agronome; Steven JONKHEERE, spécialiste en questions foncières; John Harivero RAMAMONJISOA, expert financier.

⁹ Ce rapport a été préparé par l'équipe du Projet dans le cadre de l'évaluation du Programme pays du FIDA, qui se déroulait au moment du passage de la mission de RMP d'AD2M.

¹⁰ Code Menabe (Belo /Tsiribihina), Made Sarl (Miandrivazo), Saragna (Antsalova), Toky Fampandrosoana (Mahabo).

I. VUE RETROSPECTIVE DU PROJET

A. RAPPEL DES OBJECTIFS ET DU DESIGN DU PROJET

6. Le projet AD2M est un projet de développement agricole combinant à la fois la sécurisation foncière décentralisée dans le cadre de la réforme foncière lancée par le gouvernement de Madagascar, et la mise en valeur productive du milieu rural, notamment dans les bas-fonds, les petits bassins versants et les tanety¹¹.

7. **Objectifs.** L'objectif général du Projet est d'améliorer l'accès des ruraux pauvres à la gestion des ressources en terre et en eau permettant la sécurisation durable des revenus des petits producteurs et l'amélioration durable de la base productive. Les objectifs spécifiques sont de: (i) développer des actions opérationnelles de gouvernance locale de renforcement des capacités des OP et de sécurisation foncière, et (ii) améliorer de manière durable la base productive des populations concernées.

8. **Budget.** Le coût total du Projet est d'environ 21 millions USD dont 13,12 millions financés par le prêt FIDA N° 689-MG, 365 000 USD par le don FIDA N° 849-MG; 4,27 millions USD par un don de l'Union européenne (PARECAM), 2,7 millions USD par le gouvernement de Madagascar (GdM) et 527 000 USD par les bénéficiaires. En août 2012, un financement additionnel de 5,17 millions USD a été approuvé par le FIDA, ce qui va porter le montant total à 26,13 millions USD.

9. **Durée.** La durée initiale du Projet est prévue pour 8 années, divisées en 2 phases, avec: (i) une revue intermédiaire en fin de deuxième année afin de déterminer les nouvelles communes d'intervention du Projet et définir la possibilité d'extension de l'intervention sur la région Melaky; et (ii) une revue à mi-parcours (RMP) en fin de quatrième année. Démarré en novembre 2006, le Projet est donc prévu de s'achever en décembre 2014.

10. **Zone et ciblage.** AD2M intervient sur 19 communes réparties dans 3 districts (Belo sur Tsiribihina, Mahabo, Miandrivazo) dans la région du Menabe et un (1) district (Antsalova) dans la région Melaky (voir carte plus haut). Il doit bénéficier directement à 16 000 ménages ruraux (84 000 bénéficiaires indirects), soit 40% des 40 000 ménages peuplant la zone d'intervention du Projet¹².

11. Les groupes cibles prioritaires définis pour le Projet dans le rapport de pré-évaluation (RPE) et complété dans le rapport de revue intermédiaire (RI) sont précisés dans l'encadré ci-contre.

1. Ménages sans terres agricoles propres (irriguée, baiboho), ni zébus, et sans autres actifs productifs;
2. Ménages agricoles avec des parcelles sur tanety et/ou baiboho mais sans terres irriguées ni zébus;
3. Ménages de pêcheurs pauvres, souvent des autochtones Sakalava profitant des nombreux cours d'eau et lacs pérennes présents dans les deux régions;
4. Ménages pastoraux principalement voués à l'élevage bovin, souvent des autochtones Sakalava;
5. Ménages agro-pastoraux ayant des parcelles irriguées (au maximum 2 ha, inclus tanety et baiboho) et quelques têtes de zébus (maximum 10) et de petit bétail.

12. **Composantes.** La structure du Projet est articulée autour de deux composantes opérationnelles: (i) Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière; (ii) Appui à la mise en valeur durable de la base productive; et d'une composante de gestion du Projet, incluant le suivi évaluation et la gestion des savoirs.

13. **Arrangement institutionnel.** Le Projet est placé sous tutelle du MinAgri¹³ et sa gestion est assurée par une Unité de gestion du projet (UGP), basée à Morondava. L'UGP, chargée de la coordination et de la gestion générale des activités, s'appuie sur 4 ONG de terrain (ONGT), soit une par district et des partenaires techniques spécialisés. Un comité de pilotage au niveau national (CNP) et deux comités régionaux d'orientation et de suivi (CROS) sont chargés d'assurer la cohérence du Projet avec les politiques nationales sectorielles et les priorités régionales, approuver les grandes orientations et les programmes de travail et budgets annuels et proposer les

¹¹ Colline déboisée aux sols dégradés.

¹² Estimation faite en 2006, lors de la pré-évaluation du Projet.

¹³ Initialement Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP), éclaté ensuite en trois ministères sous-sectoriels dont le MinAgri.

aménagements et réorientations éventuels. L'organigramme détaillé du Projet figure en appendice 2.

14. **Stratégie d'intervention.** La stratégie opérationnelle adoptée est celle du "faire-faire" pour la mise en œuvre des activités dans le souci d'une pérennité des interventions et des acquis au delà de l'achèvement du Projet, permettant aussi la prise en charge par les bénéficiaires organisés de certaines prestations de services initiées par le Projet.

B. ANTECEDENTS ET EVOLUTION DU PROJET

15. AD2M a connu plusieurs réajustements, tant sur le fond - sans toutefois que soient remis en cause ses objectifs - que dans ses modalités de mise en œuvre. Le tableau en appendice 1 retrace l'historique des principaux événements du Projet.

16. **Début du Projet (2007 - mi 2008).** Ainsi, après son démarrage en novembre 2006, le Projet a connu d'importantes difficultés durant les deux premières années, liées principalement à: des défaillances au niveau de la coordination, à la rotation importante du personnel du Projet, à des lenteurs dans la mise en place des activités, à la maîtrise insuffisante des procédures de gestion et administratives notamment pour les appels d'offres et la passation de marchés, et partiellement au design initial du Projet qui a sous-estimé les moyens matériels et personnels à mettre en place pour répondre aux défis d'enclavement et de faiblesses des institutions et acteurs qualifiés dans une zone d'intervention immense.

17. **Remaniement de 2008.** Suite à une mission de relance du Projet, intervenue en juin 2008, il y a eu, sur base d'un commun accord entre le MAEP et le FIDA, changement du coordinateur du Projet et quasi-renouvellement de l'équipe de l'UGP. Les modalités d'exécution ont été remaniées substantiellement, passant de la délégation quasi-totale de l'appui et du suivi (dans une optique de type "faire faire") à une ONG internationale (en l'occurrence Intercoopération - IC) à la prise en charge par l'UGP de l'accompagnement rapproché de 4 ONG locales dites "de terrain" (ONGT), recrutées fin 2008. Ce "faire avec" a aussi nécessité d'étoffer l'effectif de l'UGP, initialement réduite. au personnel administratif et financier et à un chargé des infrastructures rurales. Les activités sur le terrain ont vraiment commencé à décoller à partir de ce remaniement.

18. **Revue intermédiaire (RI).** La RI du Projet a eu lieu en septembre 2009 et a proposé un changement substantiel en introduisant une approche de pôle de production et une concentration sur quelques filières pour éviter la dispersion géographique des efforts et donner plus de cohérence à ce qui s'apparentait auparavant à un large éventail d'activités disparates. La RI a recommandé principalement de ne pas étendre la zone d'intervention du Projet à d'autres communes d'intervention et de mettre davantage l'accent sur l'organisation et la formation des producteurs et des usagers d'infrastructures rurales ainsi que sur la promotion d'une agriculture tournée vers le marché. Il a été convenu de limiter les microprojets (MP) aux populations les plus vulnérables; d'adopter une nouvelle stratégie de promotion d'innovations agricoles, reposant sur l'apprentissage à travers des champs écoles paysans (CEP); de renforcer les activités d'appui à l'approvisionnement en intrants et équipements et la commercialisation des produits agricoles, de renforcer les synergies entre les différents volets d'activités du Projet, notamment entre le foncier, la gouvernance locale et les aspects productifs.

19. Cette nouvelle approche s'est donc substituée au mode initial de planification des MP à la demande, et s'est concrétisée par l'identification de 4 pôles: (i) Pôle de cultures de décrue de Betsiriry - moyenne Tsiribihina; (ii) Pôle céréalier de Tsarahotana; (iii) Pôle rizicole d'Ankilizato-Malaimbandy; et (iv) Pôle à potentiel rizicole d'Antsalova. Ces pôles ont été définis sur la base de similitudes dans leur vocation agricole, leurs caractéristiques agro-écologiques et liaison par des voies de communication terrestre ou fluviale. Une description plus détaillée des pôles peut être consultée dans l'appendice 2 du DT2 "Aménagement du milieu rural".

20. Cependant, 4 communes, Ambia, Beronono et Tsimazava dans le sud du district de Mahabo, et Soahany dans le nord-ouest d'Antsalova n'ont pas pu être rattachées à un pôle, faute de potentiel agro-climatique bien marqué et étendu (absence de site aménageable pour l'irrigation et

de baiboho¹⁴), c'est l'élevage qui y est priorisé. La commune de Beronono rentre toutefois dans le bassin arachidier de la région.

21. **Incertitudes sur le budget.** AD2M a du faire face à l'impossibilité de mobiliser l'ensemble des financements prévus dans le RPE. Ainsi, Les co-financements d'un montant total de 6,74 millions USD (MCA: 4,67 millions USD; ACORDS/UE: 1,62 million USD; ONG IC: 442 200 USD) n'ont pas pu être mobilisés¹⁵. Le prêt additionnel du FIDA de 3,3 millions USD, prévu en 2009 pour combler l'absence de ces fonds, n'a pas pu être mobilisé par le GdM, à cause des problèmes politiques apparus au début de l'année 2009. Par contre, le programme PARECAM a permis à AD2M de bénéficier entre 2009 et 2011 d'un financement additionnel de 4,2 millions USD. Pour pallier, entre autres, ce déficit budgétaire, le FIDA a approuvé en avril 2013 l'octroi d'un prêt additionnel de 5,17 millions USD.

II. APPRECIATION DE L'EXECUTION DU PROJET

22. Le Projet, qui est presque aux trois quarts de sa période d'exécution, peut faire état sur le terrain de nombreuses réalisations dont les effets sont visibles. Les activités menées et les résultats obtenus par AD2M sont largement détaillés dans les différents rapports d'activités, de supervision et d'évaluation (voir références bibliographiques en annexe 3). Un tableau récapitulatif du niveau annuel des réalisations physiques du Projet figure en appendice 3 et une appréciation qualitative succincte par la Mission en est proposée dans l'appendice 4. Une synthèse des principales réalisations du Projet est présentée ci-dessous.

A. SYNTHÈSE DES CONSTATS ET RÉALISATIONS PHYSIQUES DU PROJET

1. COMPOSANTE 1. APPUI A LA GOUVERNANCE LOCALE ET A LA SECURISATION FONCIERE (GLSF)

Sous-composante 1.1. Appui à l'organisation des producteurs et au renforcement des acteurs locaux

23. Suite aux remaniements de l'organisation du Projet en 2008 et après la RI de 2009, l'équipe IC a été intégrée dans l'UGP et a pris la responsabilité opérationnelle directe pour la mise en œuvre de la sous-composante 1.1. Le partenariat de IC avec le projet AD2M est arrivé à échéance en février 2011 et c'est le responsable GLSF et son assistant (recruté parmi l'ancienne équipe d'IC) qui ont repris toute la responsabilité pour la mise en œuvre et les résultats de la sous-composante. Le travail d'animation et d'appui-conseil de proximité est réalisé par 38 socio-organismes (SO), travaillant sous la responsabilité des ONGT.

24. **Mobilisation des producteurs et appui à leurs organisations.** Concernant la constitution d'association d'usagers des infrastructures, des avancées intéressantes ont été obtenues en termes de constitution et renforcement d'associations. Au total, le Projet a contribué à la constitution de: 26 associations d'usagers de l'eau (AUE¹⁶) sur 45 prévues (*taux de réalisation*: 58%), comptant 3 281 membres dont 673 femmes (21%) et 4 unions d'AUE comptant 1 845 membres dont 341 femmes (18%); 46 associations d'éleveurs bovins (AEL) avec 2 793 membres dont 131 femmes (5%); 5 associations d'usagers de pistes (AUP) et 2 structures de gestion de canot.

25. Un nombre significatif d'organisations a été constitué et formé, mais la majorité d'entre elles n'a qu'un fonctionnement très récent et une envergure d'action souvent limitée encore. Les associations et groupements appuyés par le Projet sont centrés sur la gestion d'infrastructures ou servent de simple véhicule pour la vulgarisation agricole. Ils n'offrent pas de réels services à leurs membres dans le contexte de l'appui à la production et l'accès aux marchés. Il reste donc beaucoup à faire pour rendre totalement fonctionnelles et durables ces associations tant pour la valorisation

¹⁴ Zone basse et fertile d'épandage de crues des grands fleuves.

¹⁵ Notons que MCA, avant son désengagement en 2009, a toutefois construit 7 bâtiments CRIF/GF, équipé 10 GF et acquis les photos aériennes pour 4 CR dans la zone d'intervention du Projet.

¹⁶ On devrait préférer le terme d'association d'irrigants à celui d'association d'usagers de l'eau, qui est un terme plus générique, utilisé par le secteur de l'eau potable et qui ne rend pas compte de la problématique particulière de l'utilisation de l'eau pour une activité productive.

agricole que la gestion d'infrastructures. En particulier pour les AUE, les questions de la fixation de la redevance et de sa collecte, la gestion équitable et efficace de la distribution de l'eau ne sont guère prises en charge de manière responsable.

26. **Appui aux communes rurales et aux régions.** Le Projet a appuyé l'élaboration participative de 18 nouveaux PCD (à l'exception du PCD de la commune de Manambina, appuyé par SAHA Menabe) (*taux de réalisation: 95%*) et la mise à jour participative de 10 anciens PCD (*taux de réalisation: 53%*). Un soutien logistique a été fourni à des structures régionales telles que les Groupes de travail pour le développement rural (GTDR) et les Chambres d'agriculture régionales (Tranoben'ny Tantsaha - TTR) pour l'organisation de leurs assemblées générales annuelles, ainsi qu'aux services d'état civil des communes pour la délivrance, dans le cadre de campagnes de jugement supplétif, de cartes d'identité nationale (CIN). Au total 8 344 personnes, dont 2 294 femmes (27%), ont ainsi obtenu leur CIN.

27. **Projets "coup de pouce" aux plus vulnérables.** Ces microprojets (MP) sont destinés à appuyer les groupes cibles les plus vulnérables, identifiés lors de diagnostics participatifs. Cette activité, délaissée entre 2010 et 2011 au moment de la mise en œuvre du PARECAM, a pris un très grand retard sur le planning de 360 MP prévus d'être réalisés jusqu'à la fin 2012¹⁷. Au total, 92 MP (*taux de réalisation: 25%*) ont été réalisés, comptant 430 bénéficiaires sur 2 700 prévus (*taux de réalisation: 16%*) dont 133 femmes (31%), soit en moyenne 4,6 personnes par MP contre 7,5 prévus. Ces faibles résultats sont liés à une sous-estimation initiale de la difficulté à mettre en œuvre cette activité, à la préconisation d'une méthode trop lourde pour l'identification des bénéficiaires, mais également à une certaine négligence de cette activité par le Projet.

28. 2 CR (Ankioroko et Berevo) n'ont bénéficié jusqu'à présent d'aucun MP et 3 autres n'en ont eu que 3 MP au plus (soit moins d'un MP par fokontany). La palette d'activités pour les MP reste assez réduite:

- 32 MP pêche, mais le potentiel halieutique de la zone n'est pas très élevé et doit s'accompagner d'une assistance à la gestion rationnelle de la ressource;
- 25 MP aviculture dans 10 CR, avec encore de fortes possibilités de réplique, pour laquelle le Projet pourrait prendre attache avec le projet AROPA;
- 20 MP cultures maraîchères dans 6 CR. Le marché pour les produits maraîchers frais est limité dans la zone du Projet et n'existe pratiquement que dans les chefs lieu de district ou le long des RN 35 et 34;
- 15 MP apiculture dans 2 CR, mais le potentiel de l'apiculture dans la zone est à étudier.

29. **Alphabétisation fonctionnelle.** Cette activité a démarré avec retard, à cause entre autres, du passage de la méthode AFI-D¹⁸, recommandée par la RI, à une méthode d'alphabétisation semi-intensive, mieux adaptée au calendrier de travail des populations rurales. Le Projet a réalisé au total la formation et le recyclage de 261 alphabétiseurs villageois (*taux de réalisation: 92%*) dont 78 femmes (30%) et ouvert 177 sites d'alphabétisation sur 158 prévus (*taux de réalisation: 112%*). A ce jour, le nombre total d'apprenants s'élève à 6 097 sur 12 250 prévus (*taux de réalisation: 50%*), dont 1 723 femmes (28%). Cette activité suscite un grand intérêt parmi la population rurale pauvre et permet d'avoir un impact durable sur l'évolution du niveau d'éducation et de connaissances de ce groupe de population.

Sous-composante 1.2. Appui à la sécurisation foncière

30. Après la RI en 2009, la cellule régionale du Programme national foncier (PNF), responsable du volet "Sécurisation foncière" au niveau régional, a été renforcé par un animateur foncier. Fin 2011, suite à la restructuration du PNF, les cellules régionales ont été fermées. Le Projet a décidé de maintenir un dispositif allégé d'appui à la sécurisation foncière locale, actuellement constitué d'un agent foncier itinérant et deux agents d'appui, rattachés administrativement et hiérarchiquement à AD2M mais placés sous la supervision technique du PNF.

¹⁷ Rapport RI de 2009.

¹⁸ Alphabétisation fonctionnelle intensive pour le développement.

31. **Niveau national.** AD2M a financé le maintien de 2 consultants: le premier consultant a poursuivi les activités d'appui à la mise en œuvre de la gestion foncière décentralisée au niveau national et plus particulièrement des zones appuyées par le FIDA (régions du Menabe et de l'Analanjirifo); le deuxième consultant a été chargé d'animer et diriger les travaux relatifs à certains thèmes (fiscalité, sécurisation des droits secondaires, accords négociés,...) et de la formation relative à la gestion foncière décentralisée (médiation, aménagement du territoire et fiscalité locale).

32. L'appui à l'Observatoire du foncier (OF) a contribué à: la diffusion d'informations sur la réforme foncière (site web, revue Landscape), la réalisation d'études de capitalisation sur l'acceptation et les performances du processus de certification, l'organisation de l'évaluation de la réforme foncière et la tenue d'ateliers régionaux et d'un forum national.

33. **Niveau régional.** Les 14 communes rurales de la région du Menabe ont été dotées d'un Plan local d'occupation foncière (PLOF). 13 d'entre elles disposent d'un guichet foncier (GF) équipé et doté chacun d'une commission de reconnaissance locale (CRL) et de 2 agents formés et équipés. Les GF sont appuyés par des centres de ressource et d'information foncière (CRIF), 3 au total pour le Menabe. A part le GF de Tsarahotana, qui tombe dans une zone hors compétence d'un tel service, tous les autres GF sont fonctionnels mais à des degrés divers. La dernière classification des GF selon leur performance, réalisée par PNF montre que 2 GF se classe en catégorie A (bon), 5 en catégorie B (moyen) et 5 en catégorie C (mauvais). A part le GF d'Ankilizato, aucun GF n'est autonome financièrement. Le nombre de certificats fonciers (CF) délivrés par GF et par mois est tombé de 12 en 2011 à 3 en 2012. Au total, 2 473 certificats fonciers (CF) sur 17 850 prévus (*taux de réalisation: 14%*) ont été délivrés sur 3 852 demandes reçues (64%), dont 1 tiers par le seul guichet d'Ankilizato. Les activités sur le terrain de sécurisation des droits secondaires et la discussion sur les accords négociés n'ont pas été initiées.

34. La faiblesse des résultats en matière de développement et pérennisation du processus de certification foncière est liée à une conjugaison de facteurs dont les plus importants sont: le retard dans la réalisation des diagnostics socio-fonciers et l'absence d'une étude sur l'importance de la demande pour la certification foncière, qui auraient dû être réalisés avant tout investissement physique en matière de dispositif de GF, le peu d'appropriation et d'implication des autorités communales dans le suivi et contrôle des activités du GF, des retards et des faiblesses dans le soutien logistique et l'accompagnement de proximité des agents des GF/CRIF par le PNF et sa cellule régionale.

2. COMPOSANTE 2. APPUI A LA MISE EN VALEUR DURABLE DE LA BASE PRODUCTIVE

Sous-composante 2.1. Aménagement du milieu rural

35. **Aménagement hydro-agricole.** L'objectif quantitatif d'aménagements hydro-agricoles (AHA) qui était de 3 800 ha dans le RPE a été porté à 5 650 ha (2 350 ha de réhabilitation et 3 300 ha de nouvel aménagement) lors de la RI, compte tenu de la priorité qui avait été donnée à la filière riz à ce moment-là¹⁹ et la possibilité de faire ainsi deux campagnes rizicoles par an.

36. Depuis son démarrage, le Projet a identifié les besoins d'aménagement de périmètres irrigués (PI) inscrits dans les plans communaux de développement (PCD) des 19 CR, fait des inventaires du potentiel de terres aménageables et mené des études d'avant-projet détaillé concernant une superficie totale de près de 8 150 ha de périmètres irrigués ou d'épandage de crues.

37. Les aménagements hydro-agricoles complètement réalisées au 30 juin 2012 couvrent 3 780 ha (*taux de réalisation: 67%*) dont 2 115 ha de réhabilitation (*taux de réalisation: 90%*) et 1 665 ha d'aménagement nouveau (*taux de réalisation: 50%*), représentent un *taux de réalisation global de 66%*. Le nombre de bénéficiaires total est de 3 063 dont 1 499 sur PI nouveaux et 1 564 sur PI réhabilités. La superficie moyenne par bénéficiaire est de 1,2 ha pour l'ensemble des aménagements, dont en moyenne 1,3 ha/bénéficiaire pour les superficies réhabilitées et 1,1 ha/bénéficiaire pour les superficies nouvellement aménagées.

¹⁹ Notons que l'avènement de PARECAM en 2009, a conforté (stratégiquement et financièrement) le Projet dans la réalisation des aménagements hydro-agricoles.

38. Les aménagements en cours représentent une superficie de 1 933 ha dont 1 438 ha de PI et 495 ha de périmètres d'épandage de crues (PEC). Ils sont localisés à 76% dans le district d'Antsalova dans la région Melaky qui jusqu'à présent n'a pas bénéficié d'AHA. Avec la finalisation des aménagements en cours, l'objectif physique en termes d'AHA du Projet pourra être atteint à 100%.

39. **Pistes rurales et autres voies et moyens de transport.** La prévision initiale - démesurée - du RPE d'aménager 770 km de pistes rurales a été revue à la baisse à 71 km lors de la RI. Compte tenu de l'étendue et des conditions particulières de la zone d'intervention du Projet, le développement de la voie fluviale de la Tsiribihina a par ailleurs été privilégié par rapport aux voies terrestres. 4 embarcadères en béton sont en cours de réalisation sur ce fleuve. Cumulée avec les pistes de raccordement à ces ouvrages d'accostage fluvial, pour lesquelles les marchés de travaux sont en cours d'approbation, les réalisations actuelles de 36 km (51%) de pistes devraient être portées à 62% à la fin de l'année. Par ailleurs, 2 canots métalliques ont été mis à disposition, à titre pilote, des AUP dans les communes d'Ambatolahy et Isalo dans le district de Miandrivazo.

Sous-composante 2.2. Mise en valeur productive et préservation des ressources naturelles

40. L'organigramme de la cellule "Mise en valeur agricole" (MVA) a été réajusté au cours des trois dernières années pour utiliser au mieux les compétences disponibles. Le poste d'assistant au volet "Élevage" a été supprimé début 2012, du fait que le volume des activités dans ce domaine ne nécessitait plus un responsable à temps plein. Actuellement, la cellule est composée d'un Chargé de production animale (CPA) et d'un Chargé de production végétale (CPV). Afin d'équilibrer les charges de travail, le CPA coordonne également les activités liées à l'environnement.

41. **Sites agro-écologiques et reboisement.** Au cours de ces deux dernières années, le protocole des démonstrations agro-écologiques sur tanety a été fortement simplifié en mettant en œuvre des légumineuses (niébé notamment) permettant de mettre au point des techniques de couverture efficace du sol et appréciées par les producteurs d'une part pour leurs effets améliorants sur le sol et d'autre part pour la production de graines de bonne valeur marchande. Ces techniques transposées sur terres de baiboho²⁰ ont également donné des résultats jugés très positivement par les producteurs, le principe étant de produire une couverture végétale en première année et de réaliser sur la campagne qui suit un semis sans labour sous couverture végétale morte (SCV). Au total, 20 sites de démonstration agro-écologique (105% de l'objectif du Projet, assigné en 2009) ont été réalisés et ont été suivis par la mise en place par les producteurs de 69 parcelles d'adoption représentant 34 ha.

42. La sensibilisation environnementale a été menée dans 65 FKT sous forme de: (i) réunions d'animation touchant 9 500 personnes; (ii) diffusion de 16 émissions par 4 radios locales; et (iii) la création de 13 clubs environnementaux au niveau des écoles primaires et secondaires. Les pépinières installées avec l'appui du Projet ont produit 142 600 plants, dont environ 39 900 plants fruitiers. 176 470 plants (*taux de réalisation: 65%*), dont 100 400 plants fruitiers, ont été achetés par le Projet et distribués à 16 140 bénéficiaires dont 5 280 femmes, soit environ 10 arbres par bénéficiaire. Cependant, au stade actuel, on ignore le taux de survie des plants distribués.

43. **Intensification et diversification agricoles.** La méthode de vulgarisation, introduite après la RI de 2009 et consistant en une version simplifiée des champs écoles paysans (CEP), a été bien appropriée par le Projet et les ONGT. Fin août 2012, le nombre de CEP réalisés s'établissait à 531 (*taux de réalisation: 90%*), dont 233 CEP sur le riz; 107 sur le haricot; 64 sur l'arachide; 22 sur la lentille; 88 sur l'oignon et 17 sur le maïs. Le nombre total de bénéficiaires était de 10 594 producteurs dont 3 385 femmes (32%). La surface de réplification des techniques enseignées sur les parcelles d'apprentissage des CEP est estimée à 4 040 ha dont environ 3 580 ha dans le Menabe et 460 ha dans le Melaky.

44. La méthodologie adoptée et le rythme de réalisation soutenu des CEP ont permis d'atteindre de très bons résultats en matière de: (i) introduction et diffusion de nouvelles techniques culturales (SRI/SRA, travail du sol, réduction de la quantité de semences, culture supplémentaire d'intersaison, ...); (ii) introduction de nouveau matériel (sarcleuses rotatives), de semences de qualité et d'une nouvelle filière, l'oignon; et (iii) relance de filières disposant d'avantages

²⁰ Zone basse et fertile d'épandage de crues des grands fleuves.

comparatifs dans la zone du Projet: riz, haricot, arachide, lentille. Les taux d'adoption des techniques enseignées, relevés par le Projet sont: (i) d'au moins 40% pour le SRI sur les parcelles des PI où le Projet est intervenu; 40% pour l'utilisation de variétés améliorées et à poly-aptitudes de riz pluvial dans les plaines inondables et sur les rizières à mauvaise maîtrise d'eau (RMME); presque 100% pour le haricot; et 75% pour la culture de lentille. Les mesures de rendement, réalisées par la DRDR sur les parcelles de réplication des producteurs, montrent que les rendements ont été multipliés par 2,5 environ pour le riz irrigué ou cultivé sur site à mauvaise maîtrise d'eau, le haricot et l'arachide et par 1,7 pour la lentille.

45. **Micro-irrigation.** Dans le cadre du PARECAM et du projet SCAMPIS, le Projet a acquis 40 kits de micro-irrigation dont 14 kits ont été distribués au niveau des producteurs. Cette technique d'irrigation, utilisée pour la culture d'oignon, n'a pas rencontré l'engouement des producteurs, qui voient plus d'inconvénients que d'avantages à ce type de matériel. Les inconvénients avancés sont: (i) la culture irriguée est faite en zone inondable, nécessitant le démontage complet du matériel en saison des pluies, avec des risques importants d'endommagement; (ii) le travail de planage plus important que demande les parcelles de micro-irrigation par rapport aux planches sur des terres au profil très irrégulier après le passage de l'eau. Par contre, l'utilisation de la pompe à pédales est appréciée par les producteurs car elle facilite le puisage de l'eau qui est considéré comme le travail le plus pénible et lourd lors de l'irrigation.

46. **Elevage.** Les activités d'élevage ont principalement porté sur la prophylaxie bovine et aviaire en s'appuyant sur les vétérinaires mandataires sanitaires (VMS) et les 13 agents communautaires de santé animale (ACSA) et 111 vaccinateurs villageois (VV) formés par le Projet. Les AEL constituées assurent la gestion au niveau des 41 couloirs de vaccination bovine réalisés (*taux de réalisation: 100%*). Les opérations de prophylaxie bovine ont touché environ 6 180 éleveurs avec environ 78 880 têtes de bovin vaccinées et 25 780 déparasitées. La prophylaxie bovine est maintenant entièrement assurée par les VMS, les 13 ACSA formés par le Projet et les AEL, sans appui matériel par AD2M.

47. Les opérations de prophylaxie aviaire, menées par les VV, ont permis de vacciner et déparasiter 200 440 têtes (*taux de réalisation: 73%*). Cependant la majorité des ménages ne renouvelle pas la prophylaxie dès que la subvention diminue ou cesse. L'opération de vaccination et l'instrument de la subvention n'ont donc apparemment pas eu d'effet éducatif ou mobilisateur pour amener les ménages ruraux, et en particulier les plus pauvres, à pratiquer la vaccination qui est peu onéreuse et dont les effets sont indiscutables pour diminuer le risque de décimation de cheptel en cas de maladie.

48. **Appui-conseil agricole.** L'appui conseil agricole est assuré par 4 coordonnateurs techniques et 26 techniciens agricoles (TA) recrutés par les ONGT qui assurent l'animation des CEP et des visites de conseil aux producteurs entre les séances de CEP. 19 visites d'échange de producteurs dans la zone du Projet réunissant 193 personnes dont 32 femmes (17%) et 4 visites d'échange hors zone ayant regroupé 87 personnes ont également été organisées. Concernant les activités de recherche-développement, 8 essais d'adaptation de techniques et variétés de riz pour la culture pluviale, sur rizières à mauvaise maîtrise d'eau (RMME) ou de décrue ont été réalisés en partenariat avec la FOFIFA et se poursuivent, avec des premiers résultats intéressants pour la promotion de variétés à cycle court et bon potentiel de rendement pour les RMME et des variétés de riz pluvial pour la culture sur tanety.

49. **Nutrition.** Les activités pour améliorer la situation nutritionnelle des ménages dans les zones d'intervention du Projet, introduites en 2011 en partenariat avec l'Office national de nutrition (ONN), ont porté sur la sensibilisation et la formation sur les bonnes pratiques alimentaires et l'hygiène. Elles sont en train d'être étendues à 82 fokontany (environ 50 % des FKT de la zone du Projet). Leur but est d'apprendre aux ménages à mieux utiliser les produits et les ressources locales pour diversifier et améliorer leur alimentation. Ces mesures sont appréciées par les populations et sont un complément indispensable à la promotion de la production pour améliorer l'état sanitaire et alimentaire des populations rurales et particulièrement des enfants. Néanmoins l'effet de ces séances sur le changement des pratiques d'hygiène et de nutrition au niveau des ménages formés n'est pas connu aujourd'hui.

Sous-composante 2.3. Commercialisation, approvisionnement et finance rurale

50. Cette sous-composante était coordonnée techniquement par un responsable qui a démissionné en septembre 2011. Le Chargé de la production végétale (CPV) a pris en charge les volets "Commercialisation" et "Approvisionnement" et le suivi du volet "Finance rurale" est assuré par le responsable de suivi-évaluation (RSE).

51. **Commercialisation.** Les activités du volet commercialisation n'ont démarré effectivement qu'en 2011 et n'enregistrent pas encore de résultats vraiment concrets sur le terrain. Différentes opérations ont été menées: (i) un publi-reportage à la télévision nationale pour faire connaître le potentiel de production du haricot et l'oignon des zones encadrées par le Projet dans le Menabe; (ii) des visites d'échange pour les producteurs sur le haricot et l'oignon ainsi que la participation de quelques producteurs à la foire internationale FIER-Mada; (iii) la prise de contacts avec différents opérateurs économiques (collecteurs, exportateurs) pour faire connaître le potentiel des pôles de production et développer des options de production pour conquérir des marchés d'exportation; et (iv) des tests pour décaler la période de production de l'oignon et arriver sur le marché lorsque l'offre est plus faible et les prix plus élevés.

52. **Approvisionnement.** 4 ateliers artisanaux ont été appuyés pour assurer la fabrication de matériels agricoles distribués dans le cadre des CEP. Au total, 2 660 unités de matériel ont été fournies jusqu'ici dans le cadre des CEP, dont une bonne partie provient de ces ateliers. 10 boutiques d'intrants (*taux de réalisation: 53%*) sont actuellement mises en place et fonctionnelles dans la zone du Projet.

53. Le Projet a mis un accent fort sur le développement de la production semencière à l'échelon local. Actuellement 14 paysans semenciers ont été formés et sont opérationnels. Depuis 2001, 65 tonnes de semences commerciales ont été produites dont 19 t de riz et 46 t d'haricot. La production de 20 t de semences de base d'arachides et de 92 t de semences commerciales (12 t de riz et 80 t d'haricot) est en cours.

54. **Finance rurale.** Le partenariat établi avec 2 institutions de microfinance a permis d'établir 7 points de services financiers dans le Menabe (*taux de réalisation: 140%*) dont 5 gérés par CECAM et 2 par SOAHITA. Les 5 points de service de la CECAM enregistrent une augmentation régulière des activités d'épargne et de crédit. Les 2 caisses de Soahita sont actuellement en redressement depuis le début de l'année, suite à un niveau d'impayés très important; un plan de sortie de crise et de renforcement des instruments de contrôle interne est actuellement en cours avec l'assistance du Centre de ressources et d'appui à la gestion. A la fin du 2^e semestre 2012, le nombre de clients des 7 points de service s'élevait à 2 652 personnes dont 38% de femmes. Dans la région Melaky, deux institutions de microfinance (CECAM et OTIV) se sont installés au chef-lieu de région et ont manifesté leur intérêt à s'installer dans la zone du Projet. AD2M est en train de préparer un dossier d'appel à projet pour appuyer l'une de ces IMF à mettre en place des services de microfinance dans sa zone d'intervention du Melaky, qui ne dispose actuellement d'aucun service financier de proximité.

55. Deux (2) greniers communautaires villageois (GCV) de 50 et 100 t ont été construits pour être gérés par CECAM à Ankotrofotsy et Antsiraraky, et un autre de 25 t, géré par SOAHITA à Analambiby-Isalo. La capacité totale installée est de 175 t (*taux de réalisation: 88%*). La construction d'un 4^{ème} GCV d'une capacité de 100 t à Ambatolahy, et qui sera géré par la CECAM, est en phase de démarrage.

3. COMPOSANTE 3. GESTION DU PROJET ET SUIVI EVALUATION

Sous-composante 3.1. Gestion et coordination du Projet

56. Le dispositif d'intervention du Projet n'a pas connu de changements majeurs après les remaniements opérés en 2008. Suite à la RI de 2009, les rôles et tâches des différents responsables techniques au niveau de l'UGP ont été adaptés et redéfinis en fonction des nouvelles orientations du Projet et du volume de travail à accomplir.

- Le mandat d'IC s'est achevé comme prévu en février 2011 et une cellule de 2 personnes est en charge de l'appui à l'organisation des producteurs et au renforcement des acteurs locaux.

- La cellule régionale du PNF a été fermée en décembre 2011, mais le PNF a maintenu un agent foncier itinérant durant le premier semestre qui a ensuite été remplacé par une équipe d'un agent foncier itinérant et 2 agents d'appui, dépendant techniquement du PNF mais administrés par le Projet 2012.
- La cellule "Infrastructure rurale", forte de 3 personnes, n'a pas connu de changements.
- La cellule "Mise en valeur agricole" a connu plusieurs ajustements au cours des trois dernières années, suite à la démission du chargé de finances rurales et commercialisation et la suppression du poste d'assistant en élevage en 2011. Aujourd'hui, les tâches sont réparties entre un chargé de la production animale et de l'environnement et un chargé de la production et de la commercialisation.
- La cellule "suivi évaluation et communication" est composée d'un responsable et de 2 assistants.
- La cellule administrative et financière compte un responsable, 2 comptables et un assistant comptable. Le personnel d'appui comprend un secrétaire, 4 chauffeurs, une femme de ménage et 3 gardiens.

57. Les fonctions de coordination et de communication autour des activités, qui avaient connu certaines faiblesses se sont nettement améliorées au cours de la dernière année.

58. Les opérations de terrain, en particulier le travail d'animation et d'appui-conseil de proximité, sont contractualisées à 4 ONGT, chacune responsable des activités dans un district. Le personnel technique des ONGT a été augmenté et harmonisé selon les recommandations de la RI. L'effectif des ONGT se répartit entre: 4 coordonnateurs, 4 assistants de coordination, spécialiste en production et valorisation agricole, 38 socio-organisateur (SO) et 26 techniciens agricoles (TA). Les ONGT se sont bien appropriées l'approche du Projet, ont une bonne connaissance de leur zone et ont réussi à instaurer une relation de confiance avec la population de leur zone d'intervention.

59. Dans l'ensemble, l'organisation et l'effectif de l'UGP et des ONGT sont équilibrés et adaptés par rapport aux tâches à remplir et aux conditions particulières de la zone d'intervention (grandes distances, faible densité de population, difficulté d'accès de certaines communes).

60. **Réalisation financière.** Les débours totaux du Projet au 31 aout 2012 s'élevaient à 16,291 millions USD sur un budget total de 20,965 millions USD, soit un taux de réalisation financière de 78%, tous financements confondus (voir tableau 1 ci-dessous). En incluant les engagements, ce taux monte à 87%, ce qui laisse un solde disponible de 2,3 millions USD à cette date. Les tableaux détaillés des dépenses par composantes, catégories et source de financement sont présentés en appendice 5.

Tableau 1: Budget, dépenses et engagements par source de financement au 31-08-2012 ('000 USD)

Source de financement	Budget initial	Montant dépensé	% dépensé	Montant engagé	Total dép. + engag.	% dép. + engag.	Solde disponible
Prêt FIDA	13 120	10 457	80%	1 666	12 124	92%	996
Don FIDA	365	333	91%		333	91%	32
Don UE (PARECAM)	4 273	3 827	90%		3 827	90%	
Gouvernement	2 681	1 460	54%	263	1 723	64%	958
Bénéficiaires	527	213	40%		213	40%	314
Total	20 965	16 291	78%	1 930	18 220	87%	2 300

61. La ventilation des dépenses par composante, présentée dans le tableau 2 ci-dessous, montre que le budget de la composante 1 "Appui à la GLSF" est consommé à 54%, celui de la composante 2 "Appui à la MVA" à 74% et celui de la composante 3 "Gestion du Projet" à 164%. Le dépassement de cette composante s'explique par le fait que l'accord de financement n'a pas été amendé, suite aux ajustements budgétaires apportés par la RI.

Tableau 2: Budget, dépenses par composante au 31-08-2012 ('000 USD)

Composante	Budget Total	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total	% réalisé
------------	--------------	------	------	------	------	------	------	-------	-----------

1. Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière	6 471	499	347	721	883	768	244	3 462	54%
2. Appui à la mise en valeur durable de la base productive	12 173	135	332	1 604	3 270	2 920	767	9 028	74%
3. Gestion du Projet et suivi-évaluation	2 321	765	551	610	700	889	285	3 800	164%
Total	20 965	1 399	1 230	2 935	4 853	4 577	1 296	16 290	78%

62. Il est intéressant d'observer le niveau d'exécution financière du PTBA, qui après les deux premières années difficiles, s'est maintenu entre 65 et 69 % pour les années 2009 à 2011 (voir tableau 3 ci-dessous). D'autres détails concernant l'exécution financière du Projet peuvent être consultés dans le DT 5.

Tableau 3: Niveau d'exécution des PTBA

PTBA	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Montant budgétisé ('000 USD)	2 352	3 089	4 538	7 162	6 629	5 413
Montant dépensé ('000 USD)	1 399	1 230	2 935	4 853	4 577	1 295
Taux d'exécution du PTBA	59%	40%	65%	68%	69%	24%

Sous-composante 3.2. Suivi-évaluation et gestion des savoirs

63. **Suivi évaluation.** Jusque fin 2010, le SSE d'AD2M présentait des dysfonctionnements et des lacunes, entraînant des retards importants dans la fourniture à temps des données et des rapports d'activités semestriels et annuels. Aujourd'hui, le SSE est bien établi et les procédures de SE clairement expliquées dans le manuel de suivi-évaluation du Projet. Le cadre logique a été amélioré tout en respectant les indicateurs de résultats spécifiques et globaux. La collecte, la transmission des données et le rapportage se font dans un délai normal.

64. Le développement d'une base de données contenant des liens cartographiques et permettant une analyse fine des données a pris beaucoup de temps. Elle est fonctionnelle aujourd'hui mais la saisie des nombreuses données n'est pas entièrement à jour, ce qui fait que la base de données ne peut encore être utilisée pleinement comme outil d'analyse multicritères par rapport à toutes les informations recueillies par le Projet. Elle ne peut encore être utilisée pleinement comme outil d'orientation des activités en fonction des résultats et de leur pertinence par rapport aux objectifs du Projet, par exemple pour analyser la "masse critique" et les synergies entre activités dans les pôles de production et la possibilité de toucher aux groupes cibles les plus vulnérables en les intégrant dans ce pôles.

65. **Groupe cibles atteints.** Dans le cadre de l'auto-évaluation et ensuite lors de la revue à mi-parcours, le Projet a mené un exercice d'évaluation des bénéficiaires suivant la typologie des groupes cibles, le genre et les secteurs d'activités en exploitant les données contenues dans la base de données. Les résultats de cet exercice, présentés en détail dans le DT4 "Suivi-évaluation et gestion des savoirs", doivent être pris avec une certaine réserve, car la base de données n'est fonctionnelle que depuis quelques mois et toutes les données ne sont pas encore totalement saisies. Les données ne peuvent donc être prises comme des valeurs absolues mais indiquent des tendances qui devront être affinées par le Projet dans les prochains mois.

66. Il est intéressant de noter que le nombre net de ménages bénéficiaires²¹ est de 19 279 et dépassent déjà de 20% le nombre fixé dans le RPE. Le nombre de ménages appartenant aux groupes cibles les plus vulnérables (1 et 2) et aux agri-éleveurs (groupe 4) dépasse de plus du double les objectifs fixés dans le RPE. Par contre, le nombre de ménages les plus aisés possédant des terres irriguées et des zébus, ne représentent que 37% de l'objectif fixé dans le RPE. 2/3 des

²¹ Il y a un effort important à faire pour éliminer les doubles comptages de bénéficiaires ayant participé à plusieurs activités du Projet. Là où les mêmes bénéficiaires ont effectivement participé à plusieurs activités, il est intéressant de connaître le minimum, les "paquets" d'activités ou un enchaînement de faits qui ensemble peuvent sortir les plus vulnérables de la pauvreté (p.ex., formation CEP + accès à une CIN = crédit auprès d'une IMF >>> investissement dans la fertilité du sol + amélioration de la technicité agricole = revenus tirés par l'EAF améliorée, supérieurs au seuil de pauvreté. Le détail de la méthodologie d'évaluation est fourni dans l'appendice 1 du DT 4.

bénéficiaires appartiennent aux trois premiers groupes les plus pauvres, correspondant aux exploitations agricoles familiales (EAF) conjoncturellement ou chroniquement déficitaires en riz (type III), qui sont les EAF les plus pauvres à Madagascar. Les femmes représentent en moyenne 29% des bénéficiaires directs, avec plus de 30% dans les catégories des groupes cibles les plus vulnérables.

67. **Communication et gestion des savoirs.** La stratégie de communication du Projet, a été finalisée fin 2010 en cohérence avec la stratégie de gestion des savoirs du Programme pays "ZARAFIDA", mais peu d'activités de communication ont été mises en œuvre à ce jour. Le Projet dispose d'un site Web propre (<http://www.ad2m.mg>.) mais ce dernier ne contient que quelques éléments d'information générale qui ne sont pas mis à jour. 5 études de cas portant sur des expériences réussies du Projet ont été réalisées. Cependant de manière générale, les activités de communication du Projet restent en retrait par rapport aux réalisations qui commencent à compter sur le terrain.

B. SYNTHÈSE DE LA REVUE

68. De manière générale, le Projet dispose d'une bonne maîtrise des approches et des activités pour les volets "Aménagements" et "Mise en valeur agricole" qui enregistrent de très bons résultats sur le terrain, notamment pour les aménagements hydro-agricoles. Il ne fait pas de doute que l'impact des actions d'amélioration quantitative et qualitative: (i) de la riziculture irriguée (via des réhabilitations, extensions, créations de PI, la diffusion du SRI/SRA et de semences améliorées); (ii) du développement d'autres filières agricoles comme le haricot, l'oignon, l'arachide sur baiboho et tanety; (iii) de la création de pôles de production et (iv) de la promotion du transport par voie fluviale est très positif pour la région. Il faut y ajouter que les activités non-agricoles telles que l'attribution de documents d'identité, l'alphabétisation fonctionnelle et l'éducation à la nutrition, d'une grande importance et d'un impact non négligeable sur les groupes cibles pauvres, se sont développées dernièrement de manière très encourageante.

69. Les volets "Organisation des producteurs" et "Finances rurales" ont progressé régulièrement ces deux dernières années, mais demandent encore des efforts importants pour leur consolidation notamment sur le plan qualitatif. Ces deux volets sont d'une importance capitale pour garantir la bonne gestion et exploitation des aménagements physiques réalisés par le Projet ainsi que leur maintenance et durabilité et l'inclusion des groupes cibles pauvres dans l'utilisation des aménagements et dans la prise de décisions au sein des organisations.

70. Les volets "MP pour les plus vulnérables", "Sécurisation foncière" et "Approvisionnement en intrants" sont à un niveau nettement moins avancé et les résultats sont en retard par rapport aux prévisions des documents de Projet. Le volet de MP a été négligé durant la période d'exécution du PARECAM (2010-2012) et le nombre de MP réalisés et de bénéficiaires touchés reste très faible. Le dispositif de sécurisation foncière locale est, sauf pour un seul GF, loin d'être pérennisé. L'approche "à la demande" de ces derniers et le fait que les questions de sécurisation foncière ne soient pas traitées par les SO mais par une équipe différente se sont traduits dans l'impossibilité d'appliquer une démarche "volontariste" pour la sécurisation foncière des groupes cibles les plus pauvres, notamment au sein des nouvelles aménagements hydro-agricoles ou une certaine "marge de négociation" existe pour la prise en compte de cette problématique. Des structures privées d'approvisionnement en semences et intrants ont été mises sur pied, mais il est trop tôt pour pouvoir juger de la viabilité future de ces structures. Enfin, le volet "commercialisation des produits agricoles" reste toujours encore en phase exploratoire.

71. La coordination du Projet au niveau centrale comme sur le terrain s'est nettement améliorée, permettant de mieux lier et créer une bonne synergie entre les différentes interventions du Projet sur le terrain. Le système de suivi-évaluation s'est également amélioré, mais il subsiste des faiblesses au niveau de la capitalisation des effets et des acquis du Projet ainsi que dans la diffusion des acquis et savoirs générés par le Projet.

72. Il est intéressant de noter que le nombre net de ménages bénéficiaires du Projet dépasse déjà d'environ 20% le nombre fixé dans le RPE. 2/3 des bénéficiaires appartiennent aux trois premiers groupes les plus pauvres, correspondant aux exploitations agricoles familiales (EAF) conjoncturellement ou chroniquement déficitaires en riz (type III), qui sont les EAF les plus pauvres à Madagascar.

C. LEÇONS TIRÉES

73. Les associations et organisateurs de producteurs montrent de manière générale peu de dynamisme dans la gestion active des infrastructures ou des activités dont ils sont responsables. Un accompagnement et un renforcement des capacités, bien ciblés et en relation directe avec les problèmes à gérer, sont encore nécessaires pendant une ou deux années afin de les amener à un degré de maturité et de capacité de gestion suffisant. Là où le processus de leur maturation est assez avancé et une demande dans ce sens est ressentie de leur part, il convient d'appuyer leur fédération en union (ex. de l'union de Migodo I).

74. Malgré les efforts du Projet, la facilitation de l'accès des plus vulnérables à certaines ressources reste très faible de la part des communautés, notamment en ce qui concerne l'accès à des parcelles irriguées.

75. L'implication effective des autorités communales dans le suivi et contrôle des activités de sécurisation foncière locale reste très limitée et se traduit par leur absence d'initiative à prendre le développement propre des GF. Sans effort particulier des communes et des services techniques déconcentrés, les activités de sécurisation foncière et en particulier des GF, auront peu de chances de survivre après l'achèvement du Projet.

76. Le choix d'une approche de "pôle de production" a été pertinent dans le contexte particulier du Menabe et du Melaky (vaste zone d'intervention à très faible densité de population et souvent très enclavée) pour éviter une déconnection et un saupoudrage des activités. La concentration des activités du Projet au sein de pôles permet de déclencher des dynamiques socio-économiques au niveau des communautés, particulièrement dans le cas de zones reculées. Le fait d'augmenter la capacité de production d'une zone entraîne un attrait économique accru pour cette zone et le développement d'activités, de services et d'échanges qui profitent à l'ensemble de la communauté. Il reste maintenant à créer de liens forts entre les groupes de producteurs et des opérateurs économiques professionnels pour la commercialisation des produits agricoles mais également le développement des services d'appui à la production, profitables aux producteurs.

77. Les innovations développées par le Projet en matière de techniques d'agriculture de conservation, de variétés adaptées et de production de semences offrent des opportunités de mieux exploiter les terres de baiboho, les RMME ou les tanety. Le Projet devrait saisir ces opportunités pour élargir les bénéficiaires atteints et son impact sur la mise en valeur des différents terroirs de sa zone d'intervention.

78. Les possibilités de diversification des activités agricoles restent très limitées compte tenu de l'enclavement voire l'isolement saisonnier de beaucoup de bassins de production et la faiblesse de la demande locale. D'une manière générale, seule la production de grains secs et denrées non-périssables est aujourd'hui envisageable à grande échelle. Le potentiel de développement des activités dans le domaine de l'élevage, qui reste très traditionnel, est actuellement limité. L'évolution dans les pôles de production devrait à terme permettre des économies d'échelle et baisser les coûts de transaction pour l'écoulement des différents produits.

79. La réalisation d'activités non-agricoles, en particulier l'accès à des documents d'identité l'alphabétisation fonctionnelle et l'éducation à la nutrition, est particulièrement appréciée par les couches défavorisées de la population et apporte une contribution non négligeable à l'adhésion et la participation de ces populations aux activités de développement économique.

80. Le SSE développé par le Projet est remarquable et doit maintenant être utilisé de manière régulière et systématique pour capter et analyser les résultats et les effets du Projet. Les approches CEP et pôle de production méritent entre autres d'être analysées en détail et documentées sous forme de référentiel, entre autres sous support cartographique informatisé, qui pourra servir à d'autres projets et initiatives ainsi que comme base d'informations pour les politiques régionales et nationales.

III. NOUVELLES ORIENTATIONS ET PROPOSITIONS

A. OBJECTIFS STRATEGIQUES DE MISE EN ŒUVRE

81. Sur la base des constats qui précèdent et des leçons tirées, la revue préconise de maintenir les grandes orientations introduites dans le Projet lors de la RI de 2009 et de n'apporter que quelques ajustements dans la mise en œuvre et le poids à donner aux différentes activités pour découpler les résultats et atteindre au mieux tous les objectifs du Projet. Ces ajustements à apporter ressortent des lignes de force suivantes:

- **Consolider et pérenniser** les acquis du Projet dans le domaine des infrastructures, institutions, méthodes, innovations adaptées pour les populations et les producteurs. Le Projet a développé des méthodes et des techniques intéressantes dans ses différents domaines d'intervention et accumulé des connaissances et des expériences riches. Le moment est venu de mettre un accent fort sur la documentation et la capitalisation des méthodologies utilisées avec succès, des connaissances et bonnes pratiques développées et de faire connaître au-delà des frontières du Projet le savoir-faire accumulé.
- **Rééquilibrer** les efforts et les ressources pour toucher de manière équitable les différents groupes cibles et les différentes communes du Projet, sans pour autant tomber dans le "saupoudrage". Sur le plan spatial, il faudra augmenter les efforts dans la région du Melaky et sur les CR hors pôles, sans pour autant laisser tomber l'approche par "pôles". Au vu des techniques développées en agriculture de conservation, le Projet est maintenant en mesure d'apporter des solutions innovantes pour la mise en valeur des RMME et des tanety, en développant entre autres les CEP sur ce type de terroir. Le ré-équilibrage des activités devra également se faire sur les MP pour les plus vulnérables qui ont été délaissés pendant plus de deux ans, en augmentant le nombre de MP réalisés et en cherchant à diversifier le "menu" des MP et à les "brancher" sur les dynamiques dans les pôles là où cela est possible.. En développant ces activités, le Projet pourra encore mieux atteindre les ménages appartenant aux catégories de groupe cible 1, 2 et 3.
- **Intensifier et densifier** certaines interventions pour s'approcher d'une "masse critique" de résultats, susceptible de déclencher un changement endogène des attitudes et pratiques (qui puisse s'affranchir le plus possible des soutiens extérieurs à la zone, dans la perspective du retrait du projet d'ici 2 à 3 ans). Cela vaut pour: la consolidation du niveau d'alphabétisation en liaison avec l'organisation des producteurs; la vulgarisation de l'agriculture de conservation sur les baiboho et les tanety; la mise en place de réseaux viables de multiplication et diffusion de semences de qualité; l'organisation de la commercialisation pour des produits phares au niveau des pôles de production...
- **Articuler et intégrer** au mieux les différents volets d'intervention, pour obtenir le maximum de synergie. Cette recommandation a été faite de manière récurrente lors des dernières missions d'appui et de supervision du Projet. La combinaison de: (i) l'alphabétisation; (ii) la formation à une nutrition mieux équilibrée; (iii) une meilleure valorisation de la force de travail via l'intensification des méthodes de production; (iv) l'augmentation, la valorisation et la sécurisation du capital productif - via les MP pour les plus vulnérables, les parcelles irriguées, la sécurisation foncière ou les instruments de microfinance - constitue un exemple de synergie à rechercher au niveau de la mise en œuvre des activités mais aussi au niveau des ménages qui sont touchés par le Projet.

82. **Extension du Projet.** Afin de mener à bien certaines actions et renforcer les résultats du Projet, notamment dans les domaines comme: (i) le renforcement et la maturation des organisations de producteurs; (ii) la consolidation de l'organisation et la liaison de la production avec les marchés sur PI; (iii) le développement d'une agriculture performante sur baiboho et tanety; (iv) le renforcement des liens entre marchés et filières développées dans les pôles de production, il est proposé une extension de la durée d'exécution du projet AD2M d'un an, portant la date d'achèvement du Projet au 31 décembre 2015. En même temps, le GdM et le FIDA devraient examiner l'opportunité et la possibilité de mettre en œuvre un nouveau projet, basé sur les connaissances et les acquis développés par AD2M, et qui permettrait une mise à l'échelle du potentiel encore non exploité dans les deux régions d'intervention.

B. ORIENTATIONS POUR LES COMPOSANTES DU PROJET

1. COMPOSANTE 1. APPUI A LA GOUVERNANCE LOCALE ET A LA SECURISATION FONCIERE (GLSF)

Sous-composante 1.1. Appui à l'organisation des producteurs et au renforcement des acteurs locaux

83. L'objectif et l'articulation de cette sous-composante restent inchangés, et doivent viser la consolidation et la pérennisation des acquis. L'accent se déplace du quantitatif au qualitatif en facilitant et appuyant la constitution d'OP offrant de réels services à leurs membres dans le contexte de mise en place des différentes filières, même si la production reste individuelle.

Volet 1.1.1. Mobilisation des producteurs et appui à leurs organisations

84. Les formations des OP doivent être basées sur une catégorisation faite des groupements selon leur niveau de maturité et leurs capacités. Les formations fournies par le Projet seront adaptées pour répondre aux besoins spécifiques identifiés au niveau de chaque OP. Les femmes devront représenter une part importante des bénéficiaires de ces activités (environ 35%). Plus de mesures doivent être prises pour qu'elles puissent se libérer de leurs tâches domestiques et participer aux formations²².

85. Pour les périmètres irrigués encore à construire ou à réhabiliter, il est nécessaire d'adopter: une approche graduelle de mobilisation communautaire avant tout aménagement, en utilisant l'expérience et la proximité des équipes des ONGT pour accompagner plus en profondeur les processus de création et maturation des AUE. Un accent particulier devra être mis sur la gestion efficace des ouvrages et du réseau d'irrigation. Pour ce faire, les ONGT devraient inclure des agents expérimentés en gestion de l'eau, qui bénéficieront d'un accompagnement ponctuel par des spécialistes en gestion de réseau d'irrigation. Par rapport à ces derniers, les AUE devraient être en mesure de les identifier et mobiliser eux-mêmes.

Volet 1.1.2. Appui aux communes rurales et aux régions

86. Le Projet continuera à assurer un dialogue actif avec les autorités locales ou régionales pour davantage les impliquer dans les aspects suivants: (i) l'identification, en impliquant les AEL et les ONGT, et l'attribution de terres non mises en valeur aux personnes dépourvues et nécessiteuses; (ii) la mise en place, en impliquant les AUP, d'un système de taxation des vrais usagers - et non des riverains - des pistes le jour du marché et d'un plan et budget - basé sur les recettes - pour l'entretien des infrastructures; (iii) la bonne gestion de l'eau d'irrigation et l'organisation des travaux d'entretien du réseau, en impliquant les AUP.

Volet 1.1.3. Renforcement des capacités des partenaires d'exécution

87. Les capacités du personnel des ONGT doivent être régulièrement renforcées/recyclées. Les formations porteront sur: l'introduction d'une dimension productive dans les associations et groupements (opportunités commerciales et questions clés dans la commercialisation, avantages comparatifs et rentabilité des MP, etc.); (ii) un recyclage sur la sécurisation foncière, y compris sur les nouvelles questions à traiter pour les activités pilotes de sécurisation des droits secondaires et des accords négociés. Des voyages d'échanges seront également organisés en particulier afin de constater et s'inspirer de l'expérience et du dynamisme associatif existant dans d'autres régions de Madagascar.

Volet 1.1.4. Microprojets "coup de pouce" pour les plus vulnérables

88. Il s'agit de rattraper le retard accumulé dans ce volet, en augmentant le nombre de MP pour les plus vulnérables (groupes cibles 1, 2 & 3), réalisés par année tout en veillant à fournir à ces

²² Des petits frais pour payer, p.ex., des femmes/personnes pour garder leurs enfants, pourraient être prévus.

ménages un capital productif approprié, qui leur permette de démarrer des activités économiques rentables et durables. Le ciblage doit être fait de manière adéquate tout en utilisant des méthodes simples. Le nombre de personnes bénéficiant d'un MP peut être augmenté pour aller jusqu'à 10 bénéficiaires directs par MP. Une diversification des types de MP, même si le choix des activités pouvant convenir aux plus pauvres semble limité, doit être recherchée (La micro-irrigation ou la petite transformation, ou encore le petit commerce autours des embarcadères (petite restauration) peuvent faire l'objet d'un MP).

89. Le montage des MP devrait inclure des comptes d'exploitation, plans d'affaires et de trésorerie simples afin de pouvoir valider la faisabilité économique des activités projetées. La prise en compte de la capacité d'absorption du marché pour les produits des MP (légumes périssables, par exemple) ainsi que leur impact sur les ressources naturelles (MP pêche, entre autres) sont deux aspects à prendre en compte dans le dimensionnement et le nombre de MP pouvant être mis en place dans une zone donnée. Le suivi de leur impact réel sur la sortie de la vulnérabilité et de l'augmentation des revenus devra être réalisé de manière rapprochée afin de documenter les effets et impacts des MP. Les possibilités d'établir des liens entre les bénéficiaires des MP et les OP devraient également être explorées.

90. Pour la période restante, il est prévu de financer et d'appuyer la mise en œuvre de 200 MP.

Volet 1.1.5. Alphabétisation fonctionnelle

91. Le Projet continuera cette activité, avec la méthodologie actuellement privilégiée par le Projet, et relancera autant de cycles que possible afin de se rapprocher de l'objectif initial fixé de 12 250 apprenants. Une stratégie post-alphabétisation sera finalisée au cours du premier trimestre 2013. La possibilité de mettre en place une bibliothèque rurale au niveau du chef-lieu de chaque commune concernée doit être considérée. Cela aura pour objectif de faciliter le maintien et l'approfondissement des acquis par les nouveaux alphabétisés grâce à la pratique de leurs nouvelles connaissances et la diffusion de certaines brochures techniques simplifiées sur les bonnes pratiques agricoles, les innovations technologiques, etc.

Sous-composante 1.2. Appui à la sécurisation foncière

92. L'accent sera mis sur la continuation de l'appui-conseil rapproché des communes afin de pérenniser le dispositif de GF. L'appui-conseil rapproché se concentra sur les GF qui se trouvent dans les catégories A et B avec le but d'arriver à un équilibre de fonctionnement à la fin du Projet.

93. Les aspects de renforcement des capacités (sous-composante 1.1) et de sécurisation foncière (sous-composante 1.2) sont très liés, il est donc important que la coordination et la programmation des activités entre ces deux sous-composantes soient améliorées. Une intensification de l'implication des ONGT dans des activités d'identification et caractérisation du foncier (notamment sur les aménagements hydro-agricoles, avec une différenciation de la problématique des réhabilitations et des nouveaux aménagements) et de sécurisation foncière (sensibilisation, essentiellement) est également nécessaire. L'implication des AUE concernant l'allocation des parcelles sur les aménagements hydro-agricoles devrait être explorée, à l'instar de l'expérience de Lavaheloka où le système coutumier des chefs dodoky permet de faciliter le partage des tâches et des responsabilités au sein de l'AUE.

94. Le Projet doit se pencher systématiquement sur les incidences foncières des activités d'aménagement et privilégier celui des espaces faisant l'objet de règles concertées et sécurisées. Pour les nouveaux périmètres à aménager, il est indispensable que la négociation foncière au niveau des populations locales se fasse en amont de l'aménagement (avec un accent sur les nouveaux aménagements où les marges de négociation sont plus larges) et soit appuyée pour que les plus vulnérables accèdent à des parcelles irriguées, et que les nouveaux espaces aménagés soient sécurisés. La sécurisation collective (p.ex., au nom d'une AUE) reste une piste à explorer par le Projet.

95. Une réflexion doit être entamée par district, avec les responsables communaux et ceux des OPCI, pour analyser le dispositif et le fonctionnement des GF et identifier les pistes d'action pour

faire des économies d'échelle tout en améliorant les performances des GF dans l'objectif de leur pérennisation.

96. Maintenant que les SO jouissent d'une confiance de la part des populations, un certain nombre des questions plus complexes et sensibles peuvent être traitées et le Projet essayera d'exploiter cette confiance au mieux, pour avancer l'agenda qui consiste à maximiser l'impact des activités sur les plus vulnérables. Le Projet entamera des expérimentations pour sécuriser les droits secondaires. De nombreuses terres sont actuellement exploitées en faire valoir indirect, en particulier avec un système de location sur une durée d'une campagne agricole. Une formalisation sous forme écrite avec la possibilité d'une durée d'exploitation pluriannuelle, pourrait contribuer à rassurer les deux parties et permettre une exploitation plus durable et équitable des terres agricoles.

2. COMPOSANTE 2. APPUI A LA MISE EN VALEUR DURABLE DE LA BASE PRODUCTIVE

Sous-composante 2.1. Aménagement du milieu rural

Volet 2.1.1: Aménagements hydro-agricoles

97. Les investissements en AHA envisagés pour la période restante concerneront:

- La finalisation des AHA réalisés avant 2012 dans lesquels un certain nombre de travaux complémentaires restent à finaliser tels que: le revêtement partiel de canaux en terre, des travaux de drainage, la réalisation de certains ouvrages de distribution, le remplacement d'équipements hydromécaniques sous-dimensionnés. Une récente consultation a fait l'inventaire de ces travaux de finalisation.
- La construction de 2 petits périmètres, représentant une superficie totale de 80 ha dans la commune d'Ambia, district de Mahabo qui n'a pas encore bénéficié de PI. Les marchés seront attribués en 2012.
- La finalisation de 420 ha de périmètres d'épandage de crues (PEC) dans des bas-fonds des communes côtières de Masoarivo (district d'Antsalova) et dont l'exécution a été programmée en 2012.

98. Le Projet manque d'expérience dans la réalisation de PEC et devrait considérer les réalisations de Masoarivo comme un pilote. Il est donc nécessaire de faire un suivi rapproché et documenté de ce type d'aménagement, pour en tirer toutes les leçons utiles (plusieurs PTF, dont la GIZ et la BAD, ont aussi des expériences consolidées dans ce domaine). En cas d'évaluation positive, les PEC pourraient être répliqués à une échelle plus significative dans une intervention ultérieure telle que FORMAPROD.

99. Le Projet a également réalisé une étude d'APD pour la réalisation du périmètre de la Beboka dans le district d'Antsalova portant sur l'aménagement de 1 600 ha de terres irriguées. Le document de ce projet d'aménagement a été soumis au financement du Fonds OPEP pour le développement international (OFID). En cas d'obtention du financement, AD2M assurerait la gestion des travaux d'aménagement et de mise en valeur agricole de ce périmètre, en appliquant l'approche et les méthodes d'appuis utilisées pour les autres PI.

Volet 2.1.2: Pistes et moyens intermédiaires de transport (MIT)

100. Les travaux en matière de désenclavement, entrepris en 2012, seront poursuivis et achevés au cours de l'année 2013. Il s'agit de:

- la finalisation des embarcadères et pistes d'accès à ces ouvrages;
- la réalisation d'un point d'accostage maritime à Masoarivo (district d'Antsalova) et d'un pont de raccordement de cet ouvrage à sa piste d'accès;
- la réalisation d'un certain nombre d'ouvrages (traitement de points noirs, notamment des franchissements de cours d'eau ou dépressions) sur les pistes permettant l'accès (à partir

des pistes et routes rurales en principe entretenues par l'administration) aux AHA développés.

- la réalisation d'une liste restreinte des points critiques et stratégiques à traiter pour améliorer l'accès et la circulation au sein des pôles de production, à transmettre à l'administration à la fin du Projet.

Sous-composante 2.2. Mise en valeur productive et préservation des ressources naturelles

101. L'objectif et l'articulation de cette sous-composante restent inchangés. L'organigramme et le personnel affecté à la mise en œuvre de la sous-composante 2.2 au niveau de l'UGP comme au niveau des ONGT resteront les mêmes. Compte tenu des tâches additionnelles que le CPV assure au niveau de la sous-composante 2.3, on recrutera rapidement un assistant qui sera en charge de l'appui et du suivi quotidien des activités liées à la production végétale.

Volet 2.2.1. Sites agro-écologiques et reboisement

102. **Sites agro-écologiques.** Le programme de sites de démonstrations agro-écologiques a atteint ses objectifs et sera achevé à la fin de l'année 2012. Les techniques d'agriculture de conservation testées et développées sur ces sites sont bien adaptées au contexte des exploitations agricoles et considérées comme intéressantes par les producteurs. Ces techniques applicables sur terres de tanety ou de baiboho devront maintenant faire l'objet d'une large diffusion à travers les CEP et des visites échange de producteurs sur les meilleures parcelles réalisées.

103. **Reboisement.** L'appui à l'acquisition et à la distribution de plants fruitiers et agroforestiers devrait se poursuivre selon les mêmes modalités jusqu'à la fin 2014 pour atteindre l'objectif de 270 000 plants diffusés et plantés. Les capacités techniques (production de plants à haute valeur ajoutée) et commerciales (prospection et développement de marchés) des pépiniéristes mis en place doivent être renforcées, leurs plans d'affaires analysés afin de s'assurer que ces micro-entreprises puissent continuer leur activité dans de bonnes conditions après le retrait du Projet comme client. Les résultats des actions de reboisement doivent être appréciés dès maintenant en évaluant chaque année le taux de réussite des arbres plantés ainsi que quelque échantillon des revenus tirés des produits des plants et arbres fruitiers et agroforestiers vendus sur le marché ainsi que leur utilisation - dans le cas des fruitiers - pour l'amélioration de la nutrition des ménages et particulièrement des enfants.

104. **Sensibilisation environnementale.** Les actions de sensibilisation environnementale doivent être couplées avec des réalisations environnementales concrètes décidées de commun accord avec les autorités locales ou les écoles intéressées.

Volet 2.2.2. Intensification et diversification agricoles

105. **Formation et vulgarisation agricoles.** La méthodologie des CEP, introduite et adoptée par AD2M, a porté ses fruits en termes de formation, diffusion et d'adoption d'innovations. Cette activité sera poursuivie sur les nouveaux sites aménagés et intensifiée sur les sites de baiboho et de tanety en introduisant d'autres thématiques, notamment: l'agriculture de conservation sur les terres de baiboho et de tanety, le remplacement de la technique de double repiquage traditionnelle du riz (dokodoko) en plaine de décrue ou sur RMME par le repiquage simple en utilisant des variétés supportant mieux les stress hydriques, l'utilisation de variétés de riz pluvial adaptées sur tanety, etc. Afin d'élargir le nombre de producteurs touchés et en particulier ceux qui sont plus défavorisés, le Projet devra veiller à cibler comme participants aux CEP en priorité les producteurs ne disposant pas de parcelles sur PI et qui n'ont pas eu l'occasion de bénéficier d'une formation sur CEP.

106. Par ailleurs, il est important maintenant de mieux analyser les éléments qui ont déterminé le succès de la méthodologie utilisée par AD2M, de bien décrire et documenter les atouts et les limites de la méthodologie développée. Ceci pourrait faire l'objet d'une étude de cas dont la finalité serait de faire un référentiel utilisable par d'autres projets et institutions.

107. Les résultats et l'impact des CEP, en terme d'adoption d'innovations par les producteurs, de renouvellement ou d'augmentation du matériel agricole ou végétal au niveau des exploitations, d'augmentation et de sécurisation de la production et des revenus, devront être mesurés et documentés de manière plus systématique, afin de pouvoir évaluer en fin de Projet l'impact des appuis en matière de production et de revenus additionnels générés. L'effet "tache d'huile", c'est à dire la diffusion des techniques aux producteurs n'ayant pas participé aux CEP doit également être évalué.

108. Afin de toucher plus de producteurs hors PI, il est prévu de réaliser jusqu'à la fin du Projet environ 230 CEP sur les aménagements qui sont en cours d'achèvement, les RMME, les baiboho et les tanety. Les communes hors pôles, en respectant une certaine concentration pour avoir de l'effet, devront également être ciblées.

109. Une analyse plus approfondie de l'utilisation des installations de micro-irrigation mise en place lors de la phase précédente est nécessaire, pour voir dans quelle mesure cette technique peut être proposée à certains producteurs et répondre à leurs contraintes, y compris dans le cas des groupes les plus pauvres, des femmes et ceux ayant peu de terres et qui manquent de main d'œuvre agricole, et en lien avec les activités dans le domaine de la nutrition (kits de micro-irrigation pour des jardins maraîchers).

110. **Elevage.** Les activités d'appui à l'élevage devraient être améliorées sur le plan qualitatif dans un souci d'impact durable sur les agri-éleveurs. Les AEL, qui restent cantonnées à la gestion des couloirs de vaccination, devraient jouer un rôle beaucoup plus dynamique dans la promotion des mesures de prophylaxie animale au sein de la communauté des agri-éleveurs et dans l'accès de leurs membres aux informations et à de meilleures conditions aux services vétérinaires.

111. La réflexion sur le rôle, les services fournis et la pérennité des différents acteurs intervenant dans le sous-secteur de l'élevage et assistés par le projet (GDS, AEL, VMS, ACSA, VV) doit être approfondie, afin de bien délimiter les domaines de compétence les rôles et les responsabilités, et éviter les chevauchements et les antagonismes, en particulier pour la fourniture de services et produits vétérinaires.

112. Pour la prophylaxie aviaire, la méthodologie de la subvention dégressive n'a pas donné de résultats probants. Ce programme devrait donc être axé sur la formation aux bonnes pratiques d'élevage (hygiène, alimentation, vaccination) de producteurs qui sont prêts à investir un peu dans l'élevage de volailles, mais également des groupes cibles pauvres pour qui un petit cheptel aviaire joue le rôle de caisse d'épargne. Le but recherché ne doit pas être en premier lieu le nombre élevé de volailles vaccinées, mais de soutenir l'émergence de producteurs ou groupes de producteurs qui pourront jouer un rôle de vecteur de changement des pratiques d'élevage dans leur communauté.

Volet 2.2.3. Appui-conseil agricole

113. L'effectif du personnel d'appui sera maintenu tel quel jusqu'à la fin 2014 et le désengagement progressif du personnel commencera à partir de début 2015.

114. **Recherche-développement.** Les activités de recherche-développement vont être achevées, comme prévu, d'ici la fin de l'année 2012. Les résultats positifs en matière de techniques culturales et de variétés seront vulgarisés dans le cadre des CEP.

115. **Visites d'échange.** Les voyages et visites d'échange doivent être poursuivis, car ce sont des instruments qui permettent de propager les innovations et les bonnes pratiques adoptées sur certains sites ou par certaines communautés. Le bon choix des participants (producteurs innovants leaders d'opinion) ainsi qu'au retour, le partage systématique de leurs expériences au sein des leurs OP et leurs communautés sont des facteurs importants pour que ces visites soient des vecteurs d'innovation.

116. **Nutrition.** Les activités de nutrition doivent être poursuivies, mais de manière mieux intégrée avec les autres activités agricoles et économiques et bénéficier d'un suivi-évaluation plus précis de leur impact en matière d'amélioration de la situation nutritionnelle chez les ménages à risque. Les SO et TA des ONGT devraient être formées sur ces aspects et servir de relais pour faire progresser les bonnes pratiques d'hygiène et de nutrition. La promotion d'un jardin dans l'arrière-cour de la maison (kitchen garden) devrait faciliter l'articulation de la production de nourriture variée et riche en vitamines avec l'éducation nutritionnelle. Il en va de même d'activités de

transformation (farines enrichies à base de produits de l'exploitation) que le Projet devrait considérer pour de possibles microprojets.

Sous-composante 2.3. Commercialisation, approvisionnement et finance rurale

117. Cette sous-composante, introduite lors de la revue intermédiaire de septembre 2009, garde toute sa pertinence malgré les faibles réalisations enregistrées dans certains volets. Compte tenu du temps qui reste au Projet et de la connaissance du milieu qui est indispensable, il a été convenu que le CPV assure la coordination technique des volets "Commercialisation" et "Approvisionnement" et que le RSE assure le suivi du volet "Finance rurale" sachant que la coordination technique de ce volet est assurée par les institutions de microfinance partenaires du Projet.

Volet 2.3.1. Commercialisation

118. L'augmentation de la production agricole dans les pôles débouche automatiquement sur des questions de débouchés et de valorisation des surplus de production qu'il est important de résoudre pour consolider les pôles de production et en faire des pôles de croissance économique. Les activités à poursuivre sont entre autres: (i) la prospection des marchés nationaux et internationaux et l'évaluation des avantages comparatifs des produits de la zone du Projet, en particulier pour les grains secs; (ii) le travail sur le volume et la qualité des produits en tenant compte des marchés visés; (iii) la promotion des produits et du potentiel des zones du Projet; (iv) la recherche de contacts et d'échanges suivis avec des collecteurs et des opérateurs professionnels en vue de monter des opérations de mise en marché; (v) l'implication et la responsabilisation des producteurs et des OP dans la recherche de contacts et des échanges avec les opérateurs.

119. L'objectif premier de ce volet n'est pas quantitatif mais qualitatif. Il s'agit d'initier et de renforcer, sur de bonnes bases, des relations commerciales entre groupes de producteurs et opérateurs de filières professionnelles. Les producteurs doivent apprendre à passer de stratégies de court terme à des stratégies économiques de moyen terme. Cela suppose une coordination de leur capacité de production, l'adoption d'une stratégie commune face aux collecteurs, qui prenne en compte les exigences du marché au niveau de la demande locale, nationale et internationale, la promotion de leurs produits et le développement de leurs capacités à répondre à des opportunités de marché.

120. L'accompagnement des producteurs sur ces différentes pistes pour développer les filières et l'agriculture tournée vers le marché se fera par l'appui aux OP, à la création et formation technique de groupes de commercialisation et la recherche de marchés, des visites d'échanges et de participation aux foires, d'appuis à la mise en place de magasin de stockage, si possible lié avec des crédits GCV.

Volet 2.3.2. Approvisionnement

121. **Matériel et intrants agricoles.** Une meilleure connaissance du marché réel des outils et des intrants agricoles et surtout des achats faits par les exploitants agricoles en dehors de l'approvisionnement réalisé à travers les CEP est nécessaire pour évaluer les besoins et les perspectives d'avenir des ateliers de fabrication de matériel et des boutiques d'intrants mis en place. De même, le développement des boutiques d'intrants mises en place doit être consolidé, en analysant les contraintes qui se posent au niveau de ces boutiques en termes de demande potentielle solvable, d'approvisionnement en matière première ou produits et de coûts d'opération. La viabilité à terme de ces points de vente dépend de ces paramètres qui permettront aussi de savoir s'il y a lieu ou non de promouvoir d'autres unités et points de vente.

122. **Semences.** Concernant les producteurs de semences, leur montée en puissance en termes de production est assez spectaculaire. Les circuits et les chiffres de distribution ainsi que leur qualité doivent être suivis et analysés de près car ce segment des filières semencières, souvent négligé, est déterminant pour assurer la viabilité à terme des activités de production et distribution semencières.

123. Il est donc important maintenant de consolider ces activités, , en collaboration avec les services techniques déconcentrés du MinAgri, notamment par: (i) la mise en place de mécanismes et de réseaux de vente des semences fiables qui dépendent de moins en moins des activités du Projet; (ii) l'analyse des mécanismes de financement de la production semencière et du rôle que les institutions financières pourraient jouer dans le préfinancement des campagnes de production, mais également le paiement des achats faits par des groupes ou organisations de producteurs; (iii) le financement des services de contrôle, dont le coût ne peut pas pour le moment être entièrement répercuté sur les réseaux semenciers, qui sont trop jeunes encore pour absorber cette charge. Ceci est indispensable pour garantir le développement et la viabilité des réseaux de production de semences mis en place. Il n'est pas prévu d'extension du nombre de paysans semenciers, mais simplement de renforcer de manière ciblée leur formation technique et de gestion.

Volet 2.3.3. Finance rurale

124. Dans le Menabe, l'assise des 7 points de services doit être renforcée. Pour la CECAM, il s'agit de diversifier les produits financiers, notamment en: (i) proposant des formules qui permettent aux plus pauvres de trouver des ressources financières pour développer des activités économiques; (ii) promouvoir le crédit GCV auprès des producteurs, afin qu'ils puissent diversifier et intensifier leurs activités productives. La priorité pour les caisses de SOAHITA, c'est de redresser leur situation économique, de mettre en place un système de gestion et de contrôle professionnel pour pouvoir reprendre dans de bonnes conditions leurs activités de crédit.

125. L'extension des services de finance rurale vers le Melaky, rendue possible aujourd'hui avec la volonté d'implantation des institutions de microfinance CECAM et d'OTIV dans cette région, doit être poursuivie sans retard par le Projet.

126. Il est prévu la construction et le soutien au fonctionnement de 2 guichets de microfinance et la mise en place de 2 GCV de 100 t. L'appui financier à la production, au stockage et aux crédits pour les ménages plus pauvres sont des axes prioritaires à favoriser par le Projet. De manière générale pour l'accès au crédit, le protocole signé avec les IMF devrait spécifier un objectif de clientèle dans un horizon donné, exprimé en % des ménages agricoles de sa zone de couverture, avec une priorité à accorder aux ménages localisés dans, ou ayant des liens économiques avec les pôles de production, et aux produits financiers pour les plus vulnérables.

3. COMPOSANTE 3. GESTION DU PROJET ET SUIVI EVALUATION

Sous-composante 3.1. Gestion et coordination du Projet

127. Le dispositif d'intervention du Projet ne nécessite aucun changement particulier, à part le recrutement d'un assistant en production végétale pour décharger le Chargé de production et de commercialisation qui doit faire à une grande charge de travail. L'effectif du Projet devra être maintenu dans son ensemble jusqu'à l'avant dernière année du Projet avant d'envisager un désengagement progressif du personnel dans la dernière année du Projet.

128. Au niveau de chaque ONGT, un SO devra être spécialisé en gestion des réseaux d'irrigation afin de pouvoir apporter des appuis conseils pertinents à l'organisation et au fonctionnement des AUE.

129. La coordination du Projet devra s'assurer que les volets d'activités qui présentent des retards (MP pour les plus vulnérables, commercialisation, sécurisation foncière, ...) ou nécessitent un investissement qualitatif plus soutenu (organisation des producteurs, finances rurales, sécurisation foncière, ...) reçoivent toute l'attention nécessaire du personnel de l'UGP et des ONGT afin d'améliorer rapidement les performances et atteindre un niveau de réalisation final satisfaisant.

Sous-composante 3.2. Suivi-évaluation et gestion des savoirs

130. Le Projet entrant dans sa dernière phase, il est important que les résultats et les effets des différentes activités soient saisis de manière systématique et précis pour toutes les activités menées: la catégorie des bénéficiaires touchés et l'impact des activités sur leurs conditions de vie;

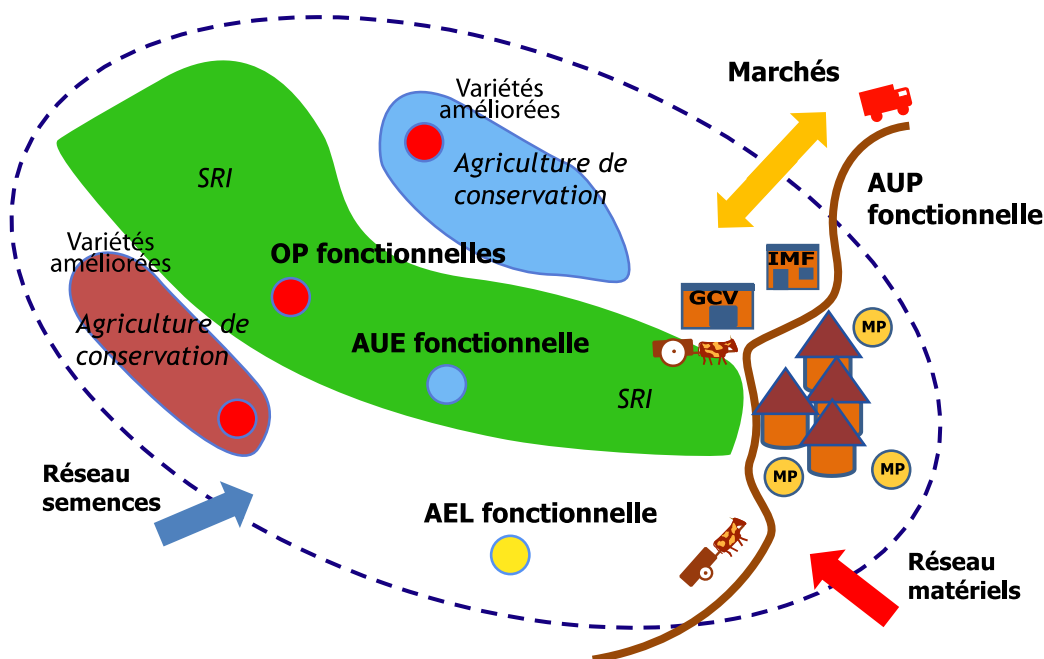
les résultats atteints et les synergies qui peuvent exister entre certaines actions, leur portée par rapport aux objectifs spécifiques du Projet. Il est nécessaire également d'analyser les rapports coûts-bénéfices des activités, pour être plus sélectif dans les activités restant à mener afin d'améliorer et optimiser les performances du Projet. Il faut identifier celles qui méritent d'être renforcées et celles qui peuvent ou doivent être achevées rapidement.

131. La qualité et la complétude des données enregistrées dans la base de données sont des facteurs indispensables pour pouvoir faire de la base de données un outil puissant, rapide et fiable de croisement et d'analyse des informations. Toutes les données de base doivent donc être enregistrées systématiquement et sans retard et des tableaux de bord produits régulièrement. Le RSE avec les responsables techniques doivent vérifier qu'il n'y ait pas d'incohérence dans les données saisies et éviter tout double comptage.

132. La qualité des données brutes (recueillies par les ONGT ou d'autres prestataires) devrait être soumise à des contrôles occasionnels (par sondage) pour vérifier la cohérence des méthodes employés par les différents ONGT et prestataires et la fiabilité des données enregistrées (ex. rendements, superficies mises en valeur, ...). Le nombre de bénéficiaires par type d'activités et selon la catégorie de groupes cibles et le genre, devrait être estimé avec soin et le nombre total net de bénéficiaires du Projet établi soigneusement. Il faut veiller activement à ce que les groupes les plus vulnérables bénéficient avec attention et en quantité suffisante des appuis du Projet, notamment au niveau des MP et mise en valeur des tanety.

133. Le Projet a beaucoup avancé sur la concrétisation du concept de pôle de production, mais la présentation des pôles reste encore trop statique, car limitée aux caractéristiques, aux filières privilégiées et aux services existants dans les pôles. Il faudrait présenter également la densité et le poids des activités menées avec l'appui du Projet et les dynamiques socio-économiques (production, marchés, expansion ou émergence de nouveaux services ou emplois, ...) qu'elles ont entraînées. Une représentation graphique des inputs et des résultats produits sur une carte - sur l'exemple présenté ci-dessous - serait beaucoup plus intéressante et illustrative dans un rapport ou une présentation, et pourra être partagée avec les acteurs à plusieurs niveaux, y compris avec l'administration communale et les services techniques déconcentrés.

Carte 2: Carte de présentation synoptique d'un pôle de production



134. Des études de cas, portant par exemple sur: les filières appuyées par le Projet, des activités destinées aux plus vulnérables, l'émergence de pôles de production, le transport par voie fluviale,

devront être multipliées. En particulier, la méthode pragmatique qui a combiné l'approche "CEP" pour la formation, avec la dotation d'un capital minimum permettant la réplication des bonnes pratiques acquises dans le cadre du CEP, devrait être bien analysée et décrite dans un document de référence, pouvant inspirer les pratiques et les politiques (p.ex. sur les subventions à coûts partagés) de nombreux autres projets et PTF ainsi que des CSA/FRDA.

C. COÛTS ET FINANCEMENT

1. BUDGET DISPONIBLE

135. La situation des fonds du Prêt et du Don FIDA a été arrêtée au 31 août 2012. En tenant compte des engagements en cours, le solde disponible sur l'ensemble des fonds FIDA s'élève à 1,28 million USD au 1^{er} septembre 2012 (voir tableau 1 plus haut). Le Prêt additionnel de 5,17 millions USD, accordé en août 2012, va porter ce solde disponible à 6,45 millions USD. En tenant compte des dépenses qui seront encore faites au 4^{ème} trimestre 2012, mais également que le PTBA 2012 ne sera certainement pas entièrement consommé (taux d'exécution estimé à 70%), on peut considérer que le solde disponible couvrira les coûts du Projet pour la période 2013 - 2015, estimés ci-dessous.

2. COÛTS DU PROJET

136. Le coût total du Projet, imprévus physiques et financiers compris, pour la période 2013-2015 est estimé à 7,207 millions USD ou 14,414 milliards MGA. La part en devises étrangères est de 28,7% pour un montant d'environ 2,07 millions USD. Les taxes représentent 9% du total, soit 0,65 million USD. Les coûts en monnaie locale (hors taxes) sont estimés à l'équivalent 4,49 millions USD ou 9,975 milliards MGA (62,3% du total). Les coûts de la composante 1 "Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière" s'élèvent à environ 1,575 million USD, soit 21,9% du coût total; ceux de la composante 2 "Appui à la mise en valeur durable de la base productive" s'élèvent à 3,685 millions USD, soit 51,1% du coût total et ceux de la composante 3 "Gestion du Projet et suivi évaluation" s'élèvent à 1,947 million USD, soit 27% du coût total. Le détail des coûts est présenté dans les appendices 6 à 8.

Tableau 3: Coûts du Projet par composante et sous-composante pour la période '13-15 ('000 USD)

	The Government		FIDA		Beneficiaires		Total	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
A. Gouvernance locale et sécurisation foncière								
Gouvernance locale et renforcement des capacités	175,9	12,4	1 185,6	83,9	51,9	3,7	1 413,5	19,6
Appui à la sécurisation foncière	3,0	1,9	158,9	98,1	-	-	161,9	2,2
Subtotal Gouvernance locale et sécurisation foncière	178,9	11,4	1 344,5	85,3	51,9	3,3	1 575,4	21,9
B. Mise en valeur durable de la base productive								
Amenagement du milieu rural	304,3	16,8	1 412,7	77,8	97,7	5,4	1 814,7	25,2
Mise en valeur productive	181,2	14,4	1 008,4	80,2	68,2	5,4	1 257,7	17,5
Commerc. appro. et finance rural	29,5	4,8	576,3	94,1	6,5	1,1	612,4	8,5
Subtotal Mise en valeur durable de la base productive	515,0	14,0	2 997,4	81,3	172,3	4,7	3 684,8	51,1
C. Coordination du projet & S&E								
Coordination et gestion du Projet	101,0	5,9	1 599,4	94,1	-	-	1 700,5	23,6
Sivi-Evaluation et gestion des savoirs	0,0	-	246,3	100,0	-	-	246,3	3,4
Subtotal Coordination du projet & S&E	101,0	5,2	1 845,8	94,8	-	-	1 946,8	27,0
Total PROJECT COSTS	795,0	11,0	6 187,7	85,9	224,3	3,1	7 207,0	100,0

3. PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET

137. Pour la période avril 2012- 2015, le FIDA participera au financement du Projet pour un montant total d'environ 6,188 millions USD (85,9% du financement total). La contrepartie du GdM, en droits de douanes et taxes est estimée à environ 795 000 USD (11% du financement total). La participation des bénéficiaires est évaluée à environ 224 300 USD, soit 3,1% du financement total.

Elle correspond à leur contribution à la réalisation des AHA et au co-financement des CEP et des activités productives ou commerciales.

D. BENEFICES DU PROJET

138. Le Projet, avec ses différentes activités de formation et d'appui à l'organisation des producteurs ruraux, d'aménagements hydro-agricoles, d'appui à la mise en valeur agricole et au renforcement des activités économiques, touchera directement plus de 16 000 ménages.

139. Plus spécifiquement, 8 000 ménages de petits producteurs devraient bénéficier d'extension de parcelles cultivées, dont 6 000 ménages sur périmètres irrigués, ce qui permettra à ces ménages de sécuriser et d'intensifier significativement leur production agricole. Les appuis de mise en valeur productive, qui seront réalisés à travers les CEP, toucheront environ 14 750 producteurs et productrices, qui devraient améliorer la productivité de leurs parcelles rizicoles et d'autres cultures. Environ 2 700 ménages vulnérables devraient bénéficier de MP qui leur permettront de renforcer leurs actifs productifs, et partant améliorer leurs revenus. Avec la formation de 280 alphabétiseurs villageois, le Projet prévoit d'alphabétiser 12 250 personnes qui pourront ainsi améliorer leur statut social, leur capacité de défendre leurs intérêts et mieux participer à la gestion de leurs OP.

140. La meilleure disponibilité et gestion de l'eau de surface et d'irrigation, l'amélioration des techniques de production, l'amélioration de l'accès aux intrants, aux marchés et à des instruments financiers appropriés sont autant de mesures qui vont avoir un effet incitateur sur le développement des activités agricoles et le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture de marché.

141. L'impact du Projet sur les superficies mises en valeur et l'augmentation nette de la production et des revenus des petits producteurs sera significatif. Les superficies aménagées, devraient atteindre 5 650 ha. Les rendements dans les filières appuyées (riz, haricot, arachide lentille) devraient quasiment doubler. Une production additionnelle agricole de plus de 80 000 t est attendue et les revenus des ménages appuyés devraient progresser d'au moins 20%. Cette progression va améliorer nettement la situation économique et la sécurité alimentaire des populations dans la zone d'intervention du Projet.

E. RISQUES ET DURABILITE

142. **Les risques** qui avaient été identifiés lors de la RI et qui peuvent nuire à l'efficacité des actions du Projet n'ont pas changé et sont principalement:

- La très faible densité de population, l'insécurité et l'enclavement de la zone engendrent des coûts et des retards dommageables à la réalisation des objectifs du Projet, si une priorisation des interventions n'est pas faite.
- La faiblesse des échanges commerciaux liée à la faible densité de population, les grandes distances d'approche, le mauvais état des pistes et l'atomisation de l'offre rendent difficiles le développement des activités et la commercialisation des produits. Néanmoins il a été observé que même sur certains sites très isolés, l'augmentation significative du volume de production de riz a induit de manière très visible et spontanée le développement de nouvelles activités (création de marché, services de transformation (décortiqueuse) transport locaux, école, église, point de projection vidéo, ...) qui sont des indicateurs de changement socio-économiques indéniables.
- Le fait que les populations semblent être désintéressées aux actions liées à la préservation de l'environnement ou à la bonne gestion de biens publics, ce qui rend difficile la pérennisation de certaines activités telles que les actions environnementales, la maintenance d'infrastructures communautaires, la lutte contre l'érosion sur les PI, ...

143. **Durabilité.** La solidité des institutions²³ mises en place et des circuits d'approvisionnement en intrants (outils, semences, produits vétérinaires) et de commercialisation des produits agricoles, sera le principal garant de la durabilité des améliorations introduites par le Projet.

144. Pour les institutions, il s'agit pour l'essentiel des AUE, AEL, AUP, IMF, quelques OP constituées en groupements de producteurs. Beaucoup reste à faire dans ce sens, car ces organisations nouvellement créées sont encore fragiles. Le cas le plus exigeant est celui des AUE, car de leur fonctionnalité dépendra à terme celle des aménagements hydro-agricoles qui constituent de loin la plus importante base productive renforcée par le Projet.

145. Il est important de caractériser le degré de maturité des différentes organisations mises en place, d'en déduire leurs besoins et de là élaborer un plan systématique de renforcement de leurs capacités (voir grille d'évaluation dans l'appendice 1 du DT 1 " Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière"). En particulier les AUE nécessiteront un accompagnement rapproché, assuré par la présence pendant quelques mois d'un animateur/technicien spécialisé dans l'opération et l'entretien d'un périmètre irrigué. Aussi, des séances de sensibilisation pourraient porter sur l'intérêt de former - dans le cas où une demande pour cela existe au niveau des populations, et seulement dans ces cas - des fédérations d'AUE, qui devraient établir des liens fonctionnelles avec les communes de leur territoire.

146. Concernant les circuits commerciaux en amont et aval de la production, il est important que le Projet ne se borne pas à viser les cibles numériques indicatives évoquées dans le RPE (par ex: 6 paysans semenciers ou 6 ateliers de fabrication de matériel agricole) sans: (i) étudier la demande potentielle compte tenu du taux d'adoption déjà constaté et escompté à terme (à l'échéance du Projet) et en déduire la densité de fournisseurs nécessaire; (ii) évaluer, au cas où les structures appuyées jusqu'ici ne seraient pas en mesure de satisfaire cette demande, évaluer dans quelle mesure le Projet peut encore se rapprocher de ce qui serait souhaitable.

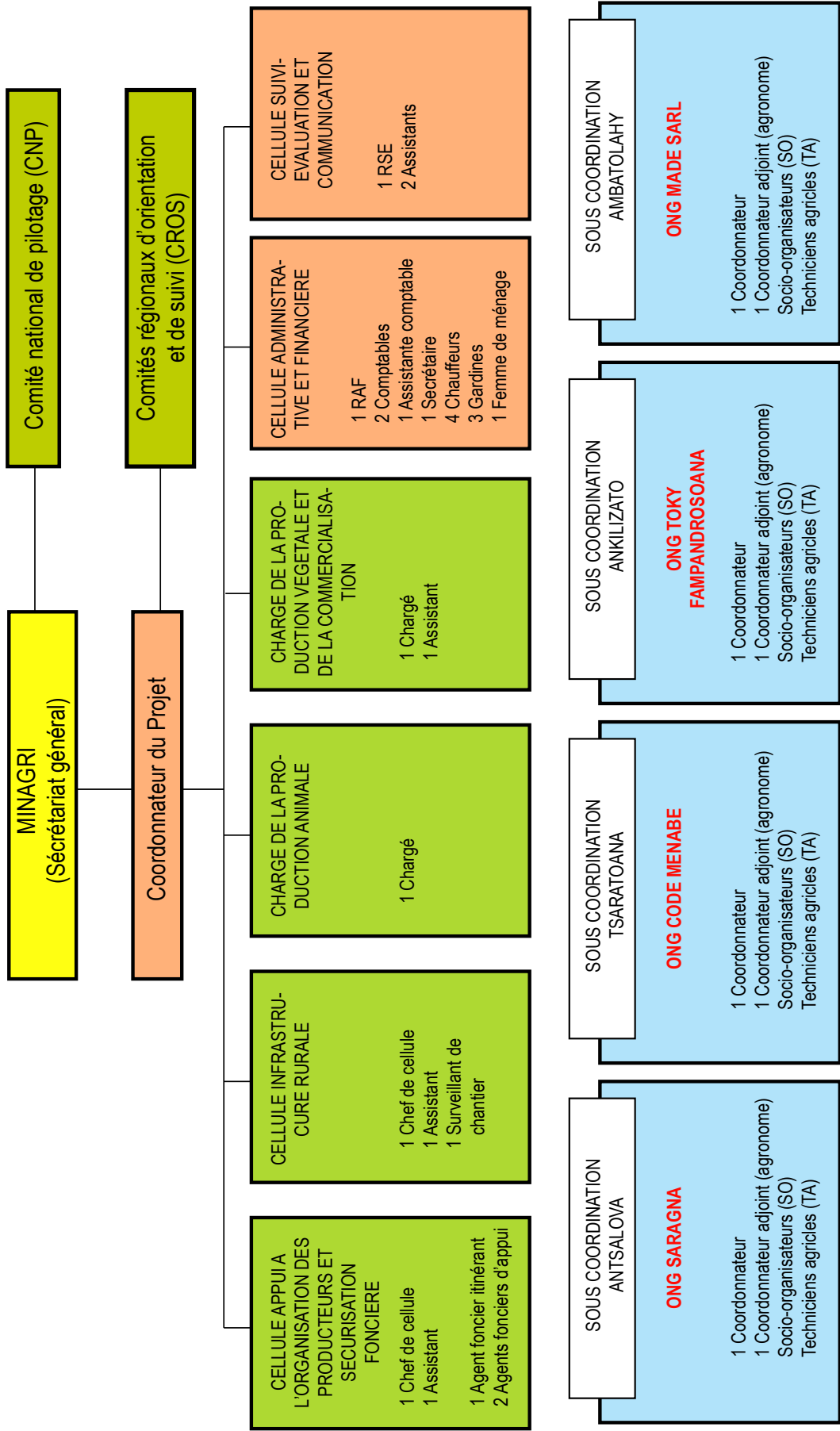
²³ Combinant organisation au sein des institutions et règles de fonctionnement.

APPENDICES

Appendice 1: Historique du projet AD2M

Novembre - décembre 2004	Mission d'identification
Juin 2005	Mission de formulation
Décembre 2005	Mission de pré-évaluation
20 avril 2006	Approbation du Projet par le Conseil d'administration du FIDA
19 mai 2006	Signature de l'Accord de prêt
31 août 2006	Mise en place du Comité régional d'orientation et de suivi
Octobre 2006	Atelier de démarrage
6 novembre 2006	Mise en place du Comité national de pilotage du Projet
13 novembre 2006	Date d'entrée en vigueur du Prêt FIDA n° 689-MG et du don n° 849-MG
19 février - 7 mars 2007	1 ^{ère} mission de supervision du Projet (UNOPS)
7 mars 2007	Signature du contrat entre AD2M et Inter Coopération (IC)
Décembre 2007	Signature de la convention de partenariat entre AD2M et PNF
4 - 19 février 2008	2 [°] mission de supervision du Projet (UNOPS)
Juin 2008	Mission de relance
29 septembre 2008	Notification des ONG de terrain
Novembre 2008	Installation effective des ONG de terrain
12 août – 3 septembre 2009	Mission de revue intermédiaire et 3 [°] mission supervision du Projet
15 - 22 avril 2010	Mission d'appui et de suivi
1 ^{er} mai 2009	Démarrage du PARECAM
6 – 17 septembre 2010	4 [°] mission de supervision du Projet
28 février 2011	Achèvement du mandat d'IC
27 août – 16 septembre 2011	5 [°] mission de supervision du Projet
Septembre 2011	Amendement de l'Accord de financement
30 septembre 2011	Achèvement du PARECAM
14 - 26 mai 2012	Mission de suivi et d'appui au Projet
Août 2012	Approbation par le FIDA d'un prêt additionnel de 5,17 millions USD
12 - 25 septembre 2012	Mission de revue à mi-parcours du Projet
31 décembre 2014 *	Prévision achèvement du projet
30 juin 2015 *	Prévision clôture du projet
* Date prévisionnelle	

Appendice 2: Organigramme du projet AD2M



Appendice 3: Tableau des réalisations physiques au 30 juin 2012

Indicateur	Unité	Objectif du Projet	Réalisations					Réalisation cumulée	% Objectif du Projet		
			Avant 2009	2009	2010	2011	1 ^{er} sem. 2012				
Composante 1. Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière											
Sous-composante 1.1. Appui à l'organisation des producteurs et au renforcement des acteurs locaux											
Volet 1.1.1. Mobilisation des producteurs et appui à leurs organisations											
Constitution											
Union d'AUE	nb			1		2	1	4			
AUE constituées/promues	nb	45		4	3	11	8	26	58%		
Total des membres AUE constituées	nb	6 000		933	211	1 410	727	3 281	55%		
dont femmes	nb			197	51	296	129	673			
AEL constituées/promues	nb			8	28	4		40			
Total des membres AEL constituées	nb			914	903	28		1 845			
dont femmes	nb			46	28	1		75			
AUP constituées	nb	10		5		1		6	60%		
AUC constituées	nb				2			2			
Mise en fonctionnement							0				
Nombre association ayant reçu une formation	nb	ND			33	75	7	115			
Membres associations formés	nb	ND			231	349	49	629			
Voyages d'échanges réalisés	nb	6						0	0%		
Participants aux voyages d'échange	nb	ND						0			
dont femmes	nb	ND						0			
Volet 1.1.2. Appui aux communes rurales et aux Régions											
Planification participative								0			
PCD élaboré	nb	19			18			18	95%		
PCD mis à jour	nb	19					5	5	26%		
PRD mis à jour	nb	2									
Appui à des campagnes de jugement supplétif								0			
Total des personnes ayant obtenu une CIN	nb	ND			5 561	2 697		8 258			
dont femmes	nb	ND			2 294			2 294			
Volet 1.1.4. Alphabétisation fonctionnelle											
AV formés et recyclés	nb	284			68	261	220	261	92%		
dont femmes	nb				31	78	69	78			
Centres d'alphabétisation ouverts	nb	158			39	177	151	177	112%		
Total des apprenants	nb				1 273	4 824	2805	6 097			
dont femmes	nb				545	1 178	1106	1 723			
Apprenant ayant terminé le cycle d'alphabétisation	nb	12250				343		343	3%		
Volet 1.1.5. Projets "coup de pouce" aux plus vulnérables											
Projets coup de pouce mis en œuvre	nb	360			3	48	26	77	21%		
Total des bénéficiaires MP	nb	2700			25	201	144	370	14%		
dont femmes	nb				10	107	16	133			
Sous-composante 1.2. Appui à la sécurisation foncière											
Bâtiments de GF/CRIF construits/réhabilités	nb	17	9	5	1		1	16	94%		
Bureaux de GF/CRIF équipés	nb	17	1	14	1			16	94%		
Bureaux guichet unique Topographie/Domaine équipés	nb	1					1	1	100%		
Certificats fonciers délivrés	nb	17850	233	123	554	1751	497	3 158	18%		
Bénéficiaires certificats fonciers			198	123	370		497	1 188			
dont femmes	nb		65				59	124			
Superficie des parcelles sécurisées	ha				725		309	1 034			
Composante 2. Appui à la mise en valeur durable de la base productive											
Sous-composante 2.1. Aménagement du milieu rural											
Volet 2.1.1. Aménagement hydro-agricole											
Etudes APD			ha	6 840	1 250	1 540	2 040	3 319	8 149	119%	
Superficie des périmètres aménagés/réhabilités			ha	5 650		1 050	230	2 500	3 780	67%	
Nouvel aménagement			ha	3 300		50	230	1 385	1 665	50%	
Réhabilitation			ha	2 350		1 000		1 115	2 115	90%	
Epannage des crues			ha						0		
Volet 2.1.2. Pistes rurales et MIT											
Km de pistes réhabilitées			km	71		30	6		36	51%	
Embarcadères en béton aménagés			nb	4					0	0%	
Points d'accostage maritime aménagés			nb	1					0	0%	
Petits ouvrages de franchissement construits			nb	30				2	2	7%	
Sous-composante 2.2. Mise en valeur agricole et préservation des ressources naturelles											
Volet 2.2.1. Sites agro-écologiques et reboisement											
Sensibilisation environnementale									0		
Réunions de sensibilisation environnementale tenues			nb	48			12	26	1	39	81%
Participants à la réunion de sensibilisation			nb	ND			680	4 387	112	5 179	
dont femmes			nb	ND				1 210	57	1 267	
Sites agro-écologiques											
Sites agro-écologiques pilotes mis en place			nb	19			6	7	7	20	105%
Site des adoptants des techniques agro-écologie			nb					24	24		
Superficie sites agro-écologiques			ha				3	1	10	14	
Reboisement et arboriculture fruitière											
Jeunes plants produits en pépinière			nb	ND			55 472	87 170	0	142 642	
Arbres fruitiers			nb					39 886		39 886	
Arbres à usage multiple			nb					47 284		47 284	
Jeunes plants boisés			nb	270 000			42 424	57 277	76 771	176 472	65%
Arbres fruitiers			nb	216 000			25 432	37 670	37 343	100 445	47%
Arbres à usage multiple			nb	54 000			16 992	19 607	39 428	76 027	141%
Bénéficiaires reboisement			nb	43 200			1 825	8 412	5 905	16 142	37%
dont femmes			nb	10 800			565	2 721	1 998	5 284	49%
Volet 2.2.2. Intensification et diversification agricoles											
Agriculture										0	
Nombre total de CEP			nb	590		0	108	190	133	431	73%
Nombre de bénéficiaire CEP			nb	14750		0	2 293	4 062	2 954	9 309	63%
dont femmes			Nb				590	1 380	1 268	3 238	
Superficie de réplcation			ha	5900			1 427	1 489	685	3 601	61%
CEP RIZ										0	
Champs-écoles mis en place			Nb				52	74	34	160	

RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR: Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M)
Revue à mi-parcours – Rapport principal - Appendices

Indicateur	Unité	Objectif du Projet	Réalizations					Réalisation cumulée	% Objectif du Projet
			Avant 2009	2009	2010	2011	1 ^{er} sem. 2012		
Superficie de répliation des thèmes appris sur CEP	ha				649	757	124	1 530	
Nombre de participants aux CEP	Nb				1 089	1 548	684	3 321	
<i>dont femmes</i>	Nb				270	297	215	782	
Semences distribuées	kg				4 145	7 595	4 447	16 187	
Matériels agricoles distribués	Nb				2 928	1 106	1 022	5 056	
Charrue	Nb					138	101	239	
Herse	Nb					100	79	179	
Sarcluse	Nb					555	395	950	
Rayonneur	Nb					279	418	697	
Pulvérisateur	Nb					34	29	63	
Insecticide distribué	l				94	5		99	
Herbicide distribué	l				12	5	2	19	
Rendement moyen sur parcelle de répliation	t/ha	3,5		4	4	5	5	5	143%
CEP HARICOT								0	
Champs-écoles mis en place	Nb				28	35	34	97	
Superficie de répliation des thèmes appris sur CEP	ha				472	270	240	982	
Nombre de participants aux CEP	Nb				638	585	803	2 026	
<i>dont femmes</i>	Nb				119	206	376	701	
Semences distribuées	kg				17 610	12 380	13 370	43 360	
Matériels agricoles distribués	Nb				110	107	153	370	
Charrue	Nb					40	78	118	
Herse	Nb					67	67	134	
Pulvérisateur	Nb					0	8	8	
Fongicide distribué	kg				50	11		61	
Rendement moyen	t/ha	1,1			2	2		2	182%
CEP ARACHIDE								0	
Champs-écoles mis en place	Nb				16	35	13	64	
Superficie de répliation des thèmes appris sur CEP	ha				126	244	204	574	
Nombre de participants aux CEP	Nb				362	845	270	1 477	
<i>dont femmes</i>	Nb				108	320	62	490	
Semences distribuées	kg				4 445	18 827	14 039	37 311	
Matériels agricoles distribués	Nb				49	148	19	216	
Charrue	Nb					104	17	121	
Egréneuse	Nb					32	2	34	
Pulvérisateur	Nb					12		12	
Insecticide distribué	l					3		3	
Rendement moyen sur parcelle de répliation	t/ha	1			1	2	2	2	200%
CEP LENTILLE								0	
Champs-écoles mis en place	Nb				6	8	8	22	
Superficie de répliation des thèmes appris sur CEP	ha				45	91	100	236	
Nombre de participants aux CEP	Nb				110	192	206	508	
<i>dont femmes</i>	Nb				31	76	63	170	
Semences distribuées	kg				2 640	4 203	4 423	11 266	
Matériels agricoles distribués	Nb				11	0	10	21	
Charrue	Nb				11	0	5	16	
Herse à dents	Nb					0	5	5	
Pulvérisateur	Nb					0		0	
Rendement moyen	t/ha	1,1			1	1		1	109%
CEP OIGNON								0	
Champs-écoles mis en place	Nb				6	38	44	88	
Superficie de répliation des thèmes appris sur CEP	ha				2	37	17	56	
<i>dont sur rizière</i>	ha						6		
Nombre de participants aux CEP	Nb				94	892	991	1 977	
<i>dont femmes</i>	Nb				62	481	552	1 095	
Semences distribuées	Kg				8	92	127	227	
Matériels agricoles distribués	Nb				67	367	18	452	
Charrue	Nb					0	7	7	
Herse à dents	Nb					0	4	4	
Pulvérisateur	Nb					21	0	21	
Pompe	Nb					2	0	2	
Brouette	Nb					17	0	17	
Arrosoirs	Nb					317	7	324	
KIT micro-irrigation	Lot					10	0	10	
Fongicide	kg				8	11	2	20	
Insecticide distribué	l				1	3	0	4	
Rendement moyen sur parcelle de répliation	t/ha				30	27		30	
<i>Activités extra-programme de lutte anti-acridienne</i>									
Acquisition d'acridicide	litres				10 000		12 000	22 000	
Labour de défriche	ha					469		469	
Périmètre irrigué	ha					384		384	
Tanety	ha					85		85	
Elevage									
Infrastructure d'élevage									
Couloir de vaccination construit	nb	41	7	33	1			41	100%
Prophylaxie aviaire								0	
Cheptels déparasités et vaccinés	nb	276 300		12 337	60 732	90 880	36 491	200 440	73%
Bénéficiaires	nb			1 082	2 689	3 689	1 041	8 501	
<i>dont femmes</i>	nb			659	1 744	2 063	620	5 086	
Prophylaxie bovine								0	
Cheptels déparasités	nb				7 568	17 676	536	25 780	
Cheptels vaccinés	nb				28 781	43 994	6 103	78 878	
Bénéficiaires prophylaxie bovine	nb				2 693	2 567	924	6 184	
Volet 2.2.3. Appui-conseil agricole									
<i>Formation vaccinateurs villageois</i>									
Vaccinateurs villageois formés	nb	250		69	42	0		111	44%
<i>dont femmes</i>	nb			36	24			60	

RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR: Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M)
Revue à mi-parcours – Rapport principal - Appendices

Indicateur	Unité	Objectif du Projet	Réalizations					Réalisation cumulée	% Objectif du Projet
			Avant 2009	2009	2010	2011	1 ^{er} sem. 2012		
<i>Mise en place ACSA et GDS</i>								0	
ACSA mis en place	nb	19				13	0	13	68%
<i>dont femmes</i>	nb							0	
GDS mis en place	nb	19				2	0	2	11%
<i>Visites échanges</i>								0	
Voyages d'échanges intra zone réalisés	nb			1	5	13		19	
Participants aux voyages d'échanges intra zone	nb			27	50	116		193	
<i>dont femmes</i>	nb					32		32	
Voyages d'échanges hors zone réalisés	nb				2	1	1	4	
Participants aux voyages d'échange hors zones	nb				53	16	18	87	
<i>dont femmes</i>	nb				22	0		22	
<i>Recherche développement</i>								0	
Tests variétaux initiés	nb					4	4	8	
Sous-composante 2.3. Approvisionnement, Commercialisation et Finance rurale									
Volet 2.3.1. Approvisionnement									
<i>Appui à l'installation de petits ateliers de fabrication de matériels agricoles</i>									
Ateliers de fabrication mis en place	nb	6			5		1	6	100%
<i>Programme de multiplication de semences</i>									
Paysans semenciers installés/appuyé	nb					14	14	14	
Semences produites	t					61	4	65	
paddy	t					15	4	19	
haricot	t					46		46	
lentille	t					0		0	
arachide	t					0		0	
<i>Développement de réseaux d'approvisionnement et de distribution d'intrants agricoles</i>									
Boutiques d'intrants mises en place	nb	19			5	3	2	10	53%
Central d'achat mis en place	nb	4							
Volet 2.3.2. Commercialisation									
Magasins de groupage de lot construits	nb	10						0	0%
Participation à des foires à caractère économique	nb				1	3		4	
Unité de transformation mise en place	nb	2						0	0%
Volet 2.3.3. Finance rurale									
Construction GCV	nb	2			2	1	0	3	150%
Capacité GCV	T				150	25		175	
CECAM									
Nombre membres	nb	2 317			1 179	2 095	2 276	2 276	98%
<i>dont femme</i>	nb	911			308	802	864	864	95%
Membres actifs	nb	1 390				817	1 051	1 051	76%
Encours de l'épargne	MGA	15 840 000			7 278 000	24 069 869	21 915 396	21 915 396	138%
Nombre épargnants	nb	945			480	1 014	711	711	75%
<i>dont femme</i>		331				450	301	301	91%
Encours total de crédit	MGA	653 400 000			240 238 000	459 790 474	694 576 670	694 576 670	106%
Nombre de crédit en cours	nb	1 071			254	558	619	619	58%
Taux de pénétration bancaire	%	2,45				3	6	6	245%
Taux de remboursement à 90 jours	%	95			96	98	97	97	102%
SOAHITA									
Caisses opérationnelles	nb				2	2	2	2	
Adhérents/clients	nb				261	376		376	
Femmes adhérents/emprunteuses	nb				72	149		149	
Encours total de crédit	MGA				33 050 000	100 480 580		100 480 580	
Taux de pénétration bancaire	%				nd	nd		nd	
Taux de remboursement à 90 jours	%				92	45		45	
Composante 3. Gestion du Projet et suivi évaluation									
Sous-composante 3.1. Gestion de projet									
Réunion CROS	nb		2	1	1	2		6	
Réunion CNP	nb	8	2	1	1	1		5	1
Visite de terrain CROS et CNP	nb					1		1	
Nombre de DRF et DPD	nb		20	23	21	38	7	109	
Taux de réalisation du PTBA	%			65	68	69	11		
Taux de décaissement du prêt	%	100	10	30	41	62	75	75	1
Sous-composante 3.2. Suivi-évaluation et gestion des savoirs									
Volet 3.2.1: Suivi-évaluation									
Enquête de revenus	nb	2			1	1		2	1
Etudes de cas et capitalisation	nb	9				4	1	5	1
Enquête ROR	nb							0	
Ateliers d'évaluation participative	nb	5			1	2		3	1
Sondage de rendement	nb				3	5	2	10	
Volet 3.2.2 : Information-Communication									
Emissions radiophoniques produites	nb				2	0		2	
Emissions radiophoniques diffusés	nb	5			2	0		2	0
Projections vidéos tenues	nb	5				4		4	1
Dépliants/poster élaborés	nb					0		0	

Appendice 4: Tableau d'appréciation des réalisations

	Eléments d'appréciation des réalisations	Orientations proposées
COMPOSANTE 1	APPUI A LA GOUVERNANCE LOCALE ET A LA SECURISATION FONCIERE	
Sous-composante 1.1. Appui à l'organisation des producteurs et au renforcement des acteurs locaux	Objectif: donner aux communautés de base et aux organes les représentant les moyens d'assumer leur nouveaux rôles d'acteurs dynamiques, directement impliqués dans la prise de décisions et la gestion des initiatives visant le développement socio-économique de leur milieu, au bénéfice notamment des couches les plus vulnérables.	
Volet 1.1.1. Mobilisation des producteurs et appui à leurs organisations	<ul style="list-style-type: none"> Le Projet a donné une impulsion déterminante pour dynamiser l'environnement institutionnel en appuyant l'émergence et le développement d'une grande diversité d'organisations et d'instances rurales. Les efforts du dispositif d'animation et d'appui-conseil de proximité (réseau de socio-animateurs et techniciens agricoles des ONGT) pour mobiliser les communautés et instaurer une relation de confiance avec eux commencent à porter leurs fruits. Un nombre significatif d'organisations a été constitué et formé, mais la majorité d'entre elles n'a qu'un fonctionnement très récent et d'envergure encore limitée. Les AUE ont besoin d'être fortement assistées encore pour atteindre une pleine fonctionnalité et autonomie. Il en va de même des AUP (Associations de riverains/usagers des pistes). 	<ul style="list-style-type: none"> Le dispositif d'encadrement sur le terrain maintenant en place ne sera pas diminué (il pourra même être renforcé) avant de décroître progressivement lors de la phase de désengagement (dernière année). Etant donné la difficulté et la complexité de l'encadrement des périmètres irrigués, il est proposé d'affecter au sein des ONGT concernées par cette problématique au moins un technicien GR par pôle, selon le nombre, la taille et la complexité des AHA développés. Cela peut être résolu par réorganisation interne au sein des ONGT ou bien en dotant l'UGP, par le biais de la Cellule infrastructures rurales des agents GR jouant le rôle de conseillers hydrauliques.
Volet 1.1.2. Appui aux communes rurales et aux régions	<ul style="list-style-type: none"> Toutes les communes ont un plan de développement communal (PDC) et les plans de développement régional (PDR) sont en train d'être mis à jour. En même temps le Projet a apporté un appui aux campagnes de jugements supplétifs, une initiative très appréciée qui a permis à de nombreuses personnes- généralement des ruraux pauvres- d'avoir accès (grâce à l'attribution d'une carte d'identité) à différents services, aussi bien publics que privés. 	
Volet 1.1.3. Renforcement des capacités des partenaires d'exécution		<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités des ONGT en matière d'appui à la constitution d'organisations. Pour ce faire, une formation appropriée concernant les AUE et leurs spécificités, une formation sur l'introduction de la dimension économique et commerciale dans les associations et groupements appuyés par le Projet (opportunités de marchés, avantages comparatifs et rentabilité des microprojets, etc.) ainsi qu'un recyclage sur la sécurisation foncière sont nécessaires. Une intensification de l'implication des ONGT dans les activités d'identification et caractérisation du foncier (notamment sur les AHA) , voire de sécurisation foncière (surtout concernant la sensibilisation) est indispensable.
Volet 1.1.4. Microprojets "coup de pouce" aux plus vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> Les microprojets (MP) permettent d'intégrer les catégories de populations qui n'arrivent pas à suivre les dynamiques filières et le développement de pôle de production aux activités du projet. Cette activité enregistre encore un grand retard par rapport aux objectifs planifiés. La variété des microprojets auto-ciblants est aussi très limitée. 	<ul style="list-style-type: none"> Le suivi de l'effet réel des MP sur l'augmentation des revenus des vulnérables est à faire, pour détecter d'éventuelles insuffisances dans la conception ou les modalités de mise en œuvre de ces MP. Des efforts pour rattraper les retards et augmenter le nombre envisagé de MP doivent être rapidement entrepris . Les MP pêche devrait être multipliés dans la mesure du possible et de nouveaux types de

	Eléments d'appréciation des réalisations	Orientations proposées
		MP lancés: conservation et commercialisation des produits.
Volet 1.1.5. Alphabétisation fonctionnelle	<ul style="list-style-type: none"> Cette activité redémarre sur de bonnes bases, grâce à la méthodologie désormais adoptée. Ses effets sont multiples et elle est à intensifier compte tenu du degré élevé d'analphabétisme dans la zone (localement souvent au-delà de 40% des adultes). 	<ul style="list-style-type: none"> Compte tenu de la faible atteinte de la prévision quantitative, un nouveau cycle d'alphabétisation fonctionnelle avec une nouvelle promotion sera démarré en 2013 et achevé en 2014. Idem en 2014-2015 (sous réserve de l'extension proposée pour le Projet).
Sous-composante 1.2. Appui à la sécurisation foncière	Objectif: développer une stratégie appuyant la mise en œuvre du PNF et la diversification des outils de sécurisation foncière, dans un contexte où subsistent des incertitudes et des risques liés aux lacunes du cadre légal, à la faiblesse des compétences spécialisées, ainsi qu'à l'expérience de terrain encore limitée.	
Volet 1.2.1. Sécurisation foncière au niveau régional	<ul style="list-style-type: none"> Les résultats de ce volet sont très faibles (15% du nombre de certificats visés) et, au cours de la dernière année, la situation s'est même aggravée. L'accent a été mis sur la mise en place du dispositif de guichet foncier décentralisé, responsable pour les propriétés privées non titrées, alors que d'autres questions très pertinentes pour les groupes cibles du Projet n'ont pas été touchées, comme les droits secondaires et les accords négociés. Une mission de conception et d'appui méthodologique à la sécurisation des droits secondaires et accords négociés, a débouché sur une proposition de stratégie pour la pérennisation du dispositif de gestion foncière décentralisée. 	<ul style="list-style-type: none"> Tester la faisabilité de propositions de la mission (novembre 2011) sur les droits secondaires.
Volet 1.2.2. Appui au PNF et à l'ONF (Observatoire national du foncier)	<ul style="list-style-type: none"> Au niveau national, la contribution budgétaire du Projet, avec à la cellule de coordination du PNF de mener à bien la rénovation des cadres réglementaires du foncier: 7 textes ont été promulgués avec leurs décrets d'application - dont la loi fondamentale de la réforme portant sur les propriétés privées non titrées. Grâce à l'appui du projet s'est terminé en décembre 2011, l'ONF publie chaque année des informations sur les certificats délivrés, le coût et le délai de traitement des dossiers. Des études de capitalisation ont été aussi réalisées. 	
COMPOSANTE 2	APPUI A LA MISE EN VALEUR DURABLE DE LA BASE PRODUCTIVE	
Sous-composante 2.1. Aménagement du milieu rural	Objectif: assurer une meilleure maîtrise de l'eau tant sur les périmètres irrigués que les zones de culture de décrue sur les baiboho, ainsi que le désenclavement des bassins de production.	
Volet 2.1.1. Aménagements hydro-agricoles (AHA)	<ul style="list-style-type: none"> En grande partie grâce à l'impulsion et aux ressources apportées par PARECAM, les réalisations de réhabilitations, extensions et créations d'AHA ont bénéficié à 15 périmètres irrigués et devraient totaliser environ 5600 has fin 2013, soit pratiquement l'objectif assigné par la revue de 2009. Elles ont été effectuées avec une qualité, des délais, et coûts très satisfaisants et ont indubitablement dynamisé la production rizicole de la zone dans trois des « pôles ». Toutefois ces réalisations ont mobilisé une part considérable des ressources du Projet 	<ul style="list-style-type: none"> Les travaux déjà engagés en 2012 seront poursuivis jusqu'à achèvement en 2013. Seules des réparations urgentes (ex: dégâts cycloniques) ou travaux mineurs ainsi que la défriche pour mise en valeur (ex: Ankazomena) pourront être engagés à partir de 2013, l'accent devant être désormais mis sur la consolidation des développements initiés. L'exception à cette consigne pourrait être le périmètre de Beboka dans le district d'Antsalova si celui-ci obtient le financement spécifique recherché. De toute façon, la construction interviendrait au plus tôt à la mi-2014. Les efforts doivent être rééquilibrés en faveur du développement de l'agriculture sur baiboho (terres de décrue) et sur tanety (terres de colline), seule ressource pour près de la moitié des exploitations ainsi que dans les 4 communes "hors-pôles".

	Eléments d'appréciation des réalisations	Orientations proposées
Volet 2.1.2. Désenclavement: pistes, embarcadères, moyens intermédiaires de transport (MIT)	<ul style="list-style-type: none"> La réduction des objectifs quantitatifs des pistes et l'inclusion des investissements (embarcadères) de promotion du transport fluvial sont des plus pertinents. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la capacité des AUP (associations de riverains/usagers des pistes (voir 1.1.1) et prévoir les modalités de gestion/entretien des embarcadères et des canots /MIT.
Sous-composante 2.2. Mise en valeur productive et préservation des ressources naturelles	Objectif: augmenter durablement la production agricole, par l'application de pratiques agricoles plus intensives et non destructrices des ressources naturelles.	
Volet 2.2.1. Agro-écologie et reboisement	<ul style="list-style-type: none"> Les nouvelles orientations préconisées par la revue intermédiaire de 2009 en matière de techniques agro-écologiques et reboisement ont été mises en œuvre par le Projet: (i) réalisation de 20 sites de démonstration de techniques d'agriculture de conservation sur baiboho et tanety; (ii) production et plantation de 175 000 plants fruitiers et forestiers (65% de l'objectif du Projet) avec environ 10 arbres par bénéficiaires – dont il restera cependant à mesurer le taux de survie; (iii) sensibilisation environnementale au niveau des communes d'intervention et création de clubs environnementaux au niveau des écoles primaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Les techniques d'agriculture de conservation développées par l'équipe du Projet sont bien adaptées au contexte des exploitations agricoles et considérées comme intéressantes par beaucoup de producteurs. Ces techniques devraient maintenant faire l'objet de champs écoles paysans (CEP) pour assurer leur large diffusion. Le Projet devrait dès maintenant évaluer l'effet des opérations de production et diffusion d'arbres et continuer jusqu'à ce que l'objectif fixé (mesuré par le nombre d'arbres effectivement plantés et vivants) soit atteint - tout en renforçant la technicité des pépiniéristes dans la production de plants à haute valeur ajoutée. Les actions de sensibilisation environnementales doivent être couplées à des réalisations environnementales concrètes décidées de commun accord avec les autorités locales ou les écoles intéressées.
Volet 2.2.2. Intensification et diversification agricoles	<ul style="list-style-type: none"> Agriculture. La méthode de vulgarisation utilisant une version simplifiée des champs écoles paysans (CEP) introduite après la revue intermédiaire a été bien appropriée par le Projet et a permis d'atteindre de bons résultats en matière de diffusion de nouvelles techniques culturales (SRI, réduction de la quantité de semences, culture d'intersaison,...), de diffusion de matériel agricole (sarcluses rotatives), de semences de qualité et d'introduction de nouvelles (oignon) ou relance de filières (arachide, lentille, haricot). Le rythme de réalisation des CEP a été soutenu. Des visites d'échange entre producteurs ont accompagné les actions de vulgarisation menées au niveau des CEP. Les CEP ont parfois été accompagnés d'opérations de production (labour et/ou acquisition/distribution de semences) pour relancer des spéculations dans des zones agro-écologiquement appropriées et profiter d'opportunités de marché. Pour le riz, le taux d'adoption du SRI enregistré est élevé. Il en serait de même pour la proportion de riziculteurs des plaines inondables et rizières à mauvaise maîtrise d'eau qui utilisent des variétés améliorées introduites par le projet. Le haricot est cultivé en décrue et en intersaison entre deux campagnes de riz sur certains périmètres. La culture d'oignon rencontre un fort engouement de la part des producteurs. Pour la lentille, cultivée en contresaison dans les communes d'Antsoha et Berevo, le taux d'adoption des thèmes d'intensification est estimé à 75%. Les résultats en termes de rendement au niveau des parcelles de réplification sont bons mais restent à mesurer sur une période de plusieurs années pour s'assurer de l'ancrage des bonnes pratiques. Elevage. Les activités d'élevage ont, comme convenu, 	<ul style="list-style-type: none"> Les résultats et l'impact des CEP, en terme d'adoption d'innovations par les producteurs, de renouvellement ou d'augmentation du matériel agricole ou végétal au niveau des exploitations, d'augmentation et de sécurisation de la production et des revenus, devraient maintenant être mesurés et documentés plus précisément (mesure déjà convenue lors de la dernière mission de suivi). Par exemple, le renouvellement du matériel et des semences par les exploitants après 2-3 ans est un bon indicateur de la pérennisation de l'adoption. La méthodologie des CEP adoptée par AD2M devrait maintenant être affinée et documentée pour pouvoir mieux connaître les atouts et les limites de cette approche en fonction des milieux où ils sont utilisés et servir de référence à d'autres projets (AROPA, FORMAPROD). Les CEP devraient porter sur de nouvelles thématiques testées avec succès par le Projet: agriculture de conservation, mise en valeur des baiboho et des tanety avec des variétés supportant mieux les stress hydriques, utilisation de matériel agricole plus performant, Les activités d'appui à l'élevage devraient être améliorées sur le plan qualitatif dans un souci d'impact durable. Les AEL devraient être plus dynamiques dans la recherche de solutions pour faciliter/amplifier les activités de prophylaxie au niveau de leurs membres, mais également vers les autres éleveurs (interface éleveur/VMS/ACSA, constitution de fonds

	Eléments d'appréciation des réalisations	Orientations proposées
	<p>principalement porté sur la prophylaxie bovine et aviaire. La prophylaxie bovine est maintenant entièrement assurée par les vétérinaires mandataires sanitaires (VMS) et les associations d'éleveurs (AEL). Pour la prophylaxie aviaire, on constate une baisse significative de la vaccination et du déparasitage dès que la subvention des opérations diminue et disparaît.</p> <ul style="list-style-type: none"> Les AEL qui assurent la gestion des couloirs de vaccination et les deux groupements de défense sanitaire (GDS) dont la mise en place a été appuyée par le Projet, ont à ce stade des activités relativement limitées en matière de développement des opérations de prophylaxie animale. 	<p>propres pour faciliter les opérations de prophylaxie, suivi et respect des calendriers de vaccination), Une clarification précise des rôles des différents acteurs assistés par le projet (GDS, ACSA, VV, AEL,...) est nécessaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> La façon d'appuyer les opérations de prophylaxie aviaire doit être revue afin d'améliorer leur viabilité (modalités d'appui incluant plus de formation, appui conseil et moins de subvention; ciblage des éleveurs pour lesquels l'activité représente une part substantielle des revenus ...).
Volet 2.2.3 Appui-conseil agricole	<ul style="list-style-type: none"> Recherche-développement (RD). Les activités de RD ont été bien recentrées sur des questions intéressant directement les producteurs: valorisation des baiboho, des rizières à mauvaise maîtrise d'eau (RMME) et des tanety, introduction de variétés mieux adaptés à ces situations agro-écologiques. Nutrition. Les activités pour améliorer la situation nutritionnelle des ménages dans les zones d'intervention du Projet, initiées en 2011 sur financement PARECAM et en partenariat avec l'Office national de nutrition (ONN) sont en train d'être étendues à 82 fokontany dans le Menabe et le Melaky (environ 50 % des FKT de la zone du Projet). Elles sont un complément indispensable pour que les activités de promotion de la production et des revenus des ménages se traduisent in fine par une amélioration de leur état nutritionnel et donc de leur santé et productivité. 	<ul style="list-style-type: none"> Les activités de recherche-développement devraient être achevées d'ici la fin de cette année et les résultats 2012 positifs en matière de techniques culturales et de variétés vulgarisées plus largement par le biais de CEP. Les activités de nutrition doivent être poursuivies, mais de manière mieux intégrée avec les autres activités agricoles et économiques et bénéficier d'un suivi-évaluation plus précis de leur impact en matière d'amélioration de la situation nutritionnelle chez les ménages à risque. La promotion de jardins familiaux (kitchen garden) devrait faciliter l'articulation avec l'éducation nutritionnelle. Il en va de même d'activités de transformation (farine de manioc par exemple) que le Projet devrait considérer pour de possibles microprojets MP.
Sous-composante 2.3. Commercialisation, approvisionnement, finance rurale	Objectif: améliorer la valorisation de la production agricole, en facilitant l'accès des petits producteurs aux intrants et matériel agricoles, aux marchés et à des services financiers de proximité adaptés	
Volet 2.3.1. Commercialisation et approvisionnement	<ul style="list-style-type: none"> Commercialisation. Le volet commercialisation introduit lors de la revue intermédiaire de 2009, n'a démarré effectivement qu'en 2011 et n'a enregistré que peu d'activités et de résultats. Des contacts ont été pris avec différents opérateurs économiques (collecteurs, exportateurs) pour faire connaître le potentiel de pôles de production appuyés par le Projet. Des discussions suivies sont engagées avec un opérateur pour monter des opérations d'exportation pour l'oignon, l'arachide et le haricot vers la Réunion et Maurice. Approvisionnement. 4 ateliers artisanaux ont été appuyés (Ambatolahy, Masiakampy, Malaimbandy, Mahabo) pour assurer la fabrication de matériels agricoles distribués dans le cadre des CEP (2 660 unités de matériel fournies jusqu'ici, dont une bonne part par ces ateliers). 10 boutiques d'intrants (sur une prévision de 19) sont mises en place dans la zone du Projet. Aucune centrale d'achat (prévue dans le document de revue intermédiaire) n'est encore mise en place. En matière de production semencière, 14 paysans semenciers sont opérationnels, qui ont commencé à produire des semences commerciales en quantités significatives (19 t de riz et 46 t d'arachide) ainsi que 20 t de semences de base d'arachide). 	<ul style="list-style-type: none"> Compte tenu du peu de temps qu'il reste au Projet, l'approche pragmatique adoptée au cours de cette année pour ce volet doit être maintenue et intensifiée; à savoir: (i) prospection des marchés nationaux et internationaux et évaluation des avantages comparatifs des produits de la zone du Projet, en particulier pour les grains secs; (ii) travail sur le volume et la qualité des produits en tenant compte des marchés visés; (iii) promotion des produits et du potentiel des régions; (iv) recherche de contacts et échanges suivis d'informations avec des collecteurs et des opérateurs professionnels en vue de monter des opérations de mise en marché; (v) implication et responsabilisation des producteurs dans la contacts et les échanges avec les opérateurs. Les contacts déjà établis sont intéressants mais doivent être poursuivis jusqu'à concrétiser des marchés, le Projet jouant le rôle d'interface et de facilitateur entre les producteurs et les opérateurs (collecteurs, grossistes, etc.). Une meilleure connaissance du marché réel des outils, des intrants et surtout des achats faits par les exploitants agricoles en dehors de l'approvisionnement réalisé à travers les CEP est nécessaire pour évaluer les besoins et les perspectives d'avenir des ateliers de fabrication ou des boutiques d'intrants mis en place. Il est

	Eléments d'appréciation des réalisations	Orientations proposées
		<p>important de savoir si les marchés existants et potentiels sont suffisants pour garantir leur activité et s'il y a lieu de promouvoir d'autres unités.</p> <ul style="list-style-type: none"> Concernant les producteurs de semences, leur montée en puissance est assez spectaculaire, il faudra maintenant consolider ces activités, notamment en termes de trésorerie (accès à des services bancaires pour préfinancer les campagnes de production), de financement des services de contrôle et de mise en place de réseaux solides de stockage et distribution des semences pour éviter les invendus.
Volet 2.3.2 Finance rurale	<ul style="list-style-type: none"> 7 points de service de microfinance (prévision initiale de 5) sont ouverts, et 3 GCV d'une capacité totale de 175 t ont construits. La construction d'un 4^{ème} GVC d'une capacité de 100 t est en phase de démarrage. Les 5 points de service de la CECAM enregistrent un développement en augmentation des activités d'épargne et de crédit. A la demande du Projet, CECAM propose un nouveau produit de crédit "Crédit avec éducation" basé sur la caution solidaire et qui s'adresse donc aux plus vulnérables. Les 2 caisses de Soahita ont rencontré au dernier trimestre 2011 des problèmes de remboursement et ont arrêté depuis l'octroi de crédit pour se consacrer au recouvrement des impayés. Un plan de sortie de crise et de renforcement des instruments de contrôle interne est actuellement en cours avec l'assistance d'un Centre de ressources. 	<ul style="list-style-type: none"> Le développement des activités de finance rurales est indispensable pour faciliter le développement d'une agriculture tournée vers le marché. L'extension des services de finance rurale vers le Melaky, rendue possible aujourd'hui avec l'implantation - appuyée par le Projet - de CECAM et d'OTIV dans cette région, doit être poursuivie sans retard. Dans le domaine de la finance rurale, il faudra également apporter une attention particulière: (i) au redressement rapide des comptes de Soahita avec la mise en place concomitante d'un service de contrôle efficace; (ii) au développement des activités de GCV pour les producteurs (iii) à la mise en place de produits bancaires adaptés aux activités économiques et besoins des ménages, en particulier pour les ménages plus pauvres qui n'ont pas accès aux produits actuellement proposés.
COMPOSANTE 3: COORDINATION ET GESTION DU PROJET		
Suivi – évaluation, communication et gestion de savoirs		
	<ul style="list-style-type: none"> Les outils de suivi évaluation (fiche d'information, tableau de bord, base de données) sont aujourd'hui bien rodés et fonctionnels. La cellule de SE dispose de nombreuses données sur les produits du Projet et sur certains résultats qui alimentent des tableaux de bord, tenus à jour régulièrement. La mise en perspective de ces données, leur visualisation sur des cartes pour pouvoir juger de la densité et de l'effet des activités, de leur pertinence par rapport aux objectifs spécifiques et global du Projet restent insuffisantes à ce jour. La qualité des données brutes (recueillies par les ONGT) devrait être soumise à des contrôles occasionnels. La stratégie de communication a été finalisée fin 2010. A ce jour, très peu d'activités ont été mises en œuvre bien qu'un plan d'actions ait été ébauché. 	<ul style="list-style-type: none"> Le Projet entre maintenant dans sa dernière phase et la mise en œuvre d'une stratégie de désengagement. Il est important que le SSE s'intéresse plus intensivement à saisir et mettre en perspective les effets des différentes activités, leur interaction et leur portée par rapport aux objectifs spécifiques. Ces informations sont indispensables pour mieux orienter les activités, sélectionner celles qui méritent d'être renforcées et celles qui doivent être achevées. Ces données devraient également être représentées graphiquement pour pouvoir mesurer et visualiser d'une part la quantité des activités menées dans les différents domaines et d'autre part leurs effets sur les différents groupes cibles du Projet et sur la dynamique en train de se mettre en place dans les pôles de production. Par ailleurs il est indispensable de commencer à analyser plus profondément les activités phares du Projet, et à les documenter. Les expériences remarquables devraient faire l'objet d'études de cas ou de reportages qui pourront être diffusés auprès de différents publics.

Appendice 5: Dépenses du Projet réalisées jusqu'au 31 août 2012

DEPENSES PAR COMPOSANTE AU 31 AOÛT 2012 EN '000 USD

Composante	Prêt FIDA						Don FIDA						Total fonds FIDA					
	Montant approuvé	Dépense	% dépense	Engagement	Dép. + engag.	% dép. + engag.	Montant approuvé	Dépense	% dépense	Engagement	Dép. + engag.	% dép. + engag.	Montant approuvé	Dépense	% dépense	Engagement	Dép. + engag.	% dép. + engag.
1. Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière	5 759,2	3 102	54%	140	3 242	56%	365	208	57%	-	208	57%	6 124	3 310	54%	140	3 450	56%
2. Appui à la mise en valeur durable de la base productive	5 590,5	4 369	78%	1 509	5 878	105%	-	-	-	-	0%	-	5 590	4 369	78%	1 509	5 878	105%
3. Gestion du Projet et suivi-évaluation	1 770,2	2 987	169%	17	3 004	170%	-	-	-	-	0%	-	1 770	2 987	169%	17	3 004	170%
TOTAL	13 120	10 457	80%	1 666	12 124	92%	365	208	57%	-	208	57%	13 485	10 666	79%	1 666	12 332	91%

Composante	Gouvernement				PARECAM				Bénéficiaires		Total tous financements confondus					
	Montant approuvé	Dépense	% Engage- ment	Dép. + Engag. %	Montant approuvé	Dépense	% Engage- ment	Dép. + Engag. %	Montant approuvé	Dépense	% Engage- ment	Dép. + Engag. %	Montant approuvé	Dépense	% Engage- ment	Dép. + Engag. %
1. Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière	2 36,5	20	8%	20	8%	-	2,3	3 509	89%	110,1	0	0%	6 471	3 333	52%	3 473
2. Appui à la mise en valeur durable de la base productive	2 228,4	938	42%	263	54%	3 938	3 509	89%	416,7	213	51%	12 173	9 028	74%	10 800	89%
3. Gestion du Projet et suivi-évaluation	215,9	502	232%	-	502	232%	335	316	94%	-	-	-	2 321	3 805	164%	165%
TOTAL	2 881	1 460	54%	263	64%	4 273	3 827	90%	527	213	40%	20 965	16 166	77%	18 096	86%

DEPENSES DES COMPTES DU FIDA PAR CATEGORIE DE DECAISSEMENT AU 31 AOUT 2012 EN '000 USD

Catégorie	Prêt FIDA						Don FIDA						Total fonds FIDA					
	Montant approuvé	Dépense	% dépense	Engagement	Dép. + engag.	% dép. + engag.	Montant approuvé	Dépense	% dépense	Engagement	Dép. + engag.	% dép. + engag.	Montant approuvé	Dépense	% dépense	Engagement	Dép. + engag.	% dép. + engag.
I Infrastructures rurales	1 891	670	35,4%	521	1 191	63,0%	-	-	-	-	-	-	1 891	670	35,4%	521	1 191	63,0%
II Investissement productifs agricoles	2 207	2 502	113,4%	777	3 278	148,6%	-	-	-	-	-	-	2 207	2 502	113,4%	777	3 278	148,6%
III Investissement pour la sécurité foncière	1 838	1 134	62%	9	1 143	62%	87	54	62%	-	54	62%	1 925	1 188	62%	9	1 197	62%
IV Formation	3 830	2 329	61%	236	2 566	67%	-	-	-	-	-	-	3 830	2 329	61%	236	2 566	67%
V Prestations de services et assistance technique	1 505	1 248	83%	123	1 372	91%	278	279	100%	-	279	100%	1 783	1 527	86%	123	1 651	93%
VI Véhicules et équipements	590	761	129%	-	761	129%	-	-	-	-	-	-	590	761	129%	-	761	129%
VII Salaires et Indemnités	942	1 110	118%	-	1 110	118%	-	-	-	-	-	-	942	1 110	118%	-	1 110	118%
VIII Coût de fonctionnement	318	703	221%	-	703	221%	-	-	-	-	-	-	318	703	221%	-	703	221%
IPc Travaux, équipements et fournitures																		
IIIPc Etudes, formation et encadrement technique																		
IIIPc Appui institutionnel, évaluation et visibilité																		
IVIPc Ressources humaines et fonctionnement bureau																		
TOTAL	13 120,0	10 457	80%	1 666	12 124	92%	365	333	91%	-	333	91%	13 485	10 790	80%	1 666	12 457	92%

Catégorie	Gouvernement				PARECAM				Bénéficiaires				Total tous financements confondus			
	Montant approuvé	Dépense	% dépense	Engagement	Dép. + engag.	% dép. + engag.	Montant approuvé	Dépense	% dépense	Engagement	Dép. + engag.	% dép. + engag.	Montant approuvé	Dépense	% dépense	Engagement
I Infrastructures rurales	1 275	122	9,6%	98	221	17,3%							3 405	835	24,5%	619
II Investissement productifs agricoles	850	498	58,6%	151	649	76,3%							3 235	3 070	94,9%	928
III Investissement pour la sécurité foncière	78	14	18%		14	18%							2 002	1 202	60%	9
IV Formation	-	1			1								3 940	2 331	59%	236
V Prestations de services et assistance technique	-	84		14	97								1 783	1 611	90%	137
VI Véhicules et équipements	399	292	73%		292	73%							989	1 052	106%	-
VII Salaires et indemnités		-			-								942	1 110	118%	-
VIII Coût de fonctionnement	79	198	249%		198	249%							397	901	227%	-
IPc Travaux, équipements et fournitures		244			244								2 997	3 171	106%	-
IIIPc Etudes, formation et encadrement technique		0			0								650	551	85%	-
IIIPc Appui institutionnel, évaluation et visibilité		1			1								275	128	46%	-
IVIPc Ressources humaines et fonctionnement bureau		7			7								351	328	93%	-
TOTAL	2 681	1 460	54%	263	1 723	64%	4 273	3 827	89,6%	-	3 827	89,6%	20 965	16 291	78%	1 930

NB: Comme les dépenses PARECAM ne peuvent pas être intégrées dans les catégories du prêt FIDA, les catégories utilisées pour la présentation des dépenses PARECAM sont les catégories du don FIDA. Les catégories du don FIDA-PARECAM sont suivies de la mention "Pc"

Appendice 6: Tableaux de synthèse des coûts

RECAPITULATIF DES COUTS DU PROJET PAR COMPOSANTE ('000 MGA & '000 USD)

	(MGA '000)			(USD '000)			Foreign Exchange	% Total Base Costs
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total		
A. Gouvernance locale et sécurisation foncière								
Gouvernance locale et renforcement des capacités	1 592 500,0	1 136 500,0	2 729 000,0	796,3	568,3	1 364,5	42	20
Appui à la sécurisation foncière	313 500,0	-	313 500,0	156,8	-	156,8	-	2
Subtotal Gouvernance locale et sécurisation foncière	1 906 000,0	1 136 500,0	3 042 500,0	953,0	568,3	1 521,3	37	22
B. Mise en valeur durable de la base productive								
Amenagement du milieu rural	2 145 300,0	1 306 700,0	3 452 000,0	1 072,7	653,4	1 726,0	38	25
Mise en valeur productive	1 512 050,0	895 550,0	2 407 600,0	756,0	447,8	1 203,8	37	18
Commerc. appro. et finance rural	1 022 400,0	138 600,0	1 161 000,0	511,2	69,3	580,5	12	8
Subtotal Mise en valeur durable de la base productive	4 679 750,0	2 340 850,0	7 020 600,0	2 339,9	1 170,4	3 510,3	33	51
C. Coordination du projet & S&E								
Coordination et gestion du Projet	2 721 040,0	492 160,0	3 213 200,0	1 360,5	246,1	1 606,6	15	23
Sivi-Evaluation et gestion des savoirs	425 700,0	42 500,0	468 200,0	212,9	21,3	234,1	9	3
Subtotal Coordination du projet & S&E	3 146 740,0	534 660,0	3 681 400,0	1 573,4	267,3	1 840,7	15	27
Total BASELINE COSTS	9 732 490,0	4 012 010,0	13 744 500,0	4 866,2	2 006,0	6 872,3	29	100
Physical Contingencies	213 730,0	62 205,0	275 935,0	106,9	31,1	138,0	23	2
Price Contingencies	328 350,4	65 174,5	393 524,9	164,2	32,6	196,8	17	3
Total PROJECT COSTS	10 274 570,4	4 139 389,5	14 413 959,9	5 137,3	2 069,7	7 207,0	29	105

Référence tableau COSTAB: SUMCOM

RECAPITULATIF DES COUTS PAR COMPOSANTE ET PAR SOURCE DE FINANCEMENT ('000 USD)

	The Government		Prêt FIDA		Beneficiaires		Total		Local	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	For. Exch.	Duties & Taxes
A. Gouvernance locale et sécurisation foncière										
Gouvernance locale et renforcement des capacités	175,9	12,4	1 185,6		51,9	3,7	1 413,5	19,6	579,3	658,2
Appui à la sécurisation foncière	3,0	1,9	158,9		-	-	161,9	2,2	-	158,9
Subtotal Gouvernance locale et sécurisation foncière	178,9	11,4	1 344,5	85,3	51,9	3,3	1 575,4	21,9	579,3	817,1
B. Mise en valeur durable de la base productive										
Amenagement du milieu rural	304,3	16,8	1 412,7	77,8	97,7	5,4	1 814,7	25,2	678,8	831,6
Mise en valeur productive	181,2	14,4	1 008,4	80,2	68,2	5,4	1 257,7	17,5	456,9	668,2
Commerc. appro. et finance rural	29,5	4,8	576,3	94,1	6,5	1,1	612,4	8,5	70,7	512,2
Subtotal Mise en valeur durable de la base productive	515,0	14,0	2 997,4	81,3	172,3	4,7	3 684,8	51,1	1 206,4	2 011,9
C. Coordination du projet & S&E										
Coordination et gestion du Projet	101,0	5,9	1 599,4	94,1	-	-	1 700,5	23,6	262,4	1 433,9
Sivi-Evaluation et gestion des savoirs	0,0	-	246,3	100,0	-	-	246,3	3,4	21,6	224,7
Subtotal Coordination du projet & S&E	101,0	5,2	1 845,8	94,8	-	-	1 946,8	27,0	284,0	1 658,6
Total PROJECT COSTS	795,0	11,0	6 187,7	85,9	224,3	3,1	7 207,0	100,0	2 069,7	4 487,7

Référence tableau COSTAB: COMFIN

RECAPITULATIF DES COUTS PAR CATEGORIE DE DECAISSEMENT ET PAR SOURCE DE FINANCEMENT ('000 USD)

	The Government		Prêt FIDA		Beneficiaires		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties & Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
1. Infrastructures rurales	130,7	14,6	765,3	85,4	-	-	896,0	12,4	590,4	174,9	130,7
2. Investissements productifs agricoles	268,5	15,3	1 257,6	71,8	224,3	12,8	1 750,3	24,3	-	1 530,3	220,0
3. Investissement pour la Sécurisation Foncière	3,0	1,9	158,9	98,1	-	-	161,9	2,2	-	158,9	3,0
4. Formation	265,3	11,7	2 003,9	88,3	-	-	2 269,2	31,5	1 125,2	878,8	265,3
5. Prestataires de Services et A.T.	20,2	4,5	426,2	95,5	-	-	446,4	6,2	105,2	320,9	20,2
6. Véhicules et équipements	10,3	10,9	84,4	89,1	-	-	94,8	1,3	18,4	66,0	10,3
7. Salaires et indemnités	-	-	1 031,8	100,0	-	-	1 031,8	14,3	-	1 031,8	-
8. Coûts de fonctionnement	96,9	17,4	459,7	82,6	-	-	556,6	7,7	230,5	326,1	-
Total PROJECT COSTS	795,0	11,0	6 187,7	85,9	224,3	3,1	7 207,0	100,0	2 069,7	4 487,7	649,6

Référence tableau COSTAB: DISFIN

Appendice 7: Tableaux détaillés des quantités et coûts par composante ('000 USD)

COMPOSANTE 1. APPUI A LA GOUVERNANCE LOCALE ET A LA SECURISATION FONCIERE (GLSF) SOUS-COMPOSANTE 1.1. APPUI A L'ORGANISATION DES PRODUCTEURS ET AU RENFORCEMENT DES ACTEURS LOCAUX

	Quantities					Unit Cost (USD '000)	Base Cost (USD '000)				Parameters (in %)				Other Accounts	
	Unit						Phy.	Cont.	For.	Gross	Disb.	Other Accounts				
	2013	2014	2015	Total	2013								2014	2015	Total	Rate
I. Investment Costs																
A. Dispositif d'accompagnement																
Animation de terrain /a							229,0	229,0	186,0	644,0	0,0	50,0	20,0	FO_DA	FIDA (100%)	
Assistance technique en gestion de réseaux irrigués	4	3	3	10	1,5	6,0	4,5	4,5	4,5	15,0	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)	
Supervision des activités	1	1	1	3	8	8,0	8,0	8,0	8,0	24,0	0,0	50,0	0,0	FO_DA	FIDA (100%)	
Subtotal Dispositif d'accompagnement						243,0	241,5	198,5	198,5	683,0						
B. Renforcement des capacités des acteurs locaux																
1. Organisations des producteurs																
Formation et recyclage	1	1	1	3	15	15,0	15,0	15,0	15,0	45,0	0,0	50,0	0,0	FO_DA	FIDA (100%)	
Voyages d'échange	1	1	1	3	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5	22,5	0,0	50,0	0,0	FO_DA	FIDA (100%)	
Subtotal Organisations des producteurs						22,5	22,5	22,5	22,5	67,5						
2. Communes rurales																
Mise à jour PCD	-	-	19	19	1	-	-	-	19,0	19,0	0,0	50,0	0,0	FO_DA	FIDA (100%)	
3. Régions/GTDR																
Plateforme de consultation de partenaires régionaux	1	1	-	2	1,5	1,5	1,5	1,5	-	3,0	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)	
AG des TT régionaux	1	1	-	2	2,5	2,5	2,5	2,5	-	5,0	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)	
AG du GTDR	1	1	-	2	2,5	2,5	2,5	2,5	-	5,0	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)	
Subtotal Régions/GTDR						6,5	6,5	6,5	-	13,0						
4. Partenaires d'exécution /b																
Formation et recyclage	1	1	-	2	10	10,0	10,0	10,0	-	20,0	0,0	50,0	0,0	FO_DA	FIDA (100%)	
Voyage d'échange	1	1	-	2	6	6,0	6,0	6,0	-	12,0	0,0	50,0	0,0	FO_DA	FIDA (100%)	
Subtotal Partenaires d'exécution						16,0	16,0	16,0	-	32,0						
Subtotal Renforcement des capacités des acteurs locaux						45,0	45,0	41,5	41,5	131,5						
C. Alphabétisation fonctionnelle						200,0	150,0	150,0	-	350,0	0,0	50,0	0,0	FO_DA	FIDA (100%)	
D. Microprojets vulnérable	100	100	-	200	1	100,0	100,0	100,0	-	200,0	5,0	0,0	20,0	IP_DA	FIDA (70%), BEN (30%)	
Total						588,0	536,5	240,0	240,0	1 364,5						
la 50% des contrats des cadre ONGT(une par district), couvrant lescoûts des socio-organisateur																
b ONGT, services techniques, Fédération régionales de producteurs																

a 50% des contrats des quadres ONGT(une par district), couvrant les coûts des socio-organisations

b ONGT, services techniques, Fédération régionales de producteurs

SOUS-COMPOSANTE 1.2. APPUI A LA SECURISATION FONCIERE

	Unit	Unit Cost (USD '000)				Base Cost (USD '000)			Parameters (in %)				Other Accounts				
		Quantities				2013	2014	2015	Total	Phy. Cont.	For. Exch.	Gross Tax Rate	Disb. Acct.	Fin. Rule			
		2013	2014	2015	Total												
I. Investment Costs																	
A. Bilans-diagnostics socio-fonciers																	
1. Mise à jour du PLOF (technicien topograph-SIG) /a	p/mois	-	-	3	3	1.5	-	-	4.5	4.5	0,0	0,0	0,0	0,0	ISF_DA	FIDA (100%)	
2. Impression des PLOF (pour 14 communes)	forfait1	-	-	1	1	14	-	-	14,0	14,0	0,0	0,0	0,0	20,0	ISF_DA	FIDA (100%)	
Subtotal Bilans-diagnostics socio-fonciers							-	-	18,5	18,5							
B. Appui à la négociation et à la sécurisation des accords négociés et droits secondaires																	
1. Appui à la sécurisation des accords négociés et droits secondaires	forfait						30,0	20,0	-	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ISF_DA	FIDA (100%)	
C. Appui à la création et au fonctionnement du dispositif de GFD guichets fonciers																	
1. Agent foncier itinérant /b	p/mois	12	12	-	24	1.5	18,0	18,0	-	36,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ISF_DA	FIDA (100%)	
2. Fonctionnement des guichets /c	GF/CRIF	9	4,5	-	13,5	3.5	31,5	15,8	-	47,3	0,0	0,0	0,0	0,0	ISF_DA	FIDA (100%)	
Subtotal Appui à la création et au fonctionnement du dispositif de c							49,5	33,8	-	83,3							
D. Renforcement des compétences																	
1. Renforcement des services fonciers regionaux	forfait	1	-	-	1	3	3,0	-	-	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ISF_DA	FIDA (100%)	
E. Suivi de la dynamique et de l'impact des interventions																	
1. Appui aux réunions des groupes de travail et de suivi	réunion	1	1	-	2	1	1,0	1,0	-	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ISF_DA	FIDA (100%)	
Total							83,5	54,8	18,5	156,8							

la salaire + fonctionnement d'un agent passant 1 semaine par GF

la salaire + fonctionnement de 2 agents d'appui pour viabiliser les GF

6 GF + 3 CRIF en année 2013 ; 50% en année 2014

a/ le salaire + fonctionnement d'un agent passant 1 semaine par GF

b/ le salaire + fonctionnement de 2 agents d'appui pour viabiliser les GF

c/ 6 GF + 3 CRIF en année 2013; 50% en année 2014

COMPOSANTE 2. APPUI A LA MISE EN VALEUR DURABLE DE LA BASE PRODUCTIVE

Sous-composante 2.1. Aménagement du milieu rural

	Unit	Quantities			Unit Cost (USD '000)	Base Cost (USD '000)			Parameters (in %)				Summary Divisions		Other Accounts		
		Unit	2013	2014		2015	Total	2013	2014	2015	Total	Phy. Cont. Rate	For. Exch.	Gross Tax Rate	Disb. Acct.		Fin. Rule
I. Investment Costs																	
A. Aménagement hydro-agricole																	
Contrôle et surveillance des travaux	forfait	1	-	-	1	45	45,0	-	-	45,0	0,0	80,0	20,0	AAT_DA	FIDA (100%)		
Contrôle, qualité (géotechnique et béton)	forfait	1	-	-	1	35	35,0	-	-	35,0	0,0	80,0	20,0	AAT_DA	FIDA (100%)		
Maîtrise d'ouvrage/supervision des activités /a	forfait	1	-	-	1	12	12,0	-	-	12,0	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)		
Aménagement de 2 micro PI dans la commune d'Ambia	ha	80	-	-	80	1,8	144,0	-	-	144,0	5,0	0,0	20,0	IP_DA	FIDA (90%), BEN (10%)		
Achevement des travaux PI démarrés en 2012	forfait	1	-	-	1	230	230,0	-	-	230,0	5,0	0,0	20,0	IP_DA	FIDA (90%), BEN (10%)		
Confortation des PI de Migodo I & II, Tsarahotana et Lavaheoka	forfait	1	-	-	1	365	365,0	-	-	365,0	5,0	0,0	20,0	IP_DA	FIDA (80%), BEN (20%)		
Subtotal Aménagement hydro-agricole						831,0	-	-	-	831,0							
B. Pistes agricole																	
Contrôle et surveillance des travaux	km	7	-	-	7	1,5	10,5	-	-	10,5	0,0	66,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)		
Maîtrise d'ouvrage/supervision des activités /b	forfait	1	-	-	1	5	5,0	-	-	5,0	0,0	66,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)		
Travaux d'aménagement de piste agricole	km	7	-	-	7	30	210,0	-	-	210,0	5,0	66,0	20,0	PR_DA	FIDA (100%)		
Point d'accostage maritime et un pont	nombre	1	-	-	1	275	275,0	-	-	275,0	5,0	66,0	20,0	PR_DA	FIDA (100%)		
Ponts submersibles sur acces PI Lavaheoka et Begidro	nombre	2	-	-	2	120	240,0	-	-	240,0	0,0	66,0	0,0	PR_DA	FIDA (100%)		
Petits ouvrage de franchissement au Baiboho Berevo	nombre	2	-	-	2	65	130,0	-	-	130,0	5,0	66,0	20,0	PR_DA	FIDA (100%)		
Lots de petits équipement	nombre	2	-	-	2	1	2,0	-	-	2,0	5,0	66,0	20,0	PR_DA	FIDA (100%)		
Subtotal Pistes agricole						872,5	-	-	-	872,5							
C. Moyens intermédiaires de transport																	
Acquisition de canots	nombre	3	-	-	3	7,5	22,5	-	-	22,5	0,0	60,0	0,0	VEEQ_DA	FIDA (100%)		
Total						1 726,0	-	-	-	1 726,0							

la CIR et DGR
la CIR

^a CIR et DGR

^b CIR

Sous-composante 2.2. Mise en valeur productive et préservation des ressources naturelles

	Unit	Unit Cost (USD '000)			Base Cost (USD '000)			Parameters (in %)				Other Accounts		
		Quantities			Phy. Cont.	Rate	For. Exch.	Gross Tax Rate	Disb. Acct.	Fin. Rule				
		2013	2014	2015										
											Total			
I. Investment Costs														
A. Sites agro-écologiques et reboisement														
Aquisition et distribution de plantes fruitiers et fourragers	1000 arbres	60	50	-	110	0.75	45.0	37.5	-	82.5	5.0	0.0	IP_DA	BEN (20%), FIDA (80%)
Reboisement de protection (lac, Pl.piste)	1000 arbres	25	-	-	25	0.35	8.8	-	-	8.8	5.0	0.0	IP_DA	FIDA (80%), BEN (20%)
Réunion de sensibilisation et formation environnementale	nombre	19	-	-	19	1.25	23.8	-	-	23.8	0.0	50.0	FO_DA	FIDA (100%)
Subtotal Sites agro-écologiques et reboisement														
							77,5	37,5	-	115,0				
B. Intensification et diversification agricole														
1. Agriculture														
CEP riz /a	nombre	30	20	10	60	1	30.0	20.0	10.0	60.0	5.0	0.0	IP_DA	FIDA (60%), BEN (20%)
CEP arachide /b	nombre	30	20	10	60	0.8	24.0	16.0	8.0	48.0	5.0	0.0	IP_DA	FIDA (60%), BEN (20%)
CEP haricot	nombre	10	5	5	20	1	10.0	5.0	5.0	20.0	5.0	0.0	IP_DA	FIDA (60%), BEN (20%)
CEP oignon	nombre	15	5	5	25	1.2	18.0	6.0	6.0	30.0	5.0	0.0	IP_DA	FIDA (60%), BEN (20%)
CEP agriculture cconservation /c	nombre	30	25	10	65	1	30.0	25.0	10.0	65.0	5.0	0.0	IP_DA	FIDA (60%), BEN (20%)
Supervision des activités	forfait	1	1	1	3	8	8.0	8.0	8.0	24.0	5.0	0.0	IP_DA	FIDA (100%)
Subtotal Agriculture														
							120.0	80.0	47.0	247.0				
2. Visite d'échange														
Dans le district	nombre	4	4	2	10	1	4.0	4.0	2.0	10.0	0.0	50.0	FO_DA	FIDA (100%)
Hors district	nombre	2	2	1	5	6	12.0	12.0	6.0	30.0	0.0	50.0	FO_DA	FIDA (100%)
Subtotal Visite d'échange														
							16.0	16.0	8.0	40.0				
Subtotal Intensification et diversification agricole														
							136.0	96.0	55.0	287.0				
C. Appui conseil agricole														
1. Encadrement et vulgarisation														
Animation de terrain /d	forfait						229.0	229.0	186.0	644.0	0.0	50.0	FO_DA	FIDA (100%)
Agent d'encadrement agriculture conservation	p/mois	48	48	24	120	1	48.0	48.0	24.0	120.0	0.0	50.0	FO_DA	FIDA (100%)
Perfectionnement des TA	nb sessions	2	1	-	3	2.6	5.2	2.6	-	7.8	0.0	50.0	FO_DA	FIDA (100%)
Production d'affiches et fiches techniques	nb fiches	5 000	5 000	-	10 000	0.003	15.0	15.0	-	30.0	0.0	100.0	AAT_DA	FIDA (100%)
Subtotal Encadrement et vulgarisation														
							297,2	294,6	210,0	801,8				
Total														
							510,7	428,1	265,0	1 203,8				
la materiel et intrants														
lb materiel et intrants														
lc materiel et intrants														
ld 50% des contracts des 4 ONGT, couvrant les couts des TA														

Sous-composante 2.3. Commercialisation, approvisionnement et finance rurale

	Unit	Quantities				Unit Cost (USD '000)	Base Cost (USD '000)				Parameters (in %)				Summary Divisions		Other Accounts	
		2013 2014 2015 2016					2013 2014 2015 2016				Phy. Cont.	Rate	For.	Exch.	Tax Rate	Gross Disb.		Acct.
		2013	2014	2015	Total		2013	2014	2015	Total								
I. Investment Costs																		
A. Commercialisation																		
Formation groupements de commercialisation	nombre	2	2	2	6	10	20,0	20,0	20,0	60,0	0,0	50,0	0,0	FO_DA	0,0	FO_DA	FIDA (100%)	
Visite d'échange	nombre	4	4	2	10	6	24,0	24,0	12,0	60,0	0,0	50,0	0,0	FO_DA	0,0	FO_DA	FIDA (100%)	
Magasin stockage 20 t	nombre	4	2	-	6	20	80,0	40,0	-	120,0	5,0	0,0	0,0	IP_DA	0,0	IP_DA	FIDA (100%)	
Equipement magasin	forfait	4	2	-	6	2	8,0	4,0	-	12,0	5,0	0,0	0,0	IP_DA	0,0	IP_DA	FIDA (100%)	
Participation aux foires	forfait	1	1	1	3	10	10,0	10,0	10,0	30,0	5,0	0,0	0,0	IP_DA	0,0	IP_DA	FIDA (100%)	
Expertise nationale	p/mois	2	1	-	3	5,5	11,0	5,5	-	16,5	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)	
Subtotal Commercialisation							153,0	103,5	42,0	298,5								
B. Approvisionnement en intrants et Matériel agricoles																		
1. Promotion de magasins demi-grossistes																		
Construction/extension magasin de vente	unité	1	1	-	2	15	15,0	15,0	-	30,0	5,0	0,0	0,0	IP_DA	0,0	IP_DA	BEN (20%), FIDA (80%)	
Formation technique et commerciale	unité	1	1	-	2	1,5	1,5	1,5	-	3,0	0,0	50,0	0,0	FO_DA	0,0	FO_DA	FIDA (100%)	
Subtotal Promotion de magasins demi-grossistes							16,5	16,5	-	33,0								
2. Appui multiplication de semences																		
Achat initial de semence de pré-base	forfait	1	-	-	1	1	1,0	-	-	1,0	5,0	0,0	0,0	IP_DA	0,0	IP_DA	FIDA (100%)	
Recyclage des paysans semenciers	session	1	1	-	2	3	3,0	3,0	-	6,0	0,0	50,0	0,0	FO_DA	0,0	FO_DA	FIDA (100%)	
Subtotal Appui multiplication de semences							4,0	3,0	-	7,0								
Subtotal Approvisionnement en intrants et Matériel agricoles							20,5	19,5	-	40,0								
C. Finance rurale /a																		
1. Expertise nationale	p/mois	1	1	-	2	5,5	5,5	5,5	-	11,0	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)	
2. Construction guichet	forfait	2	-	-	2	20	40,0	-	-	40,0	5,0	0,0	0,0	IP_DA	0,0	IP_DA	FIDA (100%)	
3. GCV 100 t	nombre	2	-	-	2	45	90,0	-	-	90,0	5,0	0,0	0,0	IP_DA	20,0	IP_DA	FIDA (100%)	
4. Fonds de crédit /b	forfait	1	-	-	1	30	30,0	-	-	30,0	5,0	0,0	0,0	IP_DA	0,0	IP_DA	FIDA (100%)	
5. Equipement caisse																		
Matériel roulant /c	nombre	2	-	-	2	4	8,0	-	-	8,0	0,0	60,0	20,0	VEEQ_DA	20,0	VEEQ_DA	FIDA (100%)	
Matériel informatique /d	forfait	1	-	-	1	3	3,0	-	-	3,0	0,0	0,0	20,0	VEEQ_DA	20,0	VEEQ_DA	FIDA (100%)	
Kit solaire	forfait	2	-	-	2	20	40,0	-	-	40,0	0,0	0,0	20,0	VEEQ_DA	20,0	VEEQ_DA	FIDA (100%)	
Mobilier et équipement	forfait	2	-	-	2	10	20,0	-	-	20,0	0,0	0,0	0,0	VEEQ_DA	0,0	VEEQ_DA	FIDA (100%)	
Subtotal Equipement caisse							71,0	-	-	71,0								
Subtotal Finance rurale							236,5	5,5	-	242,0								
Total							410,0	128,5	42,0	580,5								

la 1 caisse locale/District - total 5 caisses

b 1 IMF au Melaky

c moto

1 IMF au Melaky

/a 1 caisse locale/District - total 5 caisses

/b 1 IMF au Melaky

/c moto

/d 1 IMF au Melaky

COMPOSANTE 3. GESTION DU PROJET ET SUIVI EVALUATION

Sous-composante 3.1. Gestion et coordination du Projet

	Unit Cost (USD '000)				Base Cost (USD '000)				Parameters (in %)				Other Accounts	
	Quantities				Total				Phy.				Disb.	
	Unit	2013	2014	2015	Total	2013	2014	2015	Total	Cont.	For.	Gross Tax Rate	Acct.	Fin. Rule
I. Investment Costs														
A. Assistance technique														
Atelier de cloture du projet	forfait	-	-	1	1	25	-	-	25,0	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)
Audit /a	forfait	1	1	-	2	10	10,0	-	20,0	0,0	0,0	20,0	AAT_DA	FIDA (100%)
Subtotal Assistance technique						10,0	10,0	25,0	45,0					
B. Formation du personnel														
Participation aux regroupements FIDA	forfait	1	1	1	3	17,5	17,5	17,5	52,5	0,0	50,0	0,0	FO_DA	FIDA (100%)
Formation thématiques diverses	forfait	1	1	-	2	5	5,0	-	10,0	0,0	50,0	0,0	FO_DA	FIDA (100%)
Subtotal Formation du personnel						22,5	22,5	17,5	62,5					
Total Investment Costs						32,5	32,5	42,5	107,5					
II. Recurrent Costs														
A. Personnel Technique de l' UGP														
Personnel	forfait					290,0	290,0	290,0	870,0	0,0	0,0	0,0	SI_DA	FIDA (100%)
B. Personnel de la CAP/FIDA														
Personnel de la CAP/FIDA	forfait					43,0	43,0	31,0	117,0	0,0	0,0	0,0	SI_DA	FIDA (100%)
C. Coûts de fonctionnement de l' UGP														
Fonctionnement de véhicules	unité	4	4	3	11	15	60,0	45,0	165,0	5,0	60,0	0,0	CF_DA	FIDA (80%)
Fonctionnement motos	unité	2	1	-	3	3	6,0	-	9,0	5,0	60,0	0,0	CF_DA	FIDA (80%)
Assurance véhicules et motos	année	1	1	1	3	10	10,0	10,0	30,0	5,0	60,0	0,0	CF_DA	FIDA (80%)
Fourniture de bureau	année	1	1	1	3	11	11,0	11,0	33,0	5,0	30,0	0,0	CF_DA	FIDA (80%)
Consommables informatiques	année	1	1	1	3	5	5,0	5,0	15,0	5,0	30,0	0,0	CF_DA	FIDA (80%)
Déplacements aérien	année	1	1	1	3	10	10,0	10,0	30,0	5,0	30,0	0,0	CF_DA	FIDA (80%)
Indemnités de missions	année	1	1	1	3	10	10,0	10,0	30,0	5,0	30,0	0,0	CF_DA	FIDA (80%)
Redevance téléphonique	mois	12	12	12	36	1	12,0	12,0	36,0	5,0	30,0	0,0	CF_DA	FIDA (80%)
Internet	mois	12	12	12	36	1	12,0	12,0	36,0	5,0	30,0	0,0	CF_DA	FIDA (80%)
Eau et électricité	mois	12	12	12	36	0,6	7,2	7,2	21,6	5,0	30,0	0,0	CF_DA	FIDA (80%)
Annonces et insertions publicitaires	forfait	1	1	1	3	1,5	1,5	1,5	4,5	5,0	30,0	0,0	CF_DA	FIDA (80%)
DHL, fret aérien et colis postaux	forfait	1	1	1	3	4	4,0	4,0	12,0	5,0	30,0	0,0	CF_DA	FIDA (80%)
Frais bancaires	forfait	1	1	1	3	6	6,0	6,0	18,0	5,0	30,0	0,0	CF_DA	FIDA (80%)
Réunions et cérémonies	forfait	1	1	1	3	3	3,0	3,0	9,0	5,0	30,0	0,0	CF_DA	FIDA (80%)
Déménagement et déplacement en congés personnel	forfait	1	1	1	3	6	6,0	6,0	18,0	5,0	30,0	0,0	CF_DA	FIDA (80%)
Autres charges et fonctionnement	forfait	1	1	1	3	10	10,0	10,0	30,0	5,0	30,0	0,0	CF_DA	FIDA (80%)
Entretien et réparation divers	forfait	1	1	1	3	5	5,0	5,0	15,0	5,0	30,0	0,0	CF_DA	FIDA (80%)
Subtotal Coûts de fonctionnement de l' UGP						178,7	175,7	157,7	512,1					
Total Recurrent Costs						511,7	508,7	478,7	1 499,1					
Total						544,2	541,2	521,2	1 606,6					

La année 2012, 13,14 et cloture

Sous-composante 3.2. Suivi-évaluation et gestion des savoirs

	Unit	Cost (USD '000)	Quantities				Base Cost (USD '000)				Parameters (in %)				Summary Divisions		Other Accounts	
			Unit	2013	2014	2015	Total	2013	2014	2015	Total	Phy. Cont.	For. Exch.	Gross Tax Rate	Disb. Acct.			
I. Investment Costs																		
A. Etudes et atelier																		
1. Etudes																		
Etude anthropométrique + materiel	nombre		-	-	1	1	8	-	-	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)		
Enquete rendement	nombre		1	1	1	3	2,8	2,8	2,8	8,4	0,0	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)		
Enquete ROR	nombre		1	1	1	3	15	15,0	15,0	45,0	0,0	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)		
Enquete revenus menages	nombre		-	-	1	1	35	-	-	35,0	0,0	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)		
Etudes d'évaluation d'impact	nombre		-	-	1	1	35	-	-	35,0	0,0	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)		
Etudes ponctuelles thématiques	nombre		2	2	1	5	2,5	5,0	5,0	12,5	0,0	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)		
Atelier d'auto-évaluation participative /a	nombre		1	1	1	3	6	6,0	6,0	18,0	0,0	50,0	0,0	0,0	FO_DA	FIDA (100%)		
Subtotal Etudes																		
								28,8	28,8	104,3							161,9	
2. Formation et voyage d'études																		
Participation aux atelier SEGS	nombre		1	1	1	3	1,4	1,4	1,4	4,2	0,0	50,0	0,0	0,0	FO_DA	FIDA (100%)		
Voyage d'echange national entre projets FIDA	nombre		1	1	1	3	2	2,0	2,0	6,0	0,0	50,0	0,0	0,0	FO_DA	FIDA (100%)		
Subtotal Formation et voyage d'études																		
								3,4	3,4	10,2								
Subtotal Etudes et atelier																		
								32,2	32,2	107,7							172,1	
B. Information et Communication																		
Reportage et diffusion dans les journaux	nombre		1	1	1	3	1	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)		
Production/montage et multiplication video	nombre		1	1	1	3	2,8	2,8	2,8	8,4	0,0	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)		
Subtotal Information et Communication																		
								3,8	3,8	11,4								
C. Appui et services des radio rurales																		
Materiel et equipement	forfait		1	-	-	1	10	10,0	-	-	10,0	0,0	50,0	0,0	FO_DA	FIDA (100%)		
Renforcement des capacités /b	forfait		1	-	-	1	4,3	4,3	-	-	4,3	0,0	50,0	0,0	FO_DA	FIDA (100%)		
Services radiophoniques	forfait		1	1	1	3	0,9	0,9	0,9	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)		
Subtotal Appui et services des radio rurales																		
								15,2	0,9	0,9							17,0	
D. Assistance Technique																		
Mission d'appui du DSEC/MinAgri	forfait		1	1	1	3	1,2	1,2	1,2	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)		
Supervision des activités	forfait		1	1	1	3	10	10,0	10,0	30,0	0,0	0,0	0,0	0,0	AAT_DA	FIDA (100%)		
Subtotal Assistance Technique																		
								11,2	11,2	33,6								
Total																		
								62,4	48,1	123,6							234,1	

la groupes ciblés + UGP + agences d'exécution
formation et recyclage animateurs radio + couverture mediatiques, théâtre radiophonique, etc

/a les groupes cibles + UGP + agences d'exécution

/b formation et recyclage animateurs radio + couverture médiatiques, théâtre radiophonique, etc

Appendice 8: Tableaux détaillés de financement et type de marchés par composante

PLAN DE FINANCEMENT ('000 USD)

	Foreign	Local	Total	Percent
The Government	0,0	795,0	795,0	11,0
FIDA	2 069,7	4 118,0	6 187,7	85,9
Beneficiaires	-	224,3	224,3	3,1
Total	2 069,7	5 137,3	7 207,0	100,0
	29%	71%		

Référence tableau COSTAB: FINFL

PLAN DE FINANCEMENT - DEVICES, MONNAIES LOCALES (HORS TAXES), ET TAXES PAR SOURCE DE FINANCEMENT ('000 USD)

	The Government		FIDA		Beneficiaires		Total	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
I. Foreign	0,0	-	2 069,7	100,0	-	-	2 069,7	28,7
II. Local (Excl. Taxes)	145,4	3,2	4 118,0	91,8	224,3	5,0	4 487,7	62,3
III. Taxes	649,6	100,0	-	-	-	-	649,6	9,0
Total Project	795,0	11,0	6 187,7	85,9	224,3	3,1	7 207,0	100,0

Référence tableau COSTAB: LFTFIN

COMPTE DE PASSATION DE MARCHES PAR CATEGORIE DE DECAISSEMENT ET SOURCE DE FINANCEMENT ('000 USD)

	The Government		FIDA		Beneficiaires		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties & Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
I. Investment Costs											
A. Prestataires de Services et A.T.											
Consultants national	0,0	-	318,3	100,0	-	-	318,3	4,4	40,8	277,5	-
Consultants international	16,1	20,0	64,5	80,0	-	-	80,6	1,1	64,5	-	16,1
Reuves et missions S&E	4,1	8,7	43,4	91,3	-	-	47,5	0,7	-	43,4	4,1
Subtotal Prestataires de Services et A.T.	20,2	4,5	426,2	95,5	-	-	446,4	6,2	105,2	320,9	20,2
B. Pistes agricoles	130,7	20,0	522,8	80,0	-	-	653,6	9,1	430,8	92,1	130,7
C. Aménagements Hydro-agricoles	157,5	20,0	532,4	67,6	97,7	12,4	787,6	10,9	-	630,1	157,5
D. Investissements productifs agricoles	111,0	11,5	725,2	75,3	126,6	13,2	962,7	13,4	-	900,3	62,5
E. Investissement pour la Sécurisation Foncière	3,0	1,9	158,9	98,1	-	-	161,9	2,2	-	158,9	3,0
F. Formation	265,3	11,7	2 003,9	88,3	-	-	2 269,2	31,5	1 125,2	878,8	265,3
G. Vehicules	1,6	5,2	29,2	94,8	-	-	30,8	0,4	18,4	10,8	1,6
H. Equipement											
Autres equipement	8,7	2,8	297,6	97,2	-	-	306,4	4,3	159,6	138,0	8,7
Total Investment Costs	698,1	12,4	4 696,2	83,6	224,3	4,0	5 618,6	78,0	1 839,2	3 129,8	649,6
II. Recurrent Costs											
A. Personnel	-	-	1 031,8	100,0	-	-	1 031,8	14,3	-	1 031,8	-
B. Fonctionnement											
Fonctionnement des vehicules	44,1	20,0	176,4	80,0	-	-	220,6	3,1	131,2	89,3	-
Fonctionnement divers	52,8	15,7	283,3	84,3	-	-	336,1	4,7	99,3	236,8	-
Subtotal Fonctionnement	96,9	17,4	459,7	82,6	-	-	556,6	7,7	230,5	326,1	-
Total Recurrent Costs	96,9	6,1	1 491,5	93,9	-	-	1 588,4	22,0	230,5	1 357,9	-
Total PROJECT COSTS	795,0	11,0	6 187,7	85,9	224,3	3,1	7 207,0	100,0	2 069,7	4 487,7	649,6

Référence tableau COSTAB: EXPFIN

COUTS PAR COMPOSANTE ET PAR ANNEE ('000 USD)

	2013	2014	2015	Total
A. Gouvernance locale et sécurisation foncière				
Gouvernance locale et renforcement des capacités	599,9	560,6	253,0	1 413,5
Appui à la sécurisation foncière	84,8	57,2	19,9	161,9
Subtotal Gouvernance locale et sécurisation foncière	684,6	617,8	272,9	1 575,4
B. Mise en valeur durable de la base productive				
Amenagement du milieu rural	1 814,7	-	-	1 814,7
Mise en valeur productive	525,6	449,3	282,7	1 257,7
Commerc. appro. et finance rural	429,8	137,4	45,1	612,4
Subtotal Mise en valeur durable de la base productive	2 770,2	586,7	327,9	3 684,8
C. Coordination du projet & S&E				
Coordination et gestion du Projet	560,7	572,9	566,8	1 700,5
Sivi-Evaluation et gestion des savoirs	63,2	50,2	132,9	246,3
Subtotal Coordination du projet & S&E	624,0	623,1	699,7	1 946,8
Total PROJECT COSTS	4 078,8	1 827,7	1 300,5	7 207,0

Référence tableau COSTAB: COMYRT

COUTS PAR CATEGORIE DE DECAISSEMENT ET PAR ANNEE ('000 USD)

	2013	2014	2015	Total
1. Infrastructures rurales	896,0	-	-	896,0
2. Investissements productifs agricoles	1 371,4	314,5	64,4	1 750,3
3. Investissement pour la Sécurisation Foncière	84,8	57,2	19,9	161,9
4. Formation	901,8	827,5	540,0	2 269,2
5. Prestataires de Services et A.T.	202,4	89,3	154,7	446,4
6. Véhicules et équipements	94,8	-	-	94,8
7. Salaires et indemnités	338,0	348,1	345,7	1 031,8
8. Coûts de fonctionnement	189,8	191,1	175,7	556,6
Total	4 078,8	1 827,7	1 300,5	7 207,0

Référence tableau COSTAB: PROYRS

TABEAU DE PASSATION DE MARCHES PAR TYPE DE MARCHÉ ET CATEGORIE DE DECAISSEMENT ('000 USD)

	Procurement Method				N.B.F.	Total
	National Competitive Bidding	Consulting Services	Direct Contracting			
A. Infrastructures rurales	896,0 (765,3)	-	-	-	-	896,0 (765,3)
B. Investissements productifs agricoles	-	-	1 750,3 (1 257,6)	-	-	1 750,3 (1 257,6)
C. Investissement pour la Sécurisation Foncière	-	-	161,9 (158,9)	-	-	161,9 (158,9)
D. Formation	-	2 269,2 (2 003,9)	-	-	-	2 269,2 (2 003,9)
E. Prestataires de Services et A.T.	-	446,4 (426,2)	-	-	-	446,4 (426,2)
F. Véhicules et équipements	94,8 (84,4)	-	-	-	-	94,8 (84,4)
G. Salaires et indemnités	-	-	1 031,8 (1 031,8)	-	-	1 031,8 (1 031,8)
H. Coûts de fonctionnement	-	-	556,6 (459,7)	-	-	556,6 (459,7)
Total	990,7 (849,7)	2 715,6 (2 430,1)	3 500,6 (2 907,9)	-	-	7 207,0 (6 187,7)

Note: Figures in parenthesis are the respective amounts financed by FIDA

Référence tableau COSTAB: PROMTH

ANNEXES

Annexe 1: Aide-mémoire de la mission de RMP

REPUBLIQUE DE MADAGASCAR PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU MENABE ET DU MELAKY (AD2M)

Prêt FIDA No 689-MG

Mission de revue à mi-parcours 12 au 25 SEPTEMBRE 2012

Aide-mémoire

A. Introduction

1. Une mission¹ du Fonds international de développement agricole (FIDA) s'est déroulée à Madagascar du 14 au 26 septembre 2012, pour effectuer la revue « à mi-parcours » du Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M).
2. La Mission a réalisé, du 16 au 22 septembre, des visites de réalisations du Projet dans ses quatre districts d'intervention (Belo/Tsiribihina, Mahabo et Miandrivazo dans la région du Menabe; Antsalova dans la région du Melaky). Elle a eu des entretiens avec les bénéficiaires d'AD2M, en particulier: des groupements de producteurs de semences, d'usagers d'infrastructures (Associations des Usagers de l'Eau-AUE de périmètres irrigués), ou de défense sanitaire (GDS), les participants aux champs écoles paysans (CEP) et des bénéficiaires de microprojets "coup de pouce" (MP) pour les plus vulnérables. Elle a été accompagnée sur le terrain par Monsieur Philibert RAKOTOSON, Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture, Madame Micheline RANDRIAMANANA, Directrice de la Coopération Agricole, Monsieur Mamy RANDRIAMIZAORO de la Direction du Génie Rural et Rosa Alphonse DONNE, DRDR du Menabe.
3. Elle s'est entretenue également avec des autorités locales, en particulier à Maintrano Monsieur Lahimandakotsifolaky TATAHAFA, le Chef de la Région Melaky, Jonah PIKULAS, membre du Conseil Supérieur de la Transition, Idy BOANA, Secrétaire Général de la Région Menabe ; également Monsieur le chef du district d'Antsalova, les maires de communes d'intervention (Bekopaka, Antsalova, Isalo, Ankotrofotsy, Ambatolahy et Antsoha), ainsi qu'avec des agents de la DRDR, vétérinaires mandataires sanitaires (VMS), agents de guichets fonciers (AGF), et les responsables des 4 ONG de terrain (ONGT) déléguaires des activités d'animation et vulgarisation agricoles². La mission de terrain s'est achevée par une séance de restitution préliminaire avec l'UGP au siège du Projet - organisée le 23 septembre à Morondava.
4. La Mission tient à exprimer ses remerciements aux représentants du Gouvernement de Madagascar et plus particulièrement aux autorités du Ministère de l'Agriculture qui l'ont accompagnée et ont participé très activement aux entretiens avec les différentes parties prenantes. Elle remercie également les partenaires du Projet et les bénéficiaires rencontrés pour l'accueil, la disponibilité et la qualité des échanges qu'elle a eus avec eux. Enfin elle tient aussi à remercier tout spécialement le Coordonnateur du projet M. Andrianainasoa RAKOTONDRATSIMA et toute l'équipe de l'Unité de Gestion du Projet, ainsi que les ONGT, pour la qualité de leur collaboration et la remarquable organisation logistique des visites de terrain.

¹ Composée, pour le FIDA, de : MM. Jean Charles Heyd, agronome, Steven Jonkheere, spécialiste en questions foncières, Norman Messer, chargé de programme (CPM), Jean Payen, ingénieur GR et chef de mission, John Ramamonjisoa, conseiller financier de la CAPFIDA.

² Toky Fampandrosoana, Code Menabe, Made Sari, Saragna.

5. Les constats et les préconisations de la Mission, contenus dans cet aide-mémoire ont été présentés et discutés avec les responsables du Ministère de tutelle lors de la séance de restitution organisée le 25 septembre sous la présidence de Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture.

B. Antécédents

6. L'objectif général du Projet est d'améliorer l'accès des ruraux pauvres à une gestion des ressources en terre et en eau permettant une amélioration durable des revenus des petits producteurs. La durée du Projet a été prévue initialement pour 8 années, répartie en deux phases de 4 ans. AD2M a démarré ses activités en novembre 2006 et l'achèvement de ses activités échoit actuellement en décembre 2014. Il intervient sur 19 communes réparties dans 3 districts (Belo sur Tsiribihina, Mahabo, Miandrivazo) dans la région du Menabe et 1 district (Antsalova) dans la région du Melaky. Il a été conçu pour bénéficier directement à 16 000 ménages au total, soit 40% des ménages ruraux de sa zone d'intervention (au moment de la formulation).

7. AD2M est structuré autour de deux composantes opérationnelles : (i) Appui à la gouvernance locale et à la sécurisation foncière; (ii) Appui à la mise en valeur durable de la base productive. Le Projet est placé sous tutelle du MinAgri et sa gestion est assurée par une Unité de gestion du projet, basée à Morondava et chargée de la coordination et de la gestion des activités du Projet, incluant le nécessaire suivi-évaluation de la mise en œuvre. Cette dernière s'appuie sur 4 ONG de terrain (ONGT) ainsi que sur des partenaires techniques spécialisés de l'administration (DRDR, ONN, FOFIFA, ...), ou du secteur privé. Un comité de pilotage au niveau national et deux comités régionaux d'orientation et de suivi (CROS) sont chargés d'assurer la cohérence du Projet avec les politiques nationales sectorielles et les priorités régionales, approuver les grandes orientations et les programmes de travail et budgets annuels (PTBA) et proposer les aménagements et réorientations éventuels.

C. Financement

8. Le financement du Projet à l'heure actuelle est de 21 millions USD dont 13,1 millions et 0,4 million financés respectivement par un prêt et un don du FIDA; 4,2 millions par un don de l'Union européenne (PARECAM), 2,7 millions par le gouvernement de Madagascar (GdM) et 0,5 million par les bénéficiaires. En août 2012, un financement additionnel d'USD 5,17 millions a été approuvé par le FIDA.

Rappel historique et évolution du projet

9. AD2M a connu plusieurs réajustements – tant sur le fond (sans toutefois qu'en soient remis en cause les objectifs) que dans la forme. Ainsi :

- La revue « intermédiaire » de 2009 a procédé à un changement d'approche significatif en introduisant la notion de « pôle de production » pour éviter la dispersion géographique des efforts et donner plus de cohérence à ce qui s'apparentait auparavant à un large éventail d'activités disparates. L'approche centrée sur des « pôles de production » s'est substituée au mode de planification à la demande, et a été concrétisée autour de 4 pôles: (i) Pôle de cultures de décrue de Betsiriry - moyenne Tsiribihina; (ii) Pôle céréalier de Tsarahotana; (iii) Pôle rizicole d'Ankilizato-Malaimbandy; et (iv) Pôle à potentiel rizicole d'Antsalova. Ces pôles ont été définis sur la base de similitudes dans leur vocation agricole, leurs caractéristiques agro-écologiques et liaison par des voies de communication terrestre ou fluviale. Quatre (4) des dix-neuf (19) Communes Rurales de la zone d'intervention n'ont cependant pu être rattachées à aucun « pôle ».
- Les modalités d'exécution ont été aussi remaniées substantiellement, passant de la délégation quasi-totale (dans une optique du type « faire faire ») à une ONG

internationale (IC en l'occurrence) à une approche nécessitant un accompagnement plus rapproché de 4 ONG locales, chacune se voyant assigner la coordination des interventions autour de l'un des pôles. Ce « faire avec » a aussi nécessité l'étoffement de l'UGP, initialement réduite à sa plus simple expression ;

D. Mandat et esprit de la mission de REVUE A MI-PARCOURS

10. Il ne s'agit ni d'une mission de supervision³ ni d'une « évaluation » à proprement parler - bien que ses préconisations s'appuient évidemment sur des éléments d'appréciation des résultats intermédiaires du projet. Cette revue à mi-parcours vise avant tout à utiliser les leçons de 4 années d'exécution active (2008-2012) pour en tirer les lignes directrices du cheminement qui reste à parcourir pour une atteinte au plus près des résultats, effets, et impacts escomptés.

11. Le Projet est en effet un processus de transformation qui est naturellement appelé à évoluer au fur et à mesure que, tant l'objet de son intervention que les moyens de sa mise en œuvre, eux-mêmes évoluent. La mission de revue est un moment privilégiée pour envisager des ajustements nécessaires à des pratiques toujours perfectibles. Le fait de modifier des consignes, méthodes ou modalités n'est pas le résultat d'un jugement négatif sur ce qui a été fait auparavant mais bien celui de la constatation d'un besoin d'adaptation croissante au contexte (une décision de pilotage).

12. Outre les visites de terrain indispensables à la compréhension des activités⁴ – mais qui ne peuvent cependant prétendre être représentatives de l'ensemble des réalisations d'AD2M, la Mission s'appuie largement sur des travaux d'analyse déjà réalisés par le Projet, tout particulièrement, après ceux de la mission de revue « intermédiaire » de 2009 : le rapport de la mission de suivi de mai 2012, le rapport « d'autoévaluation » d'août 2012, le cadre logique revisité par l'UGP en 2012.

E. Eléments d'appréciation des résultats

13. Les résultats obtenus par AD2M sont amplement détaillés dans les différents rapports récents déjà cités et leur appréciation qualitative succincte apparaît dans l'Annexe 1. L'actualisation des résultats obtenus par la prise en compte des activités démarrées au cours des derniers mois (depuis la mission de suivi) est secondaire dans le cadre de cette revue, et fera entre autres l'objet du prochain rapport semestriel du Projet.

14. Comme l'a exprimé la mission de suivi de mai 2012, de manière générale : « le Projet dispose d'une bonne maîtrise des approches et des activités pour les volets « Infrastructures (dont les AHA) » et "Mise en valeur agricole" ainsi que , dans une moindre mesure, "Finances rurales" et "Organisation des producteurs", qui enregistrent les meilleurs résultats - tandis que les volets "Microprojets pour les plus vulnérables", "Approvisionnement en intrants" et "Sécurisation foncière" sont à un niveau nettement moins avancé et leurs résultats en retard par rapport aux prévisions des documents de (re)formulation du Projet. Enfin, la sous-composante "commercialisation des produits agricoles" reste encore en phase exploratoire⁵ ».

³ Succédant à celle dite « de suivi » de mai 2012, dont les « mesures convenues » sont incidemment reconduites à échéance du 31/12/12

⁴ Des membres de la Mission ont pu se rendre sur les sites de 6 (sur 15) des périmètres irrigués où le projet est intervenu, visiter des guichets fonciers, s'entretenir avec un GDS, les membres d'au moins un CEP ou MP de chaque type, un groupement semencier, visiter une boutique d'intrants, une Caisse IMF, une pépinière, le site de l'un des embarcadères en construction, un atelier de fabrication d'outils agricoles, une boutique d'intrants.

⁵ Rapport de la mission de suivi de mai 2012, paragraphe 11 p.2

15. La Mission tient à ajouter que des activités non-agricoles⁶, d'une grande importance pour les groupes cibles - en particulier les plus vulnérables - se développent de manière encourageante.

F. Propositions d'orientations

16. Par conséquent, à la différence de l'exercice antérieur (de revue « intermédiaire » en 2009) qui introduisait de profonds remaniements devenus nécessaires, la présente revue ne préconise que des modifications « d'ajustement », qui ressortent de quatre lignes de force :

1. Consolider/ pérenniser les acquis (infrastructures, institutions, méthodes bonnes pratiques adoptées par les paysans); les capitaliser et faire connaître ;
2. Rééquilibrer les efforts et les ressources, largement sur la base d'un ciblage par « biais favorable » vis-à-vis des catégories de ruraux les plus vulnérables, en utilisant la typologie proposée dès le début par la formulation, restée pertinente et donc inchangée. Cela signifie entre autres un soutien plus marqué à l'agriculture pluviale, seule ressource d'une part importante des exploitations, et notamment des plus vulnérables ;
3. Intensifier/ densifier certaines interventions pour s'approcher d'une « masse critique » susceptible de déclencher un changement endogène des attitudes et pratiques (qui puisse s'affranchir le plus possible des soutiens extérieurs à la zone, dans la perspective du retrait du projet d'ici 2 à 3 ans) ;
4. Articuler / « Intégrer » au mieux les différents volets d'intervention, pour obtenir le maximum de synergies, un souhait exprimé de manière récurrente lors des différentes réflexions menées sur le projet.

17. Parmi les introductions ou modifications proposées ayant un impact significatif sur l'utilisation des ressources figurent :

1. L'extension proposée (d'au maximum un an) de la durée du projet pour permettre l'utilisation efficace du financement additionnel du FIDA (USD 5,17 millions) et donner le temps suffisant à la mise en œuvre des orientations proposées ;
2. La réduction des objectifs quantitatifs (jugés à ce stade irréalistes) en matière de certification foncière ;
3. L'accroissement des objectifs quantitatifs en matière de MP et CEP (résultat de la prise en compte de la répartition typologique escomptée parmi les bénéficiaires), qui amènera à maintenir voire fortifier l'encadrement de terrain par les socio-organismes et techniciens agricoles des ONGT ;
4. La mobilisation de techniciens spécialisés en gestion de l'eau au niveau des ONGT, qui seront nécessaires ponctuellement et pour une durée déterminée afin d'aider à la consolidation des AUE ;
5. L'achèvement en 2013 des investissements en infrastructures, alors que les années suivantes (2014/2015) ne verraient pratiquement que des activités d'entretien, ou d'études⁷ ;

⁶ En l'occurrence : attribution de documents d'identité, alphabétisation fonctionnelle, éducation à la nutrition .

⁷ Par exemple destinées à des projets à venir tels que FORMAPROD

6. L'amplification des activités d'alphabétisation, et d'éducation à la nutrition.

18. Le Tableau I ci-joint résume les orientations proposées pour les différents volets d'intervention du projet⁸ et fait partie intégrant de l'aide-mémoire. Le rapport de la revue détaillera les orientations proposées et leurs conséquences en termes de définition et ordonnancement des activités, d'affectations de ressources (financières et humaines), et ce aussi loin que faire se peut à ce stade. Il s'agit en effet d'un exercice que l'UGP devra encore actualiser lors des différents PTBA en tenant compte des retours d'information du terrain, ce qui suppose qu'elle continue de perfectionner son système de suivi-évaluation en l'orientant plus vers la capture des résultats et des effets de façon à en faire un véritable outil d'aide à la décision.

G. Prochaine étape

19. Un rapport de revue à mi-parcours, qui détaillera et déclinera de façon opérationnelle les ajustements, ainsi qu'une note d'orientation pour l'élaboration du PTBA 2013, sera finalisé avant fin novembre.

Fait Antananarivo, le 8/10/2012



Philibert Rakotoson
Secrétaire Général, MINAGRI



Caroline Bidault
Chargée de programmes associée, FIDA

⁸ L'Annexe I en présente la justification et donne plus de détails

	TABLEAU I ORIENTATIONS PROPOSEES POUR LES DIFFERENTS VOLETS D'INTERVENTION
COMPOSANTE 1	Sous-composante 1.1. Appui à l'organisation des producteurs et au renforcement des acteurs locaux
Volet 1.1.1 <i>Mobilisation des producteurs et appui à leurs organisations</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Le dispositif d'encadrement sur le terrain maintenant en place ne sera pas diminué (il pourra même être renforcé si la réalisation des activités l'exige) avant de décroître progressivement lors de la phase de désengagement (dernière année). - Affectation d'au moins un technicien GR par pôle, selon le nombre, la taille et la complexité des AHA. Cela peut être résolu par réorganisation interne au sein des ONGT par recrutement d'agents GR jouant le rôle de conseillers hydrauliques.
Volet 1.1.2 Appui à la planification décentralisée des communes rurales et régions	-Accompli (PCD réalisés et mis à jour)
Volet 1.1.3. <i>Renforcement des capacités des partenaires d'exécution</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités des ONGT en matière d'appui à la constitution d'organisations. - Intensification de l'implication des ONGT dans les activités d'identification et caractérisation du foncier (notamment sur les AHA)
Volet 1.1.4 Micro-projets « coup de pouce » aux plus vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> - Intensification significative des efforts pour rattraper les retards et augmentation du nombre envisagé de micro-projets. - Le suivi des effets réels des MP sur l'augmentation des revenus des vulnérables est à faire pour détecter d'éventuelles insuffisances dans la conception ou les modalités de mise en œuvre de ces micro-projets.
Volet 1.1.5 <i>Alphabétisation fonctionnelle</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Compte tenu de l'atteinte encore faible de l'objectif quantitatif, un nouveau cycle d'alphabétisation fonctionnelle avec une nouvelle promotion sera démarré en 2013 et achevé en 2014.
	Sous-composante 1.2. Appui à la sécurisation foncière
Volet 1.2.1 <i>Sécurisation foncière au niveau régional</i>	-Tester la faisabilité des propositions de la mission sur les droits secondaires
Volet 1.2.2. Appui au PNF et à l'OFN	- Accompli

COMPOSANTE 2	Sous-composante 2.1. Aménagement du milieu rural
Volet 2.1.1 Aménagements hydro-agricoles (AHA)	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite et achèvement en 2013 des travaux déjà engagés en 2012. Seules des réparations urgentes (ex : dégâts cycloniques) ou travaux mineurs ainsi que la défriche pour mise en valeur (ex : PI d'Ankazomena) pourront être engagés à partir de 2013, l'accent devant être désormais mis sur la consolidation et mise en valeur des développements initiés afin de laisser des aménagements totalement fonctionnels au retrait du projet. - <i>L'exception à cette consigne pourrait être le périmètre de Beboka dans le district d'Antsalova si celui-ci obtient le financement spécifique recherché. De toute façon, sa construction interviendrait au plus tôt à mi-2014.</i>
Volet 2.1.2 Désenclavement	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la capacité des AUP (Associations de riverains/usagers des pistes (voir 1.1.1) et prévoir les modalités de gestion/entretien des embarcadères et des canots /MIT
	Sous-composante 2.2. Mise en valeur productive et préservation des ressources naturelles
Volet 2.2.1 Agro-écologie et reboisement	<ul style="list-style-type: none"> - Les techniques d'agriculture de conservation adaptées à la zone dans le cadre du projet feront l'objet de champs écoles paysans (CEP) pour assurer leur large diffusion (voir 2.2.2). ; - Evaluer l'effet des opérations de production et diffusion d'arbres (taux de survie à 2 ans) et continuer jusqu'à ce que l'objectif fixé (nombre d'arbres effectivement entretenus) soit atteint. - Associer les actions de sensibilisation environnementale à des réalisations concrètes décidées de commun accord avec les autorités locales ou les écoles intéressées.
Volet 2.2.2 Intensification et diversification agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Agriculture. <u>Affiner et documenter la méthodologie des CEP adoptée par AD2M pour pouvoir mieux connaître les atouts et les limites de cette approche en fonction des milieux où ils sont utilisés et servir de référence à d'autres projets (AROPA, FORMAPROD,...).</u> - Ouvrir les CEP à d'autres thématiques (agriculture de conservation, mise en valeur des baiboho et des tanety avec des variétés supportant mieux les stress hydriques, utilisation de matériel agricole plus performant, systèmes de micro-irrigation à faible coût (SMI)...) qui permettent de conforter les innovations introduites. - Élevage. <u>Une clarification précise des rôles des différents acteurs assistés par le projet (GDS, ACSA, VV, AEL,...) est nécessaire.</u> - Améliorer les modalités des opérations de prophylaxie aviaire, en étendre la couverture et assurer leur pérennisation autant que faire se peut. - Pêche. Augmenter l'objectif quantitatif des MP Pêche et lancer des MP pour la conservation et commercialisation des produits de la pêche.
Volet 2.2.3 Appui-conseil agricole	<ul style="list-style-type: none"> - Nutrition. <u>Poursuivre et intensifier la collaboration avec l'ONN ; la promotion de jardins familiaux pourra faciliter l'articulation avec l'éducation nutritionnelle</u> - Recherche –développement. Mettre en application dès 2013 (à travers des CEP appropriés) les résultats acquis en matière de sélection variétale (riz pluvial NERICA etc...)
	Sous-composante 2.3. Commercialisation, approvisionnement, finance

	rurale
<i>Volet 2.3.1 Commercialisation et approvisionnement</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Intensifier le travail engagé de prospection, facilitation et conseil sur la mise en marché, la qualité des produits, la conservation et transformation. - Consolider les acquis en matière de : (i) groupements de paysans semenciers, (ii) ateliers de fabrication de matériels agricoles appropriés, (iii) boutiques d'intrants. Evaluer les besoins de la zone dans ces trois catégories et y pourvoir.
<i>Volet 2.3.2 Finance Rurale</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer : (i) le redressement rapide des activités de Soahita avec la mise en place d'un service de contrôle efficace; (ii) le développement des activités de GCV pour les producteurs par CECAM ; (iii) la mise en place de produits bancaires adaptés aux activités économiques et besoins des ménages, en particulier pour les ménages plus pauvres qui n'ont pas accès aux produits actuellement proposés.
(COMPOSANTE 3)	GESTION DU PROJET
Pilotage	<ul style="list-style-type: none"> - Introduire un « biais favorable » (ou « discrimination positive ») en faveur des catégories de paysans les plus vulnérables. Cela implique entre autres un soutien accru à l'agriculture pluviale et une intensification des microprojets qui sont les outils principaux du projet pour l'appui aux activités productives de ces catégories.
<i>Volet 3.2.1 Suivi – évaluation et gestion de savoirs</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre la mise au point du SME et en faire un véritable outil de gestion et aide à la décision en (i) privilégiant la détection des effets des activités et résultats, (ii) assurant la qualité des données brutes recueillies auprès des opérateurs. -
<i>Volet 3.2.2 Information- Communication</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Intensifier les activités de communication et documentation sur les bonnes pratiques

Annexe 2: Calendrier de la Mission

Equipe A (Norman et Jean Payen)				Equipe B (Jean Charles Heyd)				Equipe C (Steven Jonckheere)				
Horaire	Itinéraire et visite	Localité	Commune concernée	Horaire	Itinéraire et visite	Localité	Commune concernée	Horaire	Itinéraire et visite	Localité	Commune concernée	
Dim. 16	12h35	Arrivée Jean Payen	Morondava	22h00	Arrivée à Antananarivo de la Normande Messier, Steven Jonckheere et Charles Heyd							
	16h30-18h00	Réunion de présentation du Pro	Morondava									
		Nuitée à Morondava										
	07h30-16h00	Déplacement Morondava-Bekopaka, avec déjeuner à Belo										
Lund. 17		Nuitée à Bekopaka										
	08h00-08h30	Déplacement Bekopaka-Ankazomena										
	08h30-09h45	Visite PI Ankazomena	Ankazomena		Bekopaka							
	09h45-11h15	Déplacement Ankazomena-Soatana										
Mardi 18	11h15-12h00	Visite GDS Soatana	Soatana		Trangahy							
	12h00-15h00	Déplacement Soatana-Ambalakazaha avec repas froid sur route										
	15h00-16h00	Visite CEP riz et essai FOFIFA sur Bemamba	Ambalakazaha	Masoarivo								
	16h00-18h00	Déplacement Ambalakazaha-Antsalo										
		Nuitée à Antsalo		Nuitée à Antananarivo								
	08h00	Arrivée de l'équipe venant de Morondava		08h00	Arrivée de l'équipe venant de Morondava		Antsalo	08h00	Arrivée de l'équipe venant de Morondava			
	08h00-08h30	Déplacement Antsalo-Marandray (à mbany)		08h00-08h30	Déplacement Antsalo-Site de la culture (à mbany)		Betsatsango	idem équipe A				
	08h30-09h30	Visite CEP riz	Marandray (à mbany)	Antsalo	Visite de la culture de conservation	Betsatsango	Antsalo					
	09h30-10h00	Déplacement Marandray (à mbany)-Antsalo		09h30-10h00	Déplacement Site de la culture (à pied+15min en voiture)		Betsatsango	15min en voiture				
	10h00-11h00	Visite de l'outil que l'intrants	Antsalo	Antsalo	Visite de l'entre d'alphabetisation	Betsatsango	Antsalo					
	11h00-11h15	Déplacement de l'outil que l'intrants-Bureau du district		10h45-11h15	Déplacement Betsatsango-Antsalo		idem équipe A					
	11h15-12h30	Visite de l'outil que l'intrants	Antsalo	Antsalo								
	12h30-13h30	Dejeuner de l'Antsalo										
	13h30-14h00	Antsalo-Maintirano avec l'outil que l'intrants		Beboka								
Mercredi 19	14h00-15h00	Visite de l'outil que l'intrants	Maintirano									
	15h00-16h00	Maintirano-Miandrivo										
	17h00-19h30	Présentation de l'outil que l'intrants 1 ^{ère} partie		Miandrivo	Miandrivo		Miandrivo					
		Nuitée à Miandrivo		Nuitée à Miandrivo		Nuitée à Miandrivo						

Equipe A (Norman et Jean Payen)				Equipe B (Jean Charles Heyd)				Equipe C (Steven Jonckheere)			
Horaire	Itinéraire et visite	Localité	Commune concernée	Horaire	Itinéraire et visite	Localité	Commune concernée	Horaire	Itinéraire et visite	Localité	Commune concernée
08h30-11h30	Présentation et discussion 2 ^{ème} partie	Miandrivazo	Miandrivazo	idem équipe A							
11h45-12h45	Déjeuner			idem équipe A							
13h00-13h30	Déplacement Miandrivazo-Analamibiby			13h00-13h45	Déplacement Miandrivazo-Isalo			13h00-13h45	Déplacement Miandrivazo-Isalo		
13h30-15h30	PPS Haricot, CEP ognon, CEP haricot	Analamibiby Antanambao	Isalo	13h45-15h15	CEP ognon, CCD	Isalo	Isalo	13h45-15h15	Visite GF	Isalo	Isalo
15h30-16h00	Déplacement Antanambao-Ankotrofotsy			15h15-16h00	Déplacement Isalo-Marotongo			15h15-16h00	Déplacement Isalo-Ankotrofotsy		
16h00-17h15	Visite CECAM Puis rejoindre visite GF de l'Equipe C	Ankotrofotsy	Ankotrofotsy	16h00-17h00	AEL Marotongo	Marotongo	Ankotrofotsy	16h00-17h15	Visite GF Ankotrofotsy	Ankotrofotsy	Ankotrofotsy
17h15-17h45	Déplacement Ankotrofotsy-Miandrivazo			16h45-17h30	Déplacement Ankotrofotsy-Malaimbady			17h15-17h45	Déplacement Ankotrofotsy-Miandrivazo		
				Nuitée à Miandrivazo				Nuitée à Miandrivazo			
07h30-08h15	Déplacement Miandrivazo-Antsoha avec passage au terminal Ankotrofotsy			06h30-08h00	Déplacement Malaimbandy-Tambazo			07h30-08h30	Déplacement Miandrivazo - Ambatolahy		
08h15-09h00	MP pêche CEP ognon	Antsoha	Ankotrofotsy	08h00-08h45	CEP riz, CEP ognon sur rizière, Alphabétisation	Tambazo	Malaimbandy	08h30-10h30	Visite GF/CRIF Ambatolahy	Ambatolahy	Ambatolahy
09h00-09h15	Déplacement Antsoha-Mahavavy			08h45-09h15	Déplacement Tambazo-Ankilimihangy			10h30-11h00	Déplacement Ambatolahy-Malaimbandy		
09h15-10h15	Activités compensatoires Mahavavy	Mahavavy	Ambatolahy	09h15-10h00	Prophylaxie aviaire, CEP ognon sur décares	Ankilimihangy	Malaimbandy	11h00-12h30	Visite GF	Malaimbandy	Malaimbandy
10h15-10h30	Déplacement Mahavavy-Ambatolahy			10h00-12h30	Déplacement Ankilimihangy-Kiposa avec repas froid sur route			12h30-13h30	Déjeuner	Badika	Malaimbandy
10h30-11h00	Visite atelier de forge	Ambatolahy	Ambatolahy	12h30-14h00	PI, AUE, adoptants SRI, CEP arachide	Kiposa	Malaimbandy	13h30-14h30	Déplacement Malaimbandy-Ankilizato		Malaimbandy
11h00-11h30	Déplacement Ambatolahy-Malaimbandy			14h00-19h00	Déplacement Kiposa-Morondava			14h30-17h30	Visite GF/CRIF	Ankilizato	Ankilizato
11h30-12h30	CEP RMME Pépière	Ambanimaso Manampada	Malaimbandy					17h30-19h00	Déplacement Ankilizato-Morondava		
12h30-13h30	Déjeuner	Malaimbandy									
13h30-14h15	Déplacement Malaimbandy-Ampandrabe										
14h15-15h00	MP aviaire et alphabétisation	Ampandrabe	Ankilizato								
15h00-15h10	Déplacement Ampandrabe-Ankilizato										
15h10-17h30	Réseaux Migodo I et II CEP riz CEP ognon sur rizière Union AUE Migodo I	Tsamandroso	Ankilizato								
17h30-19h00	Déplacement Ankilizato-Morondava										
				Nuitée à Morondava				Nuitée à Morondava			

Jeudi 20

Vendredi 21

	Equipe A (Norman)				Equipe B (Jean Charles Heyd)			Equipe C (Steven Jonckheere)				
	Horaire	Itinéraire et visite	Localité	Commune concernée	Horaire	Itinéraire et visite	Localité	Commune concernée	Horaire	Itinéraire et visite	Localité	Commune concernée
Samedi 22	06h30 - 10h00	Déplacement Morondava - Antsoha		Commune concernée	Discussions avec équipe et préparation de l'aide mémoire				idem équipe B			
	10h00-11h00	PPS lentille	Andranongidro	Antsoha								
	11h00-11h15	Déplacement Andranongidro-Lavaheloka										
	11h15 - 13h00	PI Lavaheloka : Réseau d'irrigation, AUE et CEP riz, alphabétisation	Lavaheloka	Antsoha								
	13h00 - 13h45	Déplacement Lavaheloka-Antsoha avec Repas froid en cours de route										
	13h45 - 14h15	Pépinière	Antsoha	Antsoha								
	14h15 - 17h45	Déplacement Antsoha - Morondava										
		Nuitée à Morondava										
Lundi 24	08h55	Retour de la mission à Antananarivo			idem équipe A				idem équipe A			
	13h00	Préparation de l'aide mémoire										
Mardi 25		Préparation de l'aide mémoire			idem équipe A				idem équipe A			
	15h00	Restitution au Min.Agr										
Mercr. 26		Complément d'information et préparation du rapport de RMP			idem équipe A				idem équipe A			
Jeu. 27		Complément d'information et préparation du rapport de RMP			idem équipe A				idem équipe A			
Vendr. 28		Départ consultants internationaux			idem équipe A				idem équipe A			

Annexe 3: Liste des principales références bibliographiques consultées

FIDA - République de Madagascar. Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M). Rapport de pré-évaluation. Volume I - Rapport principal. FIDA – 1709-MG. 14 mars 2006.

FIDA - République de Madagascar. Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M). Rapport de pré-évaluation. Volume II – Documents de travail. FIDA – 1709-MG. 14 mars 2006.

FIDA - République de Madagascar. Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M). Accord de financement Prêt FIDA n° 689-MG. Don FIDA n° 849-MG. 19 mai 2006.

FIDA - République de Madagascar. Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M). Lettre à l'emprunteur. Prêt FIDA n° 689-MG. Don FIDA n° 849-MG. UNOPS 23 août 2006.

FIDA - République de Madagascar. Options stratégiques pour le programme-pays (COSOP). Période 2007 -2012. EB 2006/89/R.13. Décembre 2006.

FIDA - République de Madagascar. Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M). Rapport de revue intermédiaire de Projet n° 2149-MG. Rapport principal et documents de travail. 31 octobre 2009.

République de Madagascar - MinAgri. Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M). Manuel de suivi évaluation du projet AD2M.

République de Madagascar - MinAgri. Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M). Rapport d'activités annuel 2010.

République de Madagascar - MinAgri. Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M). Rapport d'activités annuel 2011.

République de Madagascar - MinAgri. Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M). Programme de travail et de budget annuel 2012.

République de Madagascar - MinAgri. Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M). Rapport d'auto évaluation du projet AD2M. Août 2012.

FIDA - République de Madagascar. Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M). Rapport de supervision du 6 au 17 septembre 2010 n° 2298-MG. Septembre 2010.

FIDA - République de Madagascar. Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M). Rapport de supervision du 27 août au 16 septembre 2011 n° 2479-MG. 30 septembre 2011.

FIDA - République de Madagascar. Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M). Rapport de suivi du 14 au 26 mai 2012 n° 2654-MG. Mai 2012.